

# LES MINEURS

## de l'Article 66 du Code Pénal

### ET LA LOI DU 5 AOUT 1850

(COMPARAISON AVEC LES RÉGIMES BELGE ET ANGLAIS)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*sera soutenu le Lundi 17 Avril 1899 à 2 heures 1/2.*

PAR

**MARCEL LANGLOIS**

---

*Président :* M. LE POITTEVIN, *professeur.*

*Suffragants* { MM. BERTHÉLÉMY, *professeur.*  
SALEILLES, *professeur.*

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

---

1899







**THÈSE**  
**POUR**  
**LE DOCTORAT**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LES MINEURS

de l'Article 66 du Code Pénal

ET LA LOI DU 5 AOUT 1850

(COMPARAISON AVEC LES RÉGIMES BELGE ET ANGLAIS)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

*sera soutenu le Lundi 17 Avril 1899 à 2 heures 1/2.*

PAR

**MARCEL LANGLOIS**

---

Président : M. LE POITTEVIN, *professeur.*  
Suffragants { MM. BERTHÉLÉMY, *professeur.*  
SALEILLES, *professeur.*



---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

---

1899



## INTRODUCTION

L'un des problèmes qui préoccupent le plus les philanthropes de toutes les nations civilisées est à coup sûr celui du relèvement de l'enfance coupable. Car, ainsi que l'a dit M. Vidal, professeur à l'université de Toulouse dans son rapport au congrès d'Anvers en 1890: « L'en-  
« fance criminelle et vagabonde est la source aujourd'hui  
« reconnue féconde et certaine de ce monde d'adultes  
« criminels contre lequel la société se débat en vain par  
« des moyens dont on ne peut que déplorer l'insuffi-  
« sance. C'est dans sa source que l'on doit attaquer la  
« criminalité pour en arrêter le développement inquié-  
« tant, et si l'on se sent pris parfois de découragement  
« en voyant le peu de succès des moyens pénitentiaires  
« sur les natures depuis longtemps habituées au mal,  
« on éprouve cependant une réelle consolation à la pen-  
« sée que les efforts courageux de la charité ne sont pas  
« perdus lorsqu'ils s'adressent à l'enfance naturellement  
« généreuse, sensible à la douceur, à la bonté, qui  
« comme une cire molle reçoit facilement, mais conserve  
« aussi facilement, l'empreinte qu'on lui donne ».

L'accroissement de la criminalité, la progression et-

frayante de la récidive, l'impuissance des systèmes pénitentiaires à l'égard des adultes ont montré qu'il fallait couper le mal à sa racine, tarir dans sa source le recrutement des prisonniers, aller à l'enfance coupable, non pas pour la punir, mais pour la protéger contre elle-même et lui fournir un milieu normal à la place du milieu anormal qui est le sien : sauver l'enfant, tel est le but où doivent tendre les efforts des criminalistes et des magistrats.

C'est cette idée du relèvement de l'enfance coupable, c'est cet essai de régénération qui fera le sujet de notre étude.

Mais nous ne pourrions embrasser dans notre travail toutes les catégories des mineurs délinquants, car il nous faudrait soulever les questions de discernement, de responsabilité, ce qui nous entraînerait trop loin, et nous nous bornerons aux seuls mineurs de seize ans, qui, aux termes de l'art. 66 du Code pénal, sont acquittés et envoyés en correction pour un délai qui ne peut excéder l'époque de leurs vingt ans accomplis.

Après avoir passé en revue assez rapidement les diverses catégories de ces mineurs acquittés, après avoir dit quelques mots du régime pénitentiaire qui leur était appliqué avant la loi du 5 août 1850, nous entreprendrons l'étude de cette loi importante qui est le titre même de notre travail : nous serons amené ainsi à faire l'histoire des colonies pénitentiaires. Puis nous terminerons par une critique de la loi, en rappelant les sélections et les réformes proposées, ainsi que les discussions du congrès de 1893 à ce sujet.

Dans un second chapitre, nous exposerons les idées nouvelles suggérées par certaines législations étrangères et qui ont déjà reçu en France quelque application. Une étude — rapide du reste — de la loi du 19 avril 1898 trouvera là sa place.

Nous verrons ensuite la législation de deux pays voisins, l'Angleterre et la Belgique, qui nous ont emprunté quelques-unes de nos idées sur la question de l'éducation correctionnelle, mais qui nous ont singulièrement dépassés aujourd'hui et sur lesquels nous devrions nous guider sous bien des rapports pour les réformes que nous voulons faire subir à notre système pénal. Ce sera la seconde partie de notre travail.

Dans une troisième partie, après nous être efforcé de dégager les points faibles de notre régime correctionnel actuel, nous essayerons de tirer de l'étude comparée de ces deux législations, *des conclusions françaises* : nous inspirant des opinions de criminalistes éminents, nous émettrons modestement quelques vœux de réforme qui résumeront notre pensée et formeront la fin naturelle de ce travail.

---



## PREMIÈRE PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

§ 1<sup>er</sup>. — **Les mineurs de l'article 66 du Code Pénal.**

De même qu'il n'y a pas sur un même arbre, selon une comparaison souvent faite, deux feuilles absolument identiques, de même il ne se rencontre pas deux enfants dont les natures et les penchants soient rigoureusement semblables. La loi pénale, sous le coup de laquelle tombent les mineurs délinquants, ne pouvant cependant pas être d'une application différente pour chacun d'eux, on a dû grouper sous des rubriques collectives ces enfants, suivant les diverses manifestations de leurs instincts.

Employant ici une distinction consacrée, nous séparerons les mineurs délinquants — mais dignes de l'acquiescement du juge — en 2 classes : les mineurs coupables de délits conventionnels et les mineurs coupables de délits réels.

A. *Délits conventionnels.* — En première ligne plaçons

les petits vagabonds, car le vagabondage est l'inculpation qui amène le plus d'enfants devant la justice : D'après une statistique — publiée en 1893 — en effet, on compte, sur un total de 5.681 garçons et filles mineurs de l'art. 66, détenus dans les colonies pénitenciaires, 931 vagabonds des deux sexes, soit près du cinquième de l'effectif !

Suivant une ingénieuse classification de M. Guy Tomel, (*Les enfants en prison*, par MM. Guy Tomel et Rollet, 1892) on peut ranger en trois catégories ces jeunes délinquants.

1° Les vagabonds par tempérament, 2° Les vagabonds par indolence, 3° Les vagabonds par indigence. — *Vagabonds par tempérament*, ceux qui, par exubérance d'imagination, quittent la maison paternelle pour courir le monde en quête d'aventures, et qu'un gendarme finit par recueillir, harassés et affamés, dans un fossé de la route. Celui-là, passionné de lecture, a dévoré les livres de voyages « extraordinaires » : pris du désir de s'identifier avec les héros de Jules Verne, le voilà parti à la découverte de l'île toujours merveilleuse. Celui-ci a entendu parler dans son village d'une tour en fer haute comme dix fois le clocher, et sur laquelle on peut monter ! Un beau jour, comme attiré par un aimant magique, il prend la route de Paris : le voilà vagabond (1).

M. Rollet (*Les enfants en prison*) cite le cas d'un récidiviste en vagabondage qui avait, à l'âge de onze ans,

1. Il est certain que l'attrait de l'Exposition Universelle de 1889 a été une cause d'augmentation du nombre d'enfants vagabonds ; en 1888 on en comptait 933 ; en 1889, 1528.

vingt-deux arrestations à son actif ! dès qu'il put marcher, avant même de savoir lire, l'enfant n'avait eu qu'une idée en tête : voyager, quitter le connu pour l'inconnu ; un jour, il se cache à fond de cale dans un bateau en partance pour Londres ; un autre jour, à l'issue d'une classe d'histoire, il part visiter le champ de bataille de Charles Martel. M. Rollet l'interrogea sur le métier qu'il désirerait apprendre : « Je voudrais être mécanicien de chemin de fer ! » répondit-il sans hésiter.

*Vagabonds par indolence.* Ceux-là, c'est la paresse qui les conduit au vagabondage : apathiques et mous pour la plupart, ils sont plus difficiles à guérir que le vagabond de tempérament, lequel finit souvent par se lasser des aventures. Le vagabond par indolence n'a de goût pour rien : à l'école, il dort ; son patron d'apprentissage ne peut rien en faire et le met à la porte : nouvel essai chez un autre patron, nouveau renvoi. Le voilà sur le pavé : il gagne quelques sous à vendre des journaux du soir ou à ouvrir des portières. On l'arrête un soir dormant sur un banc. C'est un vagabond qui demeurera vagabond... s'il ne devient eucore pire :

*Vagabonds par indigence* ou vagabonds malgré eux. Ils sont bien dignes d'intérêt et de pitié. Le père est en prison, la mère est partie on ne sait où ; les enfants sont restés seuls à la maison : affamés, ils sont descendus dans la rue, les aînés portant les plus petits, à la recherche d'un morceau de pain : ils deviendront des vagabonds si on ne leur tend bien vite une main secourable.

A côté du petit vagabond, nous pouvons placer son frère, le petit mendiant. — La mendicité est en effet une conséquence du vagabondage : Le vagabond par tempérament tendra la main quand le travail manquera. Le vagabond par paresse trouve dans la mendicité le moyen le plus commode de vivre. En réalité même, mendiant ou vagabond c'est tout un : vagabond, si c'est le gendarme qui l'arrête sur la grande route ; mendiant, si c'est l'agent de police qui lui met la main au collet dans la rue.

Aussi bien le métier de mendiant est assez lucratif, et va jusqu'à rapporter au petit Parisien une moyenne de trois à quatre francs par jour.

De même qu'il y a des vagabonds malgré eux, de même il y a toute une catégorie fort nombreuse d'enfants que leurs parents, mendiants eux aussi le plus souvent, forcent à tendre la main — sans parler des tout petits qu'on loue à l'occasion pour exciter la compassion des passants. Il y a à Paris une armée de mendiants où les enrôlements se font à tout âge : M. Mamoz, l'éminent fondateur de l'Assistance par le travail, évalue le nombre de ceux qui mendient dans nos rues à cent mille environ !

B. *Délits réels*. — Et tout d'abord les petits voleurs. « C'est, nous dit M. Rollet, dans leurs rangs qu'on trouve  
« toute la gamme de la culpabilité, depuis l'innocent ou  
« l'irresponsable qui vole sans penser mal faire, jusqu'à  
« l'enfant vicieux, sorte de kleptomane déséquilibré par  
« l'atavisme et l'éducation »,

On arrête mensuellement à Paris une cinquantaine d'enfants voleurs. Pour la plupart ce sont des voleurs à l'étalage : tentés, hypnotisés par les étalages si nombreux et si brillants où tout est à portée de la main, ils ont soustrait, le garçon un fruit, la petite fille un objet de parure... Souvent ils ne sont pas arrêtés à la suite de leur larcin, car les étalages ne sont pas toujours bien surveillés. C'est un malheur, car ils recommenceront : Le vol à l'étalage est si facile !

L'arrestation du petit voleur et son envoi en correction sont choses urgentes : l'enfant qui a commencé par des larcins chez ses parents, abusera ensuite de la confiance de son patron et s'emparera d'une grosse somme qu'il dissipera avec des repris de justice : le voilà embauché dans l'armée du mal et prêt à faire un assassin.

Nous reviendrons du reste plus loin sur la nécessité de l'arrestation — et de l'arrestation maintenue — de l'enfant à son premier délit : car le plus souvent à la première faute il n'est pas définitivement perdu.

De délits « réels », selon l'expression consacrée, autres que le vol, je n'en vois guère (1). Presque tous les malfaiteurs débutent par le vol, et l'enfant qui n'a pas seize ans en est encore à ce premier degré de l'échelle du crime, à part quelques précoces vauriens, heureusement rares, qui ne bénéficieront pas du reste de l'acquittement de l'article 66.

1. Il y a bien quelques cas d'enfants arrêtés pour batterie, coups et blessures, insultes aux agents ; mais ils sont fort peu nombreux

*Les petites prostituées.* — Nous croyons utile d'ajouter ici comme un chapitre supplémentaire sur ce qui est, en somme, le vagabondage du sexe faible, et réprimé comme tel par la loi pénale : nous voulons parler de la prostitution des filles mineures. Le chiffre des enfants arrêtées annuellement pour ce motif (70 environ) est assez considérable pour que nous fixions un instant notre attention sur cette catégorie de délinquants d'un genre spécial.

Disons tout de suite qu'il n'y a point chez la petite fille de 16 ans de vice inné assez fort pour faire d'elle sans raisons extérieures une prostituée, sauf certains cas relevant plutôt de la médecine, lorsqu'il s'agit de filles de prostituées ou de parents alcooliques : et l'on peut au premier rang des causes de la débauche chez les jeunes mineures, placer d'abord l'influence du milieu : c'est le grand atelier où réunies pêle-mêle, les plus corrompues font l'éducation des nouvelles arrivées, puis le retour au logis étroit où tous les membres de la même famille vivent dans une promiscuité presque complète, la jeune fille couchant parfois dans la même chambre que ses frères ; là, c'est une jeune domestique naïve qui repose la nuit sous les toits dans le voisinage dangereux de valets corrompus.

La petite mendiante quicourt les rues, vendant des violettes ou des épingles, deviendra vite, elle aussi, une prostituée : le proxénétisme la guette, et ses offres sont bien tentantes ! Ce sera le courtier qui l'achètera à sa famille ou l'ignoble souteneur qui la débauchera pour mieux l'exploiter ensuite.

La première fois qu'une fillette est arrêtée pour mœurs, il n'est par rare, d'après le témoignage de plusieurs avocats — qu'elle exprime un repentir sincère et qu'elle fasse un réel effort pour cesser sa vie de débauche. Mais, si elle n'est pas secourue, si elle retombe aux mains de parents indignes, on la reverra quelques mois plus tard à la Conciergerie, les traits tirés et les yeux creusés : elle avouera avec un cynisme effrayant qu'il lui tarde d'être inscrite sur les registres de police et de régulariser sa vie. Tout effort pour réagir est paralysé désormais !

Là aussi, comme nous l'avons constaté plus haut pour les petits voleurs, nous voyons la nécessité de saisir le vice à sa naissance même, et d'entraver sa marche pendant qu'il en est temps encore,

Nous avons passé en revue assez rapidement les principales catégories des délits de l'enfance. Or, le nombre de ces délits augmente tous les ans, comme nous le verrons plus loin et comme les statistiques le prouvent clairement, Ne pourrions-nous pas nous demander ici, avant d'aborder l'étude du régime pénitentiaire et la discussion des systèmes de correction, quelles sont les causes sociales et philosophiques de cet accroissement de criminalité, tout en nous réservant d'en chercher d'autres dans les défauts de l'éducation correctionnelle, telle qu'elle est comprise en France ?

Un éminent philosophe, M. Fouillée, a cherché à découvrir les causes du mal et à en approfondir l'étendue. (*Revue des Deux Mondes*, janvier 1897). Il a trouvé les causes les plus directes dans l'habitude de l'alcoolisme et l'habitude de la débauche devenues de plus en plus

précoces toutes les deux. Mais, au delà de ces causes les plus directes et immédiates, il en indique d'autres qui, tout indirectes qu'elles soient, n'en sont pas moins réelles et profondes : La presse, d'abord, à qui il reproche « la suggestion du vice et du crime organisé sur une « vaste échelle, munie de privilèges et assurée de l'impunité » !

C'est aussi l'école laïque, « soi-disant neutre, et qui ne « l'est guère ! » « Le parti anticlérical, dit-il, se compose « d'esprits étroits et bornés chez qui la libre pensée n'est « faite que de négations ».

Au scepticisme religieux répond le scepticisme moral, et le scepticisme civique et national pourrait bien en découler aussi. « Quelque opinion qu'on ait sur les dogmes « religieux, dit M. Fouillée, encore faut-il reconnaître « cette vérité élémentaire de sociologie que les religions « sont un frein moral de premier ordre et de plus un res- « sort moral ».

Sur la même ligne que le scepticisme religieux, plaçons la désorganisation de la famille, le relâchement des liens moraux qui la constituent. Prenons un ménage quelconque d'ouvriers : le père et la mère, absents tous deux du logis, n'y rentrent que tard le soir, après un labeur pénible, et la fatigue ne leur permet guère de s'occuper de leurs enfants qui, libres depuis la sortie de l'école — s'ils y sont allés — ont sans doute flâné dans la rue en attendant leur retour. Je ne parle ici que des parents pauvres, mais non indignes ; or, d'après les statistiques empruntées au service des enfants moralement abandonnés, on trouve une proportion de 50 0/0 d'enfants

de parents indigents non indignes ; il est permis de supposer que pour les enfants arrêtés, la proportion est encore très considérable.

Enfin, on peut faire entrer en ligne de compte l'accroissement désordonné de la population urbaine au détriment des campagnes : la ville offre des jouissances et des distractions très accessibles, un travail plus facile et plus lucratif ; du moins croit-on ainsi ; mais, après avoir abandonné ses champs, le paysan ne tarde pas à perdre ses illusions : la lutte pour la vie est dure dans ces villes où tout semblait si beau, voici bientôt la misère plus complète qu'au village : le père mendie, le fils mendiera ou fera pis !

## § 2. — Régime des mineurs avant la loi de 1850.

C'est le Code pénal de 1791, art. 1, 2, 3, 4, première partie, Titre V, reproduit dans le Code de 1810, art. 66, 67, 68, qui a parlé le premier des « maisons de correction » pour les mineurs (1). Mais, pas plus en 1810 qu'en 1791, ces maisons n'existaient : les mineurs étaient,

(1) L'art. 2 première partie, Titre V, C. P 25 sept. 6 octob, 1791 est devenu notre article 66, il était ainsi conçu : « Si les jurés décident que le coupable a commis le crime sans discernement, il sera acquitté du crime ; mais le Tribunal criminel pourra, suivant les circonstances, ordonner que le coupable sera rendu à ses parents, ou qu'il sera conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le juge ment déterminera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque à laquelle il aura atteint l'âge de 20 ans. »

quant à l'exécution de leur peine, confondus avec les détenus adultes et renfermés dans les maisons d'arrêt établies dans chaque arrondissement ou dans les maisons centrales. La séparation des mineurs, voulue par la loi, n'existait que de nom, les départements, propriétaires des maisons d'arrêt, se refusant à y faire des modifications qui eussent entraîné de grosses dépenses.

L'État, propriétaire des bâtiments des maisons centrales, fit cependant quelques efforts en créant des quartiers correctionnels réservés aux jeunes détenus, en 1824 à Strasbourg, en 1826 à Rouen, en 1833 à Lyon, en 1835 à Toulouse, en 1836 à Carcassonne, Paris, Amiens, Besançon.

Mais le but n'était qu'imparfaitement rempli : il fallait à ces enfants une éducation intellectuelle et morale, une discipline bien entendue.

C'est à l'initiative privée, à la charité de quelques-uns, que devait être laissée longtemps la grave question du relèvement de l'enfance malheureuse ou coupable, car avant 1850 le législateur n'en parlera pas.

Néanmoins de cette époque datent deux créations intéressantes :

La Petite Roquette et Mettray.

#### *La Petite Roquette.*

Commencée en 1827, la Petite Roquette était destinée à servir de prison pour les femmes et avait été aménagée suivant le système Auburnien. Le 11 septembre 1836, malgré l'opposition de M. de Tocqueville qui reculait devant cette application du régime cellulaire aux mi-

neurs, cinq cents jeunes détenus de seize ans enfermés jusque-là en commun aux Madelonnettes, étaient installés à la Petite Roquette. Dans la pensée de M. Delessert, préfet de police, ce devait être un pénitencier modèle ; nourriture saine et abondante, instruction intellectuelle et professionnelle, éducation religieuse et morale, tout devait être mis en œuvre pour éveiller l'idée du bien en ces âmes plus ou moins perverties.

La Révolution de 1848 porta un premier coup à la Petite Roquette en enlevant M. Delessert à la préfecture. Survint ensuite la loi de 1850 qui aurait dû mettre fin à son existence même, et en faire une maison d'arrêt et de correction départementale réservée exclusivement aux mineurs prévenus, accusés ou condamnés à six mois d'emprisonnement et au-dessous.

La maison continua cependant de subsister avec son caractère antérieur, et par une sorte de tolérance.

En 1855 elle fut momentanément évacuée à la suite d'un procès avec le département de la Seine qui, s'avisant que cette maison jouait le rôle d'un véritable établissement public d'éducation correctionnelle, réclama au Trésor le paiement d'un loyer depuis l'année 1850.

La réorganisation et la réouverture eurent lieu dans des conditions fort défectueuses : on supprima les fonctions d'instituteur, et l'on réduisit le régime alimentaire : aussi M. d'Olivecrona, conseiller à la Cour de Stockholm qui visite l'établissement en 1855 trouve bien pâles tous les petits détenus qui y sont renfermés (*Bulletin de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, 1878).

En 1864, un jeune avocat, M<sup>e</sup> Corne, dénonça les dé-

fectuosités flagrantes de l'organisation : une commission fut instituée par le gouvernement pour examiner l'opportunité de la suppression de la maison, et quelque temps après, la Petite Roquette était de nouveau évacuée.

Cependant l'établissement continue à recevoir — bien qu'on parle tous les ans de son déclassement — outre les jeunes détenus envoyés en correction et attendant leur transfèrement, les prévenus et accusés, les condamnés à une peine d'emprisonnement et les enfants de la correction paternelle. Le chiffre des mineurs de l'art. 66 était, en août 1897, époque où j'ai visité la maison, de 105, et la moyenne du séjour à la Petite Roquette est pour ces enfants de six semaines environ.

### *Mettray.*

Il est intéressant de noter ici, comme antérieure à la fondation de Mettray, la proposition faite en 1833 par M. Ch. Lucas, inspecteur général des prisons, d'employer les jeunes détenus à un travail agricole, proposition repoussée du reste, car le danger des évasions paraissait la rendre inadmissible. Quelques années plus tard, M. Lucas, développant son idée première, proposa dans un rapport au Ministre de l'Intérieur, d'introduire dans l'organisation des établissements des jeunes détenus, non seulement l'idée agricole pour l'amendement de l'enfant par la terre, mais encore celle du défrichement des terres incultes et fertilisables, comme amendement de la terre par l'enfant. L'administration se montra favorable à l'idée agricole et réalisa ce régime dans les établisse-

ments annexés aux maisons centrales, à Fontevrault en 1842, Clairvaux 1843, Gaillon 1845.

C'est dans cette voie que devaient entrer aussi les établissements privés, comme celui de M. Demetz, les colonies de Ste-Foy (Dordogne), St-Ilan (Côtes-du-Nord) fondées en 1843. Ce fut la colonie du Val d'Yèvre (Cher) créée par M. Lucas et autorisée en 1846, qui eut l'honneur de réaliser la seconde partie de la pensée de M. Lucas en ajoutant à l'idée de l'amendement de l'enfant par la terre celle de l'amendement de la terre par l'enfant. C'est ainsi qu'elle fit notamment mettre en culture par ses jeunes pensionnaires des marais desséchés : il devait en résulter, d'après le fondateur lui-même, « de quoi procurer aux fondateurs leur légitime rémunération et de plus contribuer à l'accroissement de la richesse agricole du pays ». Cette colonie du Val d'Yèvre devint colonie publique en 1872 et il est à constater qu'elle tient le premier rang.

Pour l'emporter sur les hésitations de l'État à entreprendre une réforme quelconque dans son système si défectueux d'éducation correctionnelle, il fallut l'initiative privée, la charité de quelques généreux et intelligents philanthropes : nous avons parlé de M. Lucas ; à côté de lui plaçons les fondateurs de Mettray, MM. Demetz et Courteilles. Comme lui ils avaient foi en l'influence, calmante pour les âmes, toujours saine pour les corps, de la terre remuée, du grand air respiré, des grands espaces parcourus. S'ils cédaient à un esprit un peu systématique de réaction contre les villes, s'ils ne tenaient pas suffisamment compte des aptitudes et des antécédents des

enfants, s'ils ne prévoyaient pas assez les nécessités de la vie lors de la libération, du moins ils plaçaient les enfants pendant quelques années dans un milieu sain et fortifiant à tous les points de vue.

Fondé en 1839, Mettray est resté le type de la colonie, l'Ecole Modèle, que la France peut se vanter d'avoir créée, quoique trois établissements en Europe, Redhill en Angleterre, la Rauhe Haus de Hambourg, et Düsselthaler près Dusseldorf prétendent avoir devancé M. Demetz. Et cependant « le directeur de Redhill n'a pas manqué de me  
« dire, raconte M. Henri Joly (*Bulletin de la Société générale des prisons*, février 1897) : Quand M. Demetz voyageait pour recueillir des observations et des expériences, il est venu ici, il a couché ici. » C'est donc bien l'exemple de notre compatriote qu'on invoque hors de France, et le nom même de Mettray est conservé à l'étranger : il y a en Hollande le « Mettray néerlandais ».

Dans ces établissements comme dans la colonie-mère, une partie centrale réunit les différents services et tout autour se groupent les ateliers de cordonnerie, de peinture, de charronnage, etc..., qui forment autant de petites familles. Car, à côté de l'exploitation agricole, considérable aujourd'hui, (elle comprend 592 hectares), Mettray occupe deux cents de ses pensionnaires environ à une quinzaine d'industries diverses. (Rapport de M. Cluze, directeur, 1895).

Une remarque, sur laquelle nous reviendrons du reste, nous est suggérée par M. Joly qui a constaté chez nos voisins deux préoccupations très louables, qu'il nous donne en exemple, « la première d'espacer un peu plus

« les maisons de famille, de manière à ce que les  
« diverses catégories fussent un peu moins près les unes  
« des autres ; la deuxième de diminuer le nombre des  
« pensionnaires ». (*Bulletin de la société générale des  
prisons*, février 1897). Il est rare que dans ces colonies  
étrangères l'effectif atteigne le chiffre de deux cents  
élèves, alors qu'à Mettray il dépasse cinq cents !

*La loi du 5 août 1850.*

Dix ans avant la promulgation de la loi du 5 août 1850, nous trouvons dans une circulaire de M. Duchâtel, ministre de l'Intérieur, sur l'éducation correctionnelle, cette phrase dont la loi future ne sera que le développement et l'application. « Dans ces maisons d'éducation correc-  
« tionnelle, il ne s'agit pas de coupables châtiés par la  
« loi pour inspirer une crainte salutaire : ce sont des  
« enfants, souvent bien jeunes, qui sont remis à l'ad-  
« ministration pour être élevés sous sa surveillance :  
« elle ne doit rien négliger pour en faire des hommes  
« moraux et laborieux ».

Aussi bien, dans la loi nouvelle nous trouverons le mot même *d'éducation* plusieurs fois répété, et la « mai-  
son de correction » est remplacée, pour les mineurs  
acquittés, qui seuls nous intéressent — par « l'école  
pénitentiaire ». — Ainsi décide l'article 3: « Les jeunes  
« détenus acquittés, art. 66 du C. P. mais non remis à  
« leurs parents, sont conduits dans une école péniten-  
« tiaire. — Ils y sont élevés en commun, sous une dis-

« cipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. — Il est pourvu à leur instruction élémentaire ».

Ces écoles ou colonies pénitentiaires recevront aussi — nous verrons les inconvénients de ce système — les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de six mois et de moins de deux ans ; « Pendant les trois  
« premiers mois ces jeunes détenus sont renfermés dans  
« un quartier distinct et appliqués à des travaux sédentaires ; à l'expiration de ce terme, le directeur peut,  
« en raison de leur bonne conduite, les admettre aux  
« travaux agricoles de la colonie » (art. 4).

« Les colonies pénitentiaires, nous dit l'art. 5, sont des  
« établissements publics ou privés. Les établissements  
« publics sont ceux fondés par l'Etat, les établissements  
« privés sont ceux fondés et dirigés par des particuliers  
« avec l'autorisation de l'Etat ».

A lire l'article suivant, nous voyons la préférence accusée très nettement par le législateur pour les colonies privées : « Dans les cinq ans qui suivront la promulgation de la présente loi, les particuliers ou les associations qui voudront établir des colonies pénitentiaires pour des jeunes détenus, formeront auprès du  
« ministre de l'Intérieur une demande en autorisation...  
« à l'expiration des cinq années, si le nombre total des  
« détenus n'a pu être placé dans les établissements particuliers, il sera pourvu — aux frais de l'Etat — à la  
« fondation de colonies pénitentiaires ».

Au reste le rapporteur de la loi avait dit que « si l'administration pouvait introduire dans les établissements

« fondés par elle, un ordre régulier, une discipline  
« exacte, elle ne pouvait commander à ses fonctionnaires  
« la chaleur d'âme, le zèle religieux qui font tout le  
« succès des œuvres morales ».

Mais quand nous parlons de la supériorité des établissements privés, nous entendons viser seulement ceux qui sont dûs, soit à l'association laïque, comme Mettray, soit à la congrégation religieuse comme Citeaux.  
« Il faut, dit M. d'Olivecrona (*B. Séances des Sc. morales et politiques*, 1878) s'abstenir de les conseiller  
« aux simples particuliers et surtout aux pères de  
« famille » ; et il cite le Val d'Yèvre comme un exemple à mettre sous leurs yeux. « Là même où se trouvent  
« réunies au plus haut degré les conditions de capacité,  
« de dévouement et d'expérience, ce sont des garanties  
« insuffisantes : l'avenir n'est pas assuré : les maladies  
« et les infirmités surviennent, enfin la mort, et après  
« elle la loi des partages ».

Notons enfin, pour terminer cet aperçu rapide de la loi du 5 août 1850, l'article 16 qui a trait aux filles mineures et dont nous nous réservons de faire plus loin la critique :

Art. 16 : « Les maisons pénitenciaires reçoivent : 1° Les  
« mineurs détenus par voie de correction paternelle.  
« 2° Les jeunes filles de moins de seize ans condamnées  
« à l'emprisonnement pour une durée quelconque  
« 3° Les jeunes filles acquittées de l'article 66 C. P. »

*Histoire des colonies pénitenciaires.*

Il faut avouer qu'une fois promulguée, la loi de 1850 resta longtemps à peu près lettre morte : absorbée par des intérêts d'un autre genre, l'opinion française ne s'occupa point sérieusement — sous l'Empire — de la protection et de la correction de l'enfance, et les établissements pénitenciaires, abandonnés à eux-mêmes, insuffisamment transformés, redeviennent de véritables prisons (1).

Quelques années après la chute de l'Empire, une réaction s'opéra dans les idées, mais toute défavorable à la loi de 1850. Dans un excès de sensibilité, on plaignit ces pauvres enfants, petits vagabonds amoureux de la liberté, forcés de rester jusqu'à leur vingtième année dans des maisons où la discipline était rigoureuse et à la sortie desquelles ils devaient être regardés avec effroi.

Comme presque toutes les réactions, celle-ci alla trop loin : elle ne tendait, du reste, à rien moins qu'à supprimer la loi de 1850 (2). Là encore, la charité prend les

1. Toutefois, sous l'Empire même, nous trouvons une réaction contre le système de l'isolement appliqué à l'enfant comme mesure d'éducation correctionnelle : « En 1865, nous dit M. R. de la Bus-  
« sière, une commission ayant été réunie sur l'initiative de l'Im-  
« pératrice Eugénie, pour se prononcer sur la valeur respective  
« des deux systèmes (la cellule où la colonie), le système de la  
« cellule fut condamné et l'on dispersa dans diverses colonies  
« agricoles les jeunes détenus de la Petite Roquette » (Le Jour-  
nal : « *L'enfant* » n° avril 1898 : Les maisons de correction)

2. Le nombre des mineurs envoyés en correction qui était de 7.500 environ en 1879 tombe en 1885 à 5.000.

devants : M. Bonjean crée de 1876 à 1880 des colonies particulières où les enfants vicieux sont placés, sans même passer devant les Tribunaux. Le conseil général de la Seine suit le mouvement et fonde en 1881 le service des enfants moralement abandonnés : on confia à l'Assistance Publique presque tous les jeunes délinquants. Mais les résultats attendus ne se réalisèrent pas : les nouveaux pupilles continuèrent leurs méfaits, entraînant souvent au mal les petits paysans au milieu desquels on les avait placés et dont le contact devait les amender. L'administration se vit obligée de fonder une sorte de maison de correction indépendante afin d'y loger les enfants réfractaires à l'amendement par l'éducation campagnarde. Les essais furent malheureux et en 1886, à la suite des incidents de Porquerolles, l'Assistance Publique se décida à remettre sur le pavé bon nombre d'enfants qui auraient dû être confiés à l'administration pénitentiaire.

Les préventions contre les colonies pénitentiaires sont loin cependant d'avoir disparu ; de nos jours on dit souvent : « maison de correction — maison de corruption » et l'on cite l'aveu de Baillet, cet assassin exécuté en 1891, qui racontait, dans un mémoire écrit en prison, avoir perdu le peu de sens moral qui lui restait en subissant sa peine dans une maison de correction, où il s'était trouvé en contact avec des jeunes gens plus pervers que lui.

Mais nous répondrons aux personnes qui formulent ces appréciations qu'elles n'ont pas étudié la question et qu'elles n'ont pas non plus visité les établissements pénit-

tentiaires pour en parler de la sorte : elles les jugent peut-être d'après la peinture, pittoresque, il est vrai, qu'en a faite M. François Coppée dans son roman « le Coupable », il y a quelques années : « Il a vu, nous « raconte-t-il, de ses yeux vu, des bagnes où des créa-  
« tures irresponsables sont soumises à toutes les souf-  
« frances morales et physiques, et où il n'y a pas plus  
« de charité dans le cœur des chefs que de beurre dans  
« la ratatouille des cuisines. »

Ces préjugés contre les colonies pénitenciaires existent même, avouons-le, chez certains magistrats : souvent le commissaire de police devant lequel le petit voleur ou le petit vagabond est amené, suppliera les parents, qu'il aura fait appeler, de reprendre leur enfant en leur représentant qu'il va être envoyé dans une maison de correction où il se perdra définitivement. Il en résulte que le jeune vaurien remis à ses parents qui n'ont pas su le garder une première fois, récidivera et que, lorsqu'on se décidera à l'envoyer en correction, il sera trop tard (1).

Sans aucun doute, la réunion d'enfants vicieux n'est pas exempte d'inconvénients ; mais, tout d'abord, d'intelligents efforts ont été tentés pour isoler autant que possible dans la maison pénitenciaire les moins mauvais des pires ; et ensuite quelques cas isolés, comme l'exemple de Baillet, ne sauraient constituer une règle.

1. L'enfant aussi a l'idée que la colonie pénitenciaire est l'anti-chambre de la maison centrale : M. Louis Rivière se rappelle avoir vu le cahier d'un élève de St-Hilaire sur lequel un grossier dessin représentait à gauche la colonie, puis au loin, à droite, le clocher de la maison centrale de Fontevault avec ces simples mots pour légende : « Où je suis » « Où j'irai ».

L'envoi en correction est, croyons-nous, la seule mesure raisonnable qu'on puisse employer contre l'enfant vicieux. Le remettre en liberté, c'est le plus souvent le rejeter à la rue, le rendre à son vice.

Un sujet d'étonnement pour quiconque consulte les statistiques de l'administration pénitentiaire, c'est de constater, en regard de l'accroissement constant de la criminalité juvénile, en France, la diminution progressive des colonies publiques et privées, de ces dernières surtout, dont le nombre baisse dans des proportions inquiétantes : (Les chiffres suivants nous ont été fournis par M. le Comte de Saint-Quentin, député du Calvados et rapporteur au budget de 1897). En 1869 il existait 49 colonies privées ; en 1875 on n'en compte plus que 40 et au 1<sup>er</sup> janvier 1899 il n'en reste plus que 20 (1). Il ne

1. Au 1<sup>er</sup> janvier 1899 on compte *neuf établissements publics* qui sont :

Pour les garçons :

1<sup>o</sup> Une école de réforme :

St-Hilaire (Vienne).

2<sup>o</sup> Six colonies pénitentiaires :

Aniane (Hérault).

Auberive (Hte-Marne).

Belle-Ile (Morbihan).

Les Douaires (Eure).

St-Maurice (Loir-et-Cher).

Val d'Yèvre (Cher).

3<sup>o</sup> Une colonie correctionnelle :

Eysses (Lot-et-Garonne).

Pour les filles :

L'école de préservation de Doullens (Somme) avec son quartier correctionnel.

On compte à la même date *vingt établissements privés* :

Pour les garçons ;

subsiste que celles « dont la philanthropie et la charité « sont les seuls mobiles dirigeants », nous dit l'éminent rapporteur : lequel ajoute que « l'administration est « un peu désarmée à leur sujet, car si elle fermait l'une « d'elles, elle ne pourrait trouver à placer les pupilles « qui en seraient retirés. »

Cette diminution du nombre des colonies privées s'explique par l'insuffisance de la subvention de l'État, laquelle est restée au taux primitif, fixé en 1850 — de 0 fr. 75 par jour et par détenu, malgré le renchérissement de toutes choses. Sauf au val d'Yèvre où la jour-

1<sup>o</sup> Deux écoles de réforme :

St-Eloi (Hte-Vienne).

St-Joseph (Hte-Saône).

2<sup>o</sup> Dix colonies pénitentiaires :

Bar-s.-Aube (Aube).

Bologne (Hte-Marne).

Jommelières (Dordogne).

La Loge (Cher).

Le Luc (Gard).

Mettray (Indre-et-Loire).

St-Ilan (Côtes-du-Nord).

Ste-Foix (Dordogne).

La Couronne (Charente).

Ecole Le Peletier St-Fargeau à Montesson (S.-et-Oise).

Pour les filles :

Bavilliers (Territoire de Belfort).

Limoges (quartier Ste-Valérie) (Hte-Vienne).

» (asile Ste-Madeleine) ( » )

Montpellier (Hérault).

Rouen (Seine-Infre).

Ste-Anne d'Auray (Morbihan).

Institution des Diaconesses à Paris.

Maison de refuge israélite à Neuilly (Seine)

née ne coûte que 0 fr. 56, l'indemnité est bien inférieure à la dépense qui varie de 0 fr. 754 à Belle-Ile à 1 fr. 094 à Aniane (1).

Comme conséquence naturelle de cet état de choses, encombrement de nos colonies pénitenciaires : d'où surveillance moindre, moindre discipline, éducation plus négligée : autant de points regrettables qui nous invitent à une réforme urgente.

### § 3. Critique de la loi du 5 août 1850.

#### A. *Les acquittés de l'article 66 du Code pénal mêlés aux condamnés de l'article 67.*

La loi du 5 août 1850 qu'on a appelée un peu prétentieusement peut-être « le statut fondamental de l'éducation pénitentiaire en France » tolère (articles 3 et 4) une confusion regrettable entre les mineurs acquittés de l'art. 66 et les mineurs condamnés à moins de deux ans et à plus de six mois, qu'elle envoie les uns comme les autres dans les mêmes colonies pénitenciaires, avec cette seule différence que les condamnés devront être occupés à des travaux sédentaires pendant les trois premiers mois de leur séjour dans un quartier distinct lequel n'existe d'ailleurs dans aucune colonie.

En fait, il faut le dire d'abord, il y a aujourd'hui fort peu d'enfants de cette catégorie, j'entends de condam-

1. Le chiffre de la subvention vient cependant d'être porté à 0 fr. 85 pour 1899.

nés de six mois à deux ans, dans les établissements pénitentiaires, et il y en aura de moins en moins (1), car presque tous les tribunaux se sont enfin décidés à prononcer l'envoi en correction pour une longue période, sachant qu'ils n'obtiendraient de résultats qu'à ce prix.

D'autre part, et selon une thèse soutenue par de nombreux directeurs de colonies, et des plus autorisés, il paraîtrait que ces deux catégories d'enfants sont identiques par leurs origines et leurs tendances, et même que les mineurs condamnés, offrant plus de ressort pour le bien comme pour le mal, sont souvent plus guérissables.

Il en est pas moins vrai que la situation des uns et des autres au point de vue juridique, est différente : les premiers sont acquittés, c'est-à-dire sans marque judiciaire, sans casier, les autres sont condamnés, ont un casier, peuvent être exclus du régiment, sont aptes enfin à faire des récidivistes. De plus, singulière anomalie, après avoir subi un régime à peu près semblable, les uns, les condamnés, sont libérés avant les autres, qui doivent les regarder partir, le cœur gros : Aussi bien, germe chez les jeunes détenus cette idée qu'il vaut mieux être condamné qu'acquitté, « idée, dit le rapporteur « général de la grande enquête pénitentiaire de 1873, « qui peut faire d'assez grands ravages dans les intelligences et les consciences confuses où le sentiment du « bien et du mal n'est qu'imparfaitement développé ». — On a vu souvent des enfants proclamer devant les

1. D'après la statistique pénitentiaire de 1893, page LXIII, leur nombre est de 21.

juges leur discernement pour être condamnés et obtenir l'emprisonnement de courte durée (1).

Enfin cette promiscuité est, à mon sens, très dangereuse : tous ces apprentis du vice ne se faisant pas faute de prodiguer leurs pernicioeux conseils à leurs camarades d'atelier, moins avancés qu'eux, auxquels ils racontent leurs précoces exploits. L'œuvre de réforme est ainsi sérieusement compromise.

La nécessité de la sélection [a été comprise par les fondateurs d'une nouvelle colonie — l'école de Montesson — dont nous reparlerons plus loin : cette école exclut les condamnés à l'emprisonnement pour ne prendre que les acquittés de l'article 66. « C'est la mise en pratique des idées nouvelles, c'est l'abandon des principes adoptés jusqu'à ce jour et depuis longtemps combattus », (Rapport de M. Henri Boucher. *Bulletin de la Société générales de prisons*. Décembre 1892).

### B. *L'enfant amendé par la terre.*

Les législateurs de 1850 ont, selon une expression de M. Puibaraud, l'éminent inspecteur général, « transformé l'œuvre de l'éducation des enfants coupables en une sorte d'églogue ». C'est ce que M. Coppée appelle d'une façon assez triviale, dans « *Le coupable* », l'accord « entre la récolte des navets et le progrès du relèvement

1. Le projet du réforme du Code pénal remédie à cet état de choses :

L'enfant qui ne sera condamné qu'à quelques mois de prison pourra cependant être gardé dans la maison de correction jusqu'à l'âge de 20 ans.

« moral chez les jeunes détenus ». Les auteurs de la loi de 1850 ont cru que la terre exercerait sur l'enfant une séduction bienfaisante. Les faits ont prouvé qu'il se sont trompés : « A une époque où les campagnards, les fils  
« des paysans, les fils de la terre, sont attirés par un goût  
« immodéré et socialement dangereux, vers les grandes  
« villes, comment peut-on espérer que les enfants sortis  
« des grandes agglomérations donneront aux paysans cet  
« exemple de sagesse de se fixer, eux, à la campagne,  
« alors que leurs souvenirs, leurs rêves, l'idée même de  
« la libération, s'unissent dans leurs esprits pour les  
« ramener à la ville, à la ville où les attendent leurs fa-  
« milles, leurs anciens camarades, les quelques person-  
« nes qui peuvent encore, malgré leur pitoyable passé,  
« s'intéresser à eux ». (L. Puibaraud. *Les maisons d'éducation préventive et correctionnelle*, 1894.) Notons, en outre, que, dans la plupart des colonies, d'après les dernières statistiques, les quatre cinquièmes de la population sont composés d'enfants d'origine urbaine (1), ce qui diminue encore les chances d'acclimatement, si j'ose m'exprimer ainsi.

Le directeur de l'Ecole de Montesson, dont j'ai déjà dit un mot, m'avoua que ses pensionnaires, presque tous arrachés au pavé de Paris, ne montraient aucun goût pour le jardinage, l'horticulture ou le marais auxquels ils doivent donner leurs soins, mais que par contre, la plupart d'entre eux manifestaient des dispositions curieu-

1. On compte exactement 1.021 garçons sur un total de 4.800 et 117 filles sur un total de 1078, chiffres officiels rapportés par M. Puibaraud (*Les maisons d'éducation préventive et correctionnelle*).

ses pour le métier de serrurier, de charron. etc...[Or, il n'y a qu'un atelier pour toute l'école ! Presque tous les enfants que j'y ai vus avaient l'air intelligent, mais ils sont peu solides, et si le grand air leur fait du bien, le travail de la terre les fatigue trop : ils ne sont pas taillés pour cela.

Aussi bien, l'administration pénitentiaire, avec un esprit d'initiative dont il faut la louer, a su élargir la faculté laissée par le législateur de 1850 (article 3 de la loi), d'étendre le travail des enfants aux principales industries se rattachant à l'agriculture. Après la maréchalerie, le charronnage, on enseigne la charpenterie, la maçonnerie, la bonlangerie, la cordonnerie, d'autres métiers encore qui s'éloignent un peu de l'idée première.

Il y a même des colonies purement industrielles, évidemment non prévues par la loi : celle de Bologne (Haute-Marne) qui donne d'excellents résultats. Située dans le voisinage de Langres, le pays de la coutellerie, la colonie reçoit beaucoup de petits Parisiens qui sont initiés à la fabrication des instruments tranchants. Citons aussi la colonie d'Aniane, dans l'Hérault avec ses fabriques de papier : malheureusement elle est située en plein centre agricole et l'idée excellente qui a présidé à son établissement n'est guère en harmonie avec l'origine effective de ses pensionnaires : Belle-Ile, où à côté des ateliers de cordonnerie, de charronnage et de corderie, une section maritime créée en 1832 prépare à la marine 120 pupilles environs reçus de 12 à 13 ans : école de timonerie et de matelotage, navire fixe de 250 tonneaux, rien n'a été épargné pour donner à ces enfants une éducation maritime suffisamment sérieuse.

Il y aurait évidemment encore des progrès à faire dans cette voie : dans certains départements, des industries spéciales se développent plutôt que d'autres : dans les Vosges c'est la toile, le papier ; dans la Haute-Saône et le Doubs, la métallurgie : d'autres régions sont houillères par excellence : le Nord, l'Hérault... Ne conviendrait-il pas qu'autour de ces centres industriels on formât dans les colonies de petits apprentis qui, à leur libération, trouveraient à se placer aussitôt et ne seraient pas exposés à vagabonder de nouveau, faute de travail ?

Ces colonies ressembleraient un peu aux écoles d'apprentissage que réclamait M. Garin, membre de la commission d'organisation de l'école professionnelle de Brignais (Rhône) dans son rapport de 1890. Toutefois la discipline et la surveillance y seraient plus sérieuses : il y aurait instruction technique, mais aussi réforme.

### *C. Sélections et réformes proposées.*

La loi du 5 août 1850 envoie à la maison pénitentiaire les mineurs de l'article 66 du Code pénal, les enfants condamnés de l'article 67 les jeunes filles de 16 ans condamnées à l'emprisonnement pour un temps quelconque, et les petites mineures acquittées, et cela sans distinction aucune, sans établir de catégories entre les mauvais et les pires, les jeunes et leurs aînés.

Dès lors un travail de sélection s'impose, et la voie est largement ouverte aux discussions : au reste les propositions ne manquent pas et nous n'aurons qu'un embarras du choix.

Nous allons passer en revue les opinions que nos plus

distingués criminalistes ont manifestées à ce sujet, et nous commencerons par la belle étude présentée par M. Puibaraud au comité de défense des enfants traduits en justice dans sa séance du 3 janvier 1894. M. Puibaraud reprenait, pour la développer savamment, une idée déjà émise par M. Adolphe Guillot, juge d'instruction, dans un projet présenté au même comité le 16 novembre 1892.

Tout d'abord, suivant M. l'Inspecteur général, une première sélection s'impose entre les délinquants réels et les délinquants conventionnels. Si ces derniers, le plus souvent victimes de la misère et de l'abandon, recèlent en leur âme les germes du délit et du crime, il n'y a point encore de délit vrai, de crime accompli. De là, nécessité de les séparer de ceux qui ont déjà fait quelque mauvais coup et qui seraient disposés à leur enseigner le moyen d'en faire autant. « Fondez pour les vagabonds et les mendiants, dit M. Puibaraud, des écoles de préservation. » Mais ici une nouvelle sélection, une seconde division, basée sur l'âge :

Partant de ce principe que les Tribunaux ne frappent guère l'enfant de moins de huit ans et que seize ans est l'âge de la responsabilité entière, M. l'Inspecteur général prend l'âge moyen — douze ans (1), et confie les enfants de douze à seize ans à des écoles de préservation publiques, dirigées par des fonctionnaires d'Etat : Il faut une discipline plus ferme contre des enfants chez lesquels

1. M. Ernest Passez, l'éminent avocat à la Cour de Cassation qui reprend la théorie de M. Puibaraud pour répondre à la 3<sup>e</sup> question, IV<sup>e</sup> section du congrès de 1895, indique comme moyenne l'âge de onze ans (*Bul. de la Com. Pen. Intern.*, juin 1895).

les instincts sont le plus souvent pervertis et qu'il faut redresser. Pour les autres, les mineurs de huit à douze ans, chez lesquels il y a bien plutôt une éducation à faire, les colonies privées seront préférables : « Dans les colonies publiques, nous dit M. Puibaraud, les soins très éclairés, très dévoués, qu'on donne aux enfants gardent quelque chose de l'anonymat. C'est un fonctionnaire qui en est l'instrument, fonctionnaire tra-ducteur de règlements excellents, mais qui se prêtent parfois difficilement à cette flexibilité si nécessaire dans l'œuvre de l'éducation. Le vrai, l'idéal, serait un règlement souple, se moulant sur chaque nature d'enfant, ce qui équivaldrait à ne pas avoir de règlement du tout, des maîtres accommodant leur action à chaque caractère ; or cela, ce n'est plus le maître, c'est le père. Dans l'éducation en commun, il n'y faut donc pas songer, mais on peut essayer de tendre à cette œuvre divisée d'accommodation, et j'estime que dans les établissements privés, avec les jeunes enfants on s'en rapprochera davantage parce que l'action personnelle du maître y est plus libre » (*Les maisons d'éducation préventive et correctionnelle*) (1).

1. L'insuffisance du personnel est une autre cause de l'infériorité des colonies publiques : à Mettray, colonie privée, on trouve un surveillant pour 25 enfants, ce qui n'est déjà guère : à St-Hilaire, la nouvelle colonie publique, on en compte un pour 35 enfants ! Les résultats sont probants : sur les 360 pupilles de Mettray on déplore 12 évasions, sur les 402 de St-Hilaire — 45 ! Quant au chiffre des récidives, nous trouvons que de 1869 à 1888 les statistiques nous donnent pour les colonies publiques une proportion variant de 24 p. 100 à 17 p. 100, et seulement de 14 p. 100 à 10 p. 100 pour Mettray (*Bul. Soc. gén. des Prisons*, février 1893).

Et dans ces colonies privées, pour ces tout petits qui n'ont point eu la main d'une mère pour les soigner, les caresser et les corriger aussi, M. Puibaraud préconise l'éducation par les femmes « qui exercent, dit-il, sur les « enfants une influence dont les hommes ne possèdent « pas le secret. »

Le fait est que des essais déjà tentés dans ce sens ont amené des résultats heureux. Près de la colonie publique de St-Hilaire dans la Vienne, l'Etat possède une ferme — c'est l'école de réforme de Chanteloup — où une centaine d'enfants qui y sont amenés au-dessous de l'âge de douze ans — sont soignés et élevés par deux dames, filles de l'instituteur, vieux fonctionnaire de l'administration pénitentiaire. On peut constater chez ces enfants une transformation complète, au physique comme au moral : « Ils ont perdu leur sauvagerie, leur « rudesse, leur défiance — car la défiance est la carac- « téristique du jeune détenu comme de la bête sauvage « — à ce contact de femmes bonnes, dévouées, tem- « pérant la remontrance par la délicatesse et adoucis- « sant par leur patience les premières difficultés de « l'instruction. » (L. Puibaraud : *Les maisons d'éducation préventive et correctionnelle*).

Des résultats identiques ont été obtenus à Frasnés-le-Château, près de Gray, dans la Haute-Saône. Là, de simples femmes, sœurs de l'ordre de la Providence de Ribauviller, sans l'aide d'aucun homme, avec pour unique force l'éducation morale, élèvent plus de quatre cents enfants, et savent se faire respecter et obéir. Mais

là aussi on ne reçoit que des enfants âgés de moins de douze ans.

Pour les autres acquittés de l'article 66, petits voleurs, petits escrocs, ils se sont rendus coupables, non plus de délits conventionnels, mais de délits réels. Ils ont commis ces délits sans discernement, c'est-à-dire sans pouvoir mesurer l'étendue du mal, mais leurs instincts mauvais se sont manifestés au dehors, et dès lors, selon M. Puibaraud, la préservation ne suffira plus : il faudra la réforme : il faudra redresser le caractère de ces vauriens précoces, en faire des hommes dont la société n'ait rien à craindre.

Ici encore, M. l'Inspecteur général fait la même sélection basée sur l'âge : jusqu'à douze ans, envoi dans les colonies privées ; après douze ans, envoi aux colonies publiques.

Enfin, voici la cause d'une nouvelle division à établir : d'après une statistique déjà consultée par nous, 80 0/0 des garçons, et 90 0/0 des filles, pensionnaires des maisons pénitentiaires, appartiennent à des familles urbaines ; or, il est à supposer qu'à ces petits vauriens qui courent les rues de nos villes, qu'à ces petits voleurs qui savent déjà faire un « bon coup » le métier d'agriculteur ou de maraicher ne sourira guère. Nous avons vu, et nous n'y reviendrons pas, que si l'idée du législateur de 1850 était sage, l'application n'en était pas pratique. Il est donc tout naturel que M. Puibaraud conseille l'envoi de ces enfants d'origine urbaine dans des colonies industrielles qu'il souhaite voir se multiplier.

A cet endroit de son rapport, M. l'Inspecteur général

fait une remarque, qu'il me semble intéressant de rapporter en passant, au sujet des filles mineures de 16 ans : la loi de 1850 ne préconise pas pour elles le travail agricole ; elles seront détenues dans des maisons pénitenciaires et, dit l'article 17, « y seront élevées « sous une discipline sévère et appliquées aux travaux « qui conviennent à leur sexe. » — Par une préoccupation inverse, l'administration s'est appliquée à leur procurer des travaux en plein air, fort utiles d'ailleurs à leur santé. Mais les origines étant les mêmes, il y a là une contradiction que l'on ne s'explique guère (1). « Un principe qui varie de la sorte suivant le sexe, n'est plus qu'un demi-principe. »

Une dernière réforme demandée, c'est la réorganisation du personnel. Il faut des « aptitudes spéciales », M. Pui-baraud insiste sur ce mot, « des qualités de cœur, le goût de l'enfance ». Le costume et le nom même de « gardien » devra disparaître (Nous verrons qu'à l'école de Montesson ce progrès est déjà réalisé).

Pour finir, une innovation heureuse : l'inspecteur général propose que dans tous les cas où le mineur sera placé dans une école de préservation, la personne qui a autorité sur lui soit condamnée à contribuer aux frais de l'éducation de l'enfant pour une somme qui ne sera pas inférieure au quart des prix fixés par l'administration

1. Voici les chiffres de la statistique pénitentiaire de 1893, page LXX :

|                                              |       |
|----------------------------------------------|-------|
| Garçons employés aux travaux agricoles....   | 2046. |
| »        »        »        » industriels.... | 1428. |
| Filles employées aux travaux agricoles....   | 119.  |
| »        »        »        » industriels.... | 736.  |

pour l'entretien de l'enfant. C'est le système que nous retrouverons en Angleterre (1).

Avant de répondre à M. Puibaraud, plaçons en face du système de sélections préconisé par lui, la proposition également ingénieuse de M. Cluze, directeur de Mettray (B<sup>in</sup> Com<sup>on</sup> Pén<sup>re</sup>, mars 1895).

Les divisions que M. Cluze demande d'établir dans les maisons de correction ne devront pas résulter de la nature des délits commis, mais bien du caractère et de la conduite des enfants : ainsi il réclame l'organisation « d'établissements gradués » entre le régime de la colonie absolument libre et le quartier correctionnel ».

1. A rapprocher du rapport de M. Puibaraud :

La réponse de M. S. Hullo, sous-inspecteur du service des enfants assistés du Lot, à la 3<sup>e</sup> question de la IV<sup>e</sup> section du congrès de Paris : « N'y a-t-il pas lieu de substituer au type unique de la maison de correction, une série d'établissements appropriés aux diverses catégories de mineurs (selon la loi pénale) sous des noms différents ? — Ne convient-il pas notamment de réserver l'école de préservation, maison de premier degré, aux simples mendiants et vagabonds ? » — Il faudrait, selon M. Hullo, substituer au type unique de la maison de correction une série d'établissements en rapport avec l'âge des enfants et la faute commise, reculer l'époque de la majorité pénale à 18 ans, et diviser en deux catégories les mineurs coupables de délits réels : mineurs de moins de 13 ans, mineurs de 13 à 18. Pour les mendiants et vagabonds, on leur réserverait la maison de premier degré, l'école de préservation — (*Bul. de la Com. Pen. Inter.*, mai 1895).

Dans le même sens, nous trouvons l'opinion de M. Ugo Conti, professeur à l'université de Bologne, qui fait une réponse à peu près identique à la question posée au congrès de Paris : Mendiants et vagabonds à l'école de préservation et autres délinquants à l'école d'éducation et de correction ou « d'amendement », dans laquelle on ferait encore des sélections suivant l'âge, le caractère moral, la profession des enfants, ce qui, à mon sens, compliquerait singulièrement les choses (*Bul. de la Com. Pén. Inter.*, juin 1895).

Mais, peut-on objecter tout de suite à cette idée, cette sélection ne pourra être faite *a fortiori* qu'au bout d'un certain temps d'observation : or l'enfant sera-t-il laissé en cellule — auquel cas on ne pourra guère le juger ; sera-t-il mêlé aux autres enfants — et alors ne faudrait-il pas craindre pour lui un commencement de contagion de vice qui le transformera rapidement, s'il n'est pas lui-même un danger pour les autres ? D'autre part ce choix de M. Cluze devra être fait évidemment sur des rapports de gardiens ; or, le personnel actuel des maisons de correction n'a peut-être pas toutes les aptitudes nécessaires pour cela ; il sera fort difficile au gardien, à l'instituteur, comme on voudra l'appeler, de se faire rapidement une opinion judiciaire sur tel enfant confié à ses soins. Les apparences sont assez trompeuses parfois, et c'est un fait constaté que les petits escrocs sont parfaitement doux et paraissent amendés du jour même de leur entrée dans la maison pénitentiaire, tandis que les petits vagabonds ne sont rien moins qu'indisciplinés et turbulents : or le petit voleur à peine sorti recommencera à voler, tandis que le vagabond, s'il a été pris assez jeune, pourra peut-être se reclasser et gagner honorablement sa vie.

Donc, d'une part, de grosses difficultés, je dirai même impossibilité d'obtenir des rapports judiciaires sur les enfants.

D'autre part, de nouvelles complications apportées au système pénitentiaire par ces transfèrements successifs.

Ces mutations seraient, pouvons-nous ajouter, fort onéreuses au point de vue budgétaire, et il faudrait vraiment qu'elles eussent une utilité incontestable pour que

l'administration se laissât aller à admettre ce système dont l'idée du reste est très louable (1).

M. Cluze est tout à fait opposé à la sélection préconisée par M. Puibaraud entre les vagabonds et mendiants et les autres délinquants : « Si les mendiants et les vagabonds constituent une catégorie à part, c'est certainement une des plus mauvaises, sinon la plus mauvaise », affirme le directeur de Mettray (*B. de la Com. Pén. Intern.*, mars 1895).

Disons un mot encore d'une proposition qui n'offre d'ailleurs aucune ressemblance avec les deux opinions que nous venons d'exposer : M. Jeannel, directeur de la 24<sup>e</sup> circonscription pénitentiaire à Rodez, répond à la question posée au congrès de Paris. Il souhaite, lui aussi, la création d'asiles de préservation, mais il ne les réserve pas aux simples mendiants et vagabonds : « Ajouter une nouvelle maison à leur usage, dit-il, « amènerait une division par trop complexe, sans intérêt « pratique : de deux choses l'une, ou l'enfant vagabonde et « mendie par suite de l'abandon absolu de ses parents, « et alors il relève de l'Assistance publique et doit être « considéré comme orphelin... ou il pratique le vagabondage après avoir quitté volontairement le domicile « paternel, et il est le plus souvent aussi vicieux que le « mineur conduit à l'école de réforme à la suite d'un

1. J'ai lu dans ce même sens une proposition de M. le Pasteur de Frontin, de Clairac, qui demandait la création de « maisons de triage ». Après un séjour plus ou moins prolongé dans ces établissements, le directeur expédierait les enfants dans des colonies pénitentiaires plus ou moins sévères,

« délit accidentel » (*B. de la Com. Pén. Intern.*, juin 1895).

Et comme moyen répressif du vagabondage chez les mineurs, M. Jeannel va rechercher l'ordonnance de Moulins, de 1561, qu'il voudrait voir appliquer de nos jours (1). C'est peut-être remonter un peu loin !

Enfin, selon lui, le vagabondage des enfants n'étant pas un délit (il y a des arrêts de la Cour de cassation de 1832 et de 1851 dans ce sens, que nous verrons, du reste), c'est la juridiction civile qui s'impose et c'est le Président du tribunal civil qui devra conclure à l'envoi dans une école de réforme, du petit vagabond.

Nous nous réservons d'étudier quelques pages plus loin la question du vagabondage et de sa répression ; car il nous faut maintenant entamer la discussion de l'opinion de M. Puibaraud et des autres criminalistes qui ont préconisé le système de la séparation entre les vagabonds et mendiants et les autres délinquants mineurs :

La théorie de M. Puibaraud part de ce principe que les petits vagabonds et les petits mendiants sont plus malheureux que coupables : dès lors, si on place l'enfant qui n'a encore fait de mal à personne au milieu d'autres qui ont commis des délits de droit commun, des vols, des attentats aux mœurs... ce petit malheureux sera vite corrompu.

1. Voici le texte de cette ordonnance :

« Les pauvres de chaque ville, bourg et village, seront nourris  
« et entretenus par ceux de la ville, bourg et village dont ils seront  
« natifs et habitants. Il leur est défendu de vaquer, ni demander  
« l'aumône qu'au lieu duquel ils sont »,

Ce raisonnement pourrait à mon avis être parfaitement juste, si l'on avait toujours affaire au tout jeune vagabond, à l'enfant — classé par nous dans la catégorie des vagabonds par tempérament — qui vient de quitter le domicile paternel pour partir à l'aventure, si l'on arrêta le petit mendiant la première fois qu'il tend la main.

Malheureusement il n'en est point ainsi : on arrête rarement, ou plutôt on maintient rarement l'arrestation du petit vagabond ou du petit mendiant de moins de dix ans : cela répugne au commissaire de police lequel renvoie, après une admonestation indulgente, l'enfant qui souvent ne lui est pas inconnu, car chaque mendiant a son quartier favori. Une fois en liberté le petit reprendra son occupation favorite, seulement il sera plus circonspect et fuira plus vite devant les agents.

D'après les observations des criminalistes les plus compétents, à cet âge de dix ans l'enfant pourrait peut-être être réformé : Pourquoi attendre, pour envoyer ce vagabond à la maison de correction, qu'il ait quelques années de plus et qu'il soit tout à fait corrompu ? Ce n'est qu'après dix ans que l'enfant qui mendie commence à être assimilé au délinquant. Le danger apparaît alors : n'existait-il pas auparavant ?

Il n'est guère possible, si l'on considère ces enfants de 13 ou 14 ans arrêtés sous l'inculpation de vagabondage ou de mendicité, de les trouver différents — si ce n'est au point de vue juridique — des voleurs et escrocs du même âge : De nombreuses attestations venant de personnes fort autorisées en cette matière, et l'avis de

plusieurs directeurs de colonies nous guident en ce sens (1) (2).

Au reste, le fait que l'enfant s'est fait arrêter comme vagabond ou comme mendiant prouve-t-il qu'il n'a pas déjà volé, pas commis d'escroquerie ou d'attentat aux mœurs ? Bien au contraire, plusieurs directeurs affirment qu'ils n'ont pas reçu de petits mendiants ou vagabonds qui ne fussent en même temps de petits voleurs : M. Mullet, directeur de la colonie de St-Maurice à la Motte-Beuvron, avoue que sur 54 mineurs, mendiants ou vagabonds reçus en 1893, 24 d'entre eux ont été l'objet de jugements antérieurs, dont 13 pour vol (*B. de la Com. Pén. Intern.*, avril 1895. Réponse à la 3<sup>e</sup> question, IV<sup>e</sup> section).

Certes, il est facile de faire du sentiment, et de s'apitoyer sur le pauvre petit enfant errant dans la rue ou sur la grande route, mais il ne faut pas oublier non plus que la sécurité même de la Société est en jeu. Paresseux

1. Rappelons en effet la réponse faite par tous les chefs d'établissements à la circulaire ministérielle du 2 mai 1867, leur demandant leur avis sur la séparation possible des vagabonds mineurs d'avec les autres détenus : « Tous ont déclaré que les mendiants et vagabonds ne sauraient inspirer plus d'intérêt que les autres enfants envoyés en correction. Ils constituent la partie la plus corrompue, la plus inerte, la moins intelligente des établissements d'éducation correctionnelle » (M. Cluze. *Bul. Com. Pén. Inter.*, juin 1895).

2. Une loi du canton de Berne, de 1895, sur l'éducation de l'enfance abandonnée ou coupable, crée à peu près les catégories de M. Puibaraud : 1<sup>o</sup> Maisons d'éducation des pauvres, toutes confessionnelles ; 2<sup>o</sup> Écoles de réforme recevant les coupables de moins de 14 ans ; 3<sup>o</sup> L'école correctionnelle de Trachselwald pour les enfants condamnés de 14 à 16 ans ; or, il est constaté que la population de ces écoles ne diffère guère et que les petits vagabonds de l'école de réforme valent bien les petits voleurs de Trachselwald

entre tous, le vagabond manque d'énergie morale ; il ne cherche pas, comme le veut la loi commune, ses moyens d'existence dans le travail et l'honnêteté, mais il guette la propriété d'autrui, toujours prêt à voler, à faire pis même pour assurer son existence et sa sécurité. N'est-il pas du devoir de la Société contre laquelle il se trouve si ouvertement en lutte, d'arrêter sur la voie fatale ce candidat au crime ?

Bien plus, loin de prendre pour le délinquant conventionnel les mesures d'isolement indiquées par M. Puibaraud, c'est contre lui qu'il vaudrait mieux prendre des mesures de sûreté, selon l'opinion de M. Berthélemy (3<sup>e</sup> section, Congrès National, 1896, Bul. Soc. Gén., juin 1896). Il faudra l'isoler des autres parce qu'il est plus pervers et plus dangereux.

C'est peut-être aller un peu loin, et selon moi, les petits vauriens, voleurs, escrocs et autres n'ont plus rien à craindre du voisinage des jeunes vagabonds endurcis.

D'autre part, s'il est constaté que mendiants et vagabonds sont apathiques, incapables d'effort et plus réfractaires que tous les autres à l'éducation correctionnelle, le voisinage d'enfants d'un caractère plus énergique — peut-être plus vicieux, il est vrai — sera, croyons-nous, un bien pour eux ; ils pourront se laisser prendre par l'émulation et gagner ainsi au contact de leurs camarades d'atelier l'habitude du travail qu'ils n'ont jamais eue.

Si nous sommes opposé à l'idée d'isolement pour tous les petits vagabonds et mendiants sans distinction, si nous sommes opposé à toute proposition de catégories à créer dans la maison de correction entre les délinquants

conventionnels et les délinquants réels (1), nous ne rejetterons cependant pas en bloc l'ingénieuse théorie de M. Puibaraud.

Tout d'abord (nous en avons déjà parlé plus haut), nous pouvons établir une distinction entre le mineur déjà professionnel du vagabondage et de la mendicité, et l'enfant mendiant ou vagabond d'occasion, par misère ou imagination. Nous avons fait des vœux, rappelons-le, pour l'arrestation du mineur plus jeune, ce qui augmenterait le nombre, négligeable aujourd'hui, de ces enfants plus malheureux que coupables. Dès lors, nous entrons dans la pensée de M. Puibaraud : envoi de cette catégorie à l'école de préservation ou à l'école industrielle comme on voudra l'appeler, et pour tous les autres, voleurs, vagabonds et mendiants de profession, la maison de réforme.

Aussi bien, la création de ces écoles de préservation est-elle indispensable ? (2).

Sans doute la distinction existant en France entre les enfants confiés à l'Assistance publique, et ceux qui appartiennent à l'administration pénitentiaire, est absolument logique et rationnelle, mais on pourrait, à mon avis, élargir les catégories des enfants assistés et mettre au milieu

1. Disons encore à l'appui de notre opinion que la 3<sup>e</sup> section du congrès national de 1896 a adopté dans sa séance du 28 mai une proposition de M. Barthélemy : « Il n'y a pas lieu de créer des établissements spéciaux pour l'éducation des enfants vagabonds ou mendiants.

2. Les ressources budgétaires pour cette création font du reste absolument défaut, et les demandes de fonds pour l'organisation de colonies nouvelles et cependant bien nécessaires, sont régulièrement ajournées.

d'eux, après s'être entouré de tous les renseignements désirables, certains mineurs de seize ans, vagabonds ou mendians qui seraient mieux à leur place, au rang de ces petits malheureux, que dans la colonie pénitentiaire (Je crois du reste que le nouveau projet de loi sur les enfants assistés prévoit cet état de choses).

Une autre sélection — et la nécessité de celle-là n'est mise en doute par personne — est celle de l'âge. C'est du reste la seule qui s'opère aujourd'hui : le danger de corruption des plus jeunes par leurs aînés est un fait certain ; ne sépare-t-on pas par divisions, dans les collèges, les petits des grands ? à plus forte raison doit-on le faire dans des établissements où, par définition, on reçoit des éléments corrompus (1).

Trois écoles de réforme ont été fondées sous cette inspiration, ce sont : St-Eloi (Haute-Vienne), St-Joseph, à Frasnès (Haute-Saône) et St-Hilaire (Vienne). Ces écoles ne reçoivent que des enfants de moins de douze ans et sont tenues par des femmes : l'on obtient de fort bons résultats.

Une particularité à constater en passant puisque nous

1. Il n'y a guère qu'une vingtaine d'années qu'on s'est avisé d'opérer un triage entre les jeunes détenus de tout âge et d'isoler les enfants de 6 à 7 ans mêlés jusque-là à des adolescents et couchant dans les mêmes dortoirs : en 1874 quelques publicistes réclamèrent l'institution d'écoles de réforme pour les détenus de moins de douze ans, en remplacement pour eux de la maison de correction. L'administration en comprit la nécessité, mais comme elle ne disposait alors que de faibles ressources, elle renonça à cette création d'écoles de réforme pour confier à des institutions charitables, à des congrégations de femmes, le redressement moral des tout petits enfants.

parlons de ces écoles : dans la plus récente, à St-Hilaire, il existe trois fermes distinctes et séparées qui permettent de diviser les pensionnaires de la colonie en trois groupes. L'une des fermes est affectée aux nouveaux arrivants. A l'âge de 14 ans ils passent à la seconde ferme où ils font une sorte de stage, avant d'entrer à l'établissement principal (1).

#### § 4. — Critique de notre système correctionnel.

##### A. *Envoi tardif en correction.*

Nous avons parlé de la répulsion instinctive qu'on a en France à arrêter et à maintenir arrêtés, les enfants de moins de 10 ans.

La tardivité de l'envoi en correction en est la conséquence normale.

Contrairement à ce qui se passe en Angleterre, où le quart des enfants entrent dans les établissements pénitentiaires avant l'âge de 10 ans, chez nous, l'admission du mineur en bas âge est exceptionnelle et c'est à peine si l'on en compte 10 0/0. Les enfants sont ordinairement admis entre 12 et 14 ans, c'est-à-dire le plus souvent quand leur caractère ne peut plus être réformé.

« C'est au début qu'il faut prendre le délinquant, ou

1. Nous nous réservons d'étudier au chapitre II sous le titre « Les idées nouvelles » certaines autres réformes proposées par M. Puibaraud : suppression des gardiens, plus d'uniforme pénitentiaire....

« plutôt il faut le saisir avant qu'il ait la pensée nette  
« d'être un délinquant ; car lorsque la conscience est  
« faussée, la lutte contre le mal devient cruellement  
« âpre et trop souvent inefficace.... s'il se produit des  
« monstres à tout âge, n'est-ce pas dans la première jeunesse, presque au sortir de l'enfance, que se produisent surtout les crises de développement physique, l'éveil des sens, la nervosité hâtive.... et par-dessus tout, cet instinct d'imitation, cette manie de faire l'homme avant de l'être, c'est-à-dire de copier chez l'adulte ce qui est le plus aisé, le mal » (*Les enfants en prison*, Guy Thomel et Rollet).

M. Cluze dont l'expérience personnelle est à considérer, déclare que les enfants qui entrent à la colonie à 15 ans sont absolument flétris au moral : ils ont pour la plupart fait partie de bandes de malfaiteurs et sont au courant de tous les genres de vol. « Ils arrivent avec un degré d'avancement dans l'immoralité et dans le mal qui les rend non-seulement peu susceptibles d'amendement, mais qui constitue en outre un danger pour leurs camarades » (*Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale*, mars 1895) (1).

Le remède à cet état de choses serait pour M. Cluze la création d'établissements spéciaux où seraient envoyés

1. Notons aussi la précocité dans le mal des enfants des villes et surtout des petits Parisiens : Paris a pour eux un attrait si grand qu'ils cherchent toujours à s'évader, entraînant souvent avec eux quelques-uns de leurs camarades. A Mettray la statistique constate le chiffre de 40 0/0 de Parisiens sur le nombre total des évasions, alors qu'ils ne représentent que 30 0/0 de la population de la colonie.

les mineurs de 15 à 18 ans. Mais voilà qui compliquerait bien les choses ! Pourquoi tout simplement ne pas prendre l'enfant plus jeune, ou tout au moins ne pas le relâcher trop tôt ?

Nous arrivons ainsi tout naturellement à l'étude de la question de temps dans l'envoi en correction.

### B. *Pas d'envoi en correction à court terme.*

L'article 66 du Code pénal invite le tribunal à limiter le temps de l'envoi en correction. « Le mineur sera...  
« conduit dans une maison de correction pour y être  
« élevé et détenu *pendant tel nombre d'années que le ju-*  
« *gement déterminera....* » Mais comment, en présence d'un fait délictueux, le tribunal pourra-t-il fixer d'avance avec exactitude le temps qui sera nécessaire pour corriger l'enfant ?

A ce point de vue, la législation allemande (article 56 du Code Pénal) a pris une sage mesure : c'est l'administration préposée à l'établissement d'éducation ou de réforme qui est juge du temps nécessaire pour amender l'enfant, sans que celui-ci puisse toutefois être détenu au delà de sa vingtième année. C'est là une application judiciaire de la théorie des sentences indéterminées. En Angleterre, le directeur du « Reformatory » a également le pouvoir de libérer le jeune détenu avant l'expiration de son temps de détention, s'il satisfait à certaines conditions de travail et de bonne conduite.

En France aussi d'ailleurs, l'enfant de la colonie pénitentiaire peut obtenir la liberté provisoire aux termes de l'article 9 de la loi du 5 août 1850 qui décide que « les

« jeunes détenus des colonies pénitenciaires peuvent  
« obtenir à titre d'épreuve, et sous des conditions déter-  
« minées par le règlement d'administration publique,  
« d'être placés provisoirement hors de la colonie ». La  
loi n'exige aucune condition de temps passé à la maison  
de correction, mais simplement des présomptions sérieu-  
ses de retour au bien chez le mineur coupable (1).

L'administration étant libre de fixer la durée de l'in-  
ternement de son pupille, pourquoi les tribunaux ne pro-  
nonceraient-ils pas l'envoi en correction jusqu'à 20 ans  
pour tous les mineurs de l'art 66 ?

Le séjour de l'enfant à la colonie pendant un an, deux  
ans, trois ans même, ne suffit pas pour remplir le but  
que se propose la loi de 1850, laquelle veut une réforme  
complète. Selon le mot de M. Prins, le distingué profes-

1. A côté de ce placement chez un particulier permis par la loi  
de 1850, il y a un second mode de liberté provisoire, c'est la remise  
aux parents. « Pour cette remise à la famille, l'administration s'ins-  
« pire des idées consacrées par la loi du 14 Août 1885 sur la libéra-  
« tion conditionnelle. Bien que cette loi ne soit pas en principe  
« applicable aux enfants envoyés dans les colonies pénitenciaires  
« en vertu de l'art. 66, puisqu'ils ne sont pas des condamnés, l'ad-  
« ministration suit cependant les sages dispositions de cette loi ;  
« elle ne rend ordinairement l'enfant à sa famille qu'après l'accom-  
« plissement de la moitié de son « temps ». En outre une enquête  
« est faite sur la moralité de la famille, et celle-ci doit s'engager...  
« à procurer des moyens d'existence au jeune libéré. Or, il est à  
« remarquer que, si la famille avait été honorable et sérieuse au  
« moment où l'enfant a été traduit en justice, l'art. 66 eut permis  
« au tribunal de remettre, l'enfant à ses parents. Il faut donc, le  
« plus ordinairement, que, depuis la décision judiciaire, un chan-  
« gement se soit produit dans la famille de l'enfant ; ce fait est assez  
« rare ». (L. Puibaraud. *De la condition des enfants sortant des maisons  
de correction*. 1897).

seur à l'université de Bruxelles, les condamnations aux peines de courte durée font ressembler parfois la justice pénale à un « robinet usé laissant échapper l'eau goutte à goutte sur un sol où elle s'enfonce sans laisser de traces ».

On pourrait citer de nombreux exemples d'enfants qu'un trop court séjour à la colonie pénitentiaire n'a point corrigés : quelques années de plus passées dans la maison les eussent peut-être sauvés de la guillotine (1).

Aussi bien la nécessité de l'envoi en correction pour le temps maximum (2), est en France à peu près reconnue

1. C'est le cas de Kaps, cet assassin exécuté à l'âge de 19 ans, en 1889. Il avait été envoyé en correction à 13 ans pour 6 mois ! De vagabond il est devenu voleur, puis assassin, c'est la gradation ordinaire.

2. Ce maximum, c'est, d'après le Code pénal, l'âge où l'enfant aura accompli sa vingtième année. Mais ici se pose une question qui doit nous arrêter un instant, bien qu'elle ne rentre pas tout à fait dans le sujet de notre étude : Demandons-nous ce que fera le libéré de la maison de correction jusqu'au jour où il partira au régiment, jusqu'à ses 21 ans. Il est bien certain qu'on ne voudra l'embaucher nulle part pour un délai si court ; d'un autre côté, à ceux qui désireraient devancer l'appel en s'engageant tout de suite le recrutement fera mille difficultés (il lui paraît qu'il est toujours temps d'enrôler des mauvais sujets). Et alors le jeune homme, dit M. Pui-baraud (*De la condition des enfants sortant des maisons de correction*. 1897) « se livrera à ces besognes accidentelles, passagères, qui « laissent ensuite l'homme dépourvu, mais ayant mordu à cet « attrait de la libre disposition de soi... qui est la plus funeste des « conditions pour gagner quotidiennement son pain. La misère « arrive... puis c'est le délit qui s'offre sous la main, facile à com- « mettre, en apparence facile à cacher. Enfin, c'est la lourde main « de la police... Et voilà la récidive ! »

Aussi, l'une des meilleures réformes du nouveau Code pénal (article 58 du projet de réforme) sera de prolonger la détention du

partout, et c'est le principe actuellement suivi par le tribunal de la Seine.

Il faut avouer qu'il n'est entré dans cette voie qu'en 1889, à la suite d'une circulaire du garde des Sceaux et sur les sollicitations de M. le conseiller Voisin et de M. Herbette ; et encore, par une anomalie assez bizarre, la 10<sup>e</sup> chambre correctionnelle à Paris, n'envoyait le mineur à la maison de correction que jusqu'à 18 ans, alors que la 8<sup>e</sup> chambre du même tribunal l'y envoyait jusqu'à sa vingtième année, d'une façon régulière.

Certains tribunaux français semblent méconnaître encore maintenant l'esprit de l'article 66 du Code : à la prison de Lille il s'est trouvé en 1892, d'après M. Puibaud, (*Les maisons d'éducation préventive et correctionnelle*) 172 mineurs détenus acquittés, mais envoyés en correction pour un temps variant de *trois jours à six mois* ; en 1893, on en trouve encore quelques-uns dans les mêmes conditions !

Ces enfants que le Code pénal envoie dans une colonie pénitentiaire pour y être « *élevés* », et « *détenus pendant tel nombre d'années...* » on les enferme pour quelques semaines, quand ce n'est pas quelques jours, délai un peu court, on avouera, pour une éducation à refaire ; on les enferme, dis je, dans une prison de droit commun

mineur jusqu'à sa vingt et unième année dans la maison de correction.

Les Anglais ont eux aussi reconnu cette nécessité, et une association importante « *The reformatory and Refuge Union* » réclame depuis longtemps que le séjour de l'enfant à l'école de réforme soit prolongé jusqu'à l'âge de 21 ans. La commission ministérielle pour les prisons a émis en 1895 un vœu dans ce sens.

qui ne saurait répondre à l'idée de la maison de correction.

Disons, pour terminer, qu'à sa séance du 26 mai 1896 la 3<sup>e</sup> section du congrès national du patronage des libérés reconnaît à l'unanimité qu'il y a « un réel danger à « envoyer les enfants en correction jusqu'à 16 ou 18 ans « seulement », et adopte la proposition de M. Marin qui demande la multiplication des établissements de réforme privés, en ajoutant qu'il « y aurait intérêt à faire visiter « par les magistrats eux-mêmes les maisons d'éducation « correctionnelle pour leur permettre de se rendre « compte des résultats obtenus. »

### C. Répression du vagabondage des mineurs.

La répression du vagabondage des enfants est une grave question qui se pose souvent, et à laquelle on peut donner, — dans le silence de la loi — les solutions les plus diverses.

Nous croyons cette étude à sa place ici : car nous voulons faire à ce sujet encore une nouvelle critique de notre système pénitentiaire, lequel n'a pas su donner des principes précis sur ce point, ni assurer au juge d'une façon incontestable des moyens préventifs ou répressifs suffisants contre ce délit qui se développe chaque jour de plus en plus (1).

Tout d'abord il faut avouer que juridiquement parlant *le vagabondage des enfants n'est pas un délit* : le Code pénal qui ne fait nulle part de distinction entre les majeurs et

1. Le nombre des enfants arrêtés pour vagabondage est en 1882 de 888 ; il s'élève en 1890 à 954.

les mineurs poursuivis pour vagabondage, précise dans son article 270, les conditions qui doivent caractériser le vagabondage pour qu'il soit un délit. Il faut qu'il s'agisse de « gens sans aveu », qui n'aient « ni domicile certain, ni moyens de subsistance » et « qui n'exercent « habituellement ni métier ni profession. »

Or, on ne peut pas considérer les mineurs comme des « gens sans aveu », c'est-à-dire ne pouvant être réclamés par personne : ce sont des enfants insoumis ou malheureux qui ont, pour une cause quelconque, quitté le toit paternel. Ils ne sont pas sans domicile, puisque la loi leur attribue pour domicile légal celui de leurs père et mère —. Enfin on ne peut leur reprocher de n'avoir aucune profession, le mineur étant par lui-même incapable de subvenir à ses besoins personnels.

Nous trouvons dans ce sens deux arrêts de la Cour de Colmar, des 10 et 11 novembre 1831, décidant qu'un enfant qui a ses père et mère ou un tuteur ne peut pas se trouver légalement en état de vagabondage.

C'est cependant une nécessité pour la Société de proclamer le principe que le vagabondage de l'enfant est un délit. Sa sauvegarde le veut ainsi, car, comme le dit M. Voisin, « les plus grands crimes sont commis par de jeunes vagabonds. »

« Le vagabondage, a dit le procureur de la Cour de Cassation dans un réquisitoire adopté par un arrêt du « 21 mars 1823, est dangereux à tout âge : il a surtout « pour un enfant ce caractère particulier de façonner « son âme à l'oisiveté... de le mettre sur le penchant du « vice. Si, trop jeune encore, il ne sait pas tout le tort

« qu'il se fait à lui-même et celui dont il menace la  
« société, la justice trouve dans nos codes des disposi-  
« tions qui lui permettent d'atténuer la peine. Mais la  
« loi veut une punition qui ne consiste pas dans la  
« détention accidentelle qui précède le jugement... elle  
« veut surtout la surveillance sous la main du gouverne-  
« ment. »

Nécessité donc de combattre le vagabondage, et par suite s'impose la recherche des moyens les plus efficaces à mettre en œuvre.

Les mesures peuvent être de deux sortes : préventives ou répressives.

Pour prévenir la mendicité et le vagabondage, il faut mettre sous la protection de la société l'enfant moralement abandonné : il faut assimiler à l'enfant matériellement abandonné recueilli par l'Assistance Publique et placé dans des familles, l'enfant moralement abandonné qu'on aura trouvé tendant la main dans la rue ou courant les grands chemins.

Il faudra aussi se montrer sévère vis-à-vis des parents responsables de l'abandon moral de leurs enfants, ou qui les font mendier (ils devraient pouvoir être déchus temporairement ou définitivement de la puissance paternelle). La loi du 7 décembre 1874 a commencé, du reste, cette œuvre de répression en frappant de peines correctionnelles les père, mère ou tuteur qui trafiquent de leurs enfants ou pupilles et les excitent à la mendicité. Les dispositions de cette loi, restreintes à la mendicité, ont été étendues tout récemment au vagabondage par la

loi du 19 avril 1898 (article 3) sur laquelle nous reviendrons plus tard,

Suivant la remarque de M. Georges Berry, le distingué rapporteur de cette nouvelle loi, le législateur de 1874 avait laissé de côté « les intermédiaires, les placiers, les « agences spéciales,... les embaucheurs, lesquels de- « vraient être les premiers désignés à la sévérité du légis- « lateur : ce sont eux, en effet, qui corrompent les « parents et font naître chez eux des désirs d'argent de « nature à prendre facilement racine chez de pauvres « gens dans une position misérable... Supprimer le « racoleur, le tentateur, c'est diminuer dans une grande « proportion le nombre des parents qui livrent leurs « enfants, et, par conséquent, protéger beaucoup d'en- « fants, à la fois contre les mauvais traitements et contre « la corruption de la mendicité et de la rue. »

Les efforts de la philanthropie et de la charité pour prévenir le vagabondage sont incessants : chaque année augmente le nombre des enfants dont se charge l'Assistance Publique. L'hospice prend une grande partie des recrues de la prison. Et nous constatons avec M. Manuel Fourcade, avocat à la Cour d'appel de Paris (*Bul. de la Soc. Gén. des prisons*, janvier 1895), et d'après une statistique de 1894, que le chiffre des enfants arrêtés annuellement à Paris est en décroissance constante depuis 1890 ; la diminution serait d'environ 200 arrestations par année !

Mais, à côté du petit être abandonné et misérable, à plaindre et à défendre, il y a l'enfant vicieux, le malfaiteur de demain. Pour celui-ci on ne pourra plus se con-

tenter d'un système préventif et de protection ; c'est au contraire la société qu'il faudra protéger contre lui ; il faudra réprimer, cette fois.

Et alors deux systèmes se présentent à nous :

Le premier, c'est l'application pure et simple de l'article 271, al. 2 du Code pénal. Les vagabonds de moins de 16 ans ne sont plus condamnés à l'emprisonnement, mais « ils seront renvoyés sous la surveillance de la haute police jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis... ». Or il faut remarquer que la seule peine qui puisse les frapper, l'interdiction de séjour, remplaçant la surveillance de la haute police, est assez peu rationnelle, car c'est condamner ces petits vagabonds au vagabondage officiel (1).

Voilà donc un système que nous pouvons rejeter pour nous rallier à une opinion émise par le Conseil de direction des prisons, il y a quelques années : on acquitterait l'enfant et on lui appliquerait l'article 66 du Code pénal, c'est-à-dire on l'enverrait dans des établissements que le Code appelle maisons de correction et la loi de 1850, colonies pénitenciaires.

C'est alors que naît la question de sauver ces petits vagabonds et mendiants de l'influence mauvaise des pensionnaires des colonies : nous ne reviendrons naturellement pas sur ce sujet. Mais il nous semble intéressant de rappeler ici une ingénieuse proposition faite par M. Passez à la séance du Comité des prisons de juillet 1892.

1. Un arrêt de la Cour de Cassation du 30 juin 1892 a décidé que, la disposition étant générale, l'interdiction de séjour s'appliquait à tous les cas où la surveillance de la haute police était prononcée, aussi bien contre le mineur que contre le majeur.

Selon lui, la loi devrait s'inspirer des mesures de correction qui peuvent être provoquées par le père contre son fils mineur en vertu des articles 375 et suivants du Code civil : après une première arrestation envoi, par ordonnance du Président du tribunal civil, de l'enfant vagabond dans une maison de correction pour un mois ; à la seconde fois, envoi pour six mois ; à la troisième arrestation, l'enfant, jugé incorrigible, serait envoyé par le tribunal correctionnel en correction jusqu'à 20 ans.

Très certainement ce système contient d'excellentes choses : comme le fait remarquer M. Passez, « il ne faut  
« pas que l'enfant se considère comme un criminel toutes  
« les fois qu'il est arrêté pour une infraction légère.  
« Voilà pourquoi nous trouvons très utile, continue  
« M. Passez, que l'envoi en correction du jeune vaga-  
« bond soit prononcé, non par le tribunal correctionnel  
« (pour la première et la seconde fois), mais par le prési-  
« dent du tribunal civil qui exercera dans ce cas, à défaut  
« de parents, le droit de correction paternelle prévu par  
« le Code civil. »

D'autre part, il est indispensable qu'on arrête le plus tôt possible l'enfant vagabond (et c'est ce qu'on ne fait pas). Nous trouvons avec M. Passez que la plupart du temps  
« on ne réprime le vagabondage que lorsqu'il est devenu  
« invétéré et lorsqu'il est trop tard. »

Mais voici l'objection que nous croyons pouvoir faire à la proposition de l'éminent rapporteur : l'envoi en correction pour un mois est, selon nous, absolument insuffisant. Ce délai est le plus souvent trop court pour l'enfant de la correction paternelle, à plus forte raison pour le petit

vagabond qui est certainement plus difficile à réformer. Le second envoi pour six mois nous semble aussi trop court, d'autant que, entre les deux arrestations, le mineur aura eu probablement le temps de se perfectionner dans le mal et qu'il sera devenu un vagabond « invétéré ».

---

## CHAPITRE II

### LES IDÉES NOUVELLES

#### 1<sup>er</sup>. -- **Point d'enfants coupables, point de prisons d'enfants.**

Nous avons longuement parlé du mauvais renom qu'ont, de nos jours encore, auprès du public, les colonies pénitenciaires. Evidemment, on peut dire que ce sont là des préjugés, que le régime y est excellent, l'éducation supérieure... mais quand des préjugés atteignent ce caractère de généralité, il est du devoir de l'homme d'État de compter avec eux.

C'est ce qui explique que des criminalistes éminents se sont préoccupés de faire disparaître la tare, si j'ose m'exprimer ainsi, dont l'enfant est marqué à sa sortie de la colonie et qui l'empêche de se placer facilement ; c'est pour cela qu'ils se sont efforcés d'éliminer tout ce qui dans la maison de correction, peut rappeler la prison, à commencer par le nom même inscrit dans le Code.

Aussi bien ce terme disparaît dans le projet de réforme

et l'article 58 qui remplace l'article 66 du Code pénal, est ainsi conçu : « Le mineur de 16 ans, s'il est décidé  
« qu'il a agi sans discernement, sera acquitté, mais il  
« sera, selon les circonstances, remis à ses parents, ou  
« conduit dans un *établissement d'éducation et de ré-*  
« *forme...* »

Nombreux sont les partisans de la suppression de l'étiquette qui semble déshonorante pour le jeune libéré : nous avons parlé de MM. Guillot, Puibaraud, Passez, qui demandent tous les trois la création d'écoles de préservation industrielles ou agricoles.

M. Ferreira-Deusdado, professeur à l'Université de Lisbonne, est du même avis (réponse à la 3<sup>e</sup> question, IV<sup>e</sup> section du Congrès de Paris, *B. Com. Pen. Intern.*, juin 1895), et il propose l'établissement de « maisons d'arts et métiers ».

Ce même principe avait du reste été voté au Congrès d'anthropologie criminelle de Bruxelles de 1892 où l'on avait approuvé, à l'unanimité, la 4<sup>e</sup> conclusion du Congrès « que les maisons correctionnelles prennent le titre  
« d'asiles ou d'écoles, comme en Belgique », car c'est la Belgique qui a donné le branle à ce mouvement de réaction, en créant ses « maisons de bienfaisance ».

Là ne se borne pas cette révolution dans les anciennes théories et routines du système pénitentiaire.

Ce n'est pas le nom seul de la maison de correction qui doit disparaître ; c'est la maison de correction elle-même, car, dit M. Lucipia : « Point d'enfants coupables,  
« donc point de prisons d'enfants. »

« L'enfant, selon M. Lucipia, président et rapporteur

« de la 7<sup>e</sup> Commission du Conseil général de la Seine  
« (Rapport du 23 décembre 1892), subit les impulsions  
« naturelles qui lui viennent de ses ascendants, qui  
« tiennent à sa constitution propre, au milieu dans lequel  
« il vit et aux procédés d'éducation qui ont été employés  
« à son égard... Tout cela n'est point de son fait et par  
« conséquent ne peut faire de lui un coupable...

« Est-ce à dire que des enfants ne peuvent jamais être  
« nuisibles? personne n'oserait le soutenir : si la société  
« n'a pas le droit de punir celui qui n'est pas responsa-  
« ble de ses actes, elle a le droit de se garantir contre  
« tous les accidents possibles.

« Que faut-il faire quand il s'agit d'enfants qui peuvent  
« être nuisibles? — Les réformer en leur appliquant des  
« procédés d'éducation appropriés à leur constitution  
« spéciale. Il n'y a point d'enfants coupables, mais des  
« enfants à instruire et à élever dans le vrai sens du  
« mot. »

Et alors voici la description de la nouvelle école modèle, c'est encore M. Lucipia qui parle (Discours d'inauguration de la maison d'éducation de Montesson, *B. Municipal officiel*, 26 juin 1895). « ... Pas de grilles aux mailles  
« serrées, pas de ces murailles grises démesurément  
« élevées qui semblent barrer la route pour toujours :  
« des arbres verdoyants, des fleurs, des haies vives, des  
« fenêtres grandes ouvertes pour laisser passer l'air et la  
« lumière. »

Naturellement dans cette maison, qui est une école, il n'y aura plus de gardiens, mais des maîtres : instituteurs, maîtres-ouvriers. On ne veut même plus de sur-

veillants. Et le mot « pénitentiaire » ne figure nulle part.

Une critique intéressante de l'idée de M. Lucipia a été heureusement formulée par M. Puibaraud (*Bulletin de la Société Générale des prisons*, avril 1893). Jamais, suivant le rapporteur du conseil général, l'enfant ne peut être déclaré coupable ; il est quelquefois nuisible, jamais il ne jouit de la liberté morale. « Mais, dit M. Puibaraud, pour-  
« qu'il limiter ce système aux enfants et ne pas l'appliquer  
« aux hommes faits ? le premier malfaiteur venu pourra  
« dire : Je subis l'influence de l'atavisme ; mon père est  
« mort au bagne ! Ma constitution naturelle ? Elle est  
« pitoyable : le travail m'a toujours bien fatigué. Le  
« milieu où je vis ? Il est mauvais, messieurs ; je n'ai  
« jamais fréquenté que des coquins ; et quant à mon édu-  
« cation, je ne mens pas en vous affirmant qu'elle a été  
« négligée. Tout cela n'est point de mon fait et ne peut  
« par conséquent faire de moi un coupable ! »

Il est certain que ce malfaiteur ne convaincra pas M. Lucipia lui-même. Un homme, dirait-il, s'il n'est pas idiot, a conscience d'avoir bien ou mal agi, tandis qu'un enfant... « L'enfant, répond M. Puibaraud, à moins qu'il  
« ne soit idiot ou en bas âge, a, lui aussi, la conscience  
« du bien et du mal. Le mensonge, cette caractéristique  
« de l'enfance, en est la démonstration première. Seule-  
« ment il ne se rend pas compte des conséquences de son  
« acte mauvais : c'est là la différence avec l'homme fait :  
« La conscience, voilà le mot, le seul mot qui reste comme  
« résidu au fond de cette analyse ».

Il est un fait certain, c'est que le plus grand malfai-

teur a conscience d'avoir mal fait, et qu'un assassin ne viendrait jamais dire qu'il ne croyait pas que c'était mal de tuer. Or, cette conscience du bien et du mal, où ce criminel l'a-t-il prise ? Ce n'est certes pas dans le milieu où il vit, que nous supposons mauvais, ni dans son éducation, qui a été abominable. « Force nous est donc d'ad-  
« vouer que cette conscience, il l'avait en venant au  
« monde et qu'il l'a possédée au même titre que sa vie  
« même ». Donc il l'avait étant enfant.

Et par suite nous tombons dans ce dilemme :

Où la conscience n'existe pas, ou elle existe dans tout être humain, dans l'enfant comme dans l'homme fait.

Si l'enfant n'a pas de conscience, comment pourra-t-on remplir à son égard le but de M. Lucipia qui parle de réformer et d'élever. « Vous enseignerez à cet enfant,  
« dit M. Puibaraud, une nomenclature des choses honnê-  
« tes, une nomenclature des choses malhonnêtes : cela  
« ne sera pas de l'éducation, mais une œuvre compara-  
« ble à celle d'un homme patient qui apprendrait la  
« géométrie à un perroquet : on ne s'adresserait qu'à la  
« mémoire ».

Force est donc, si l'on veut une éducation morale pour l'enfant, de reconnaître chez lui comme base de cette éducation morale, la faculté de saisir instinctivement la différence entre le bien et le mal.

Dès lors, s'il y a conscience, il y a liberté de choix, libre arbitre, donc culpabilité possible. Et voilà M. Lucipia singulièrement contredit.

C'est cependant cette idée de M. Lucipia qui a présidé à la création d'une maison d'éducation d'un nouveau

type, ce sont ces sentiments qui ont guidé le Conseil général de la Seine et l'administration préfectorale vers leur but, humanitaire et généreux, il faut le reconnaître, de la régénération et de la moralisation de l'enfant.

## § 2. — La maison d'éducation de Montesson

La maison d'éducation de Montesson, ou école Lepeletier de Saint-Fargeau est, nous l'avons dit, d'origine récente : créée par le département de la Seine, dont elle est la propriété, elle a été inaugurée le 25 juin 1895.

Voici quelques détails sur cette colonie d'un nouveau genre que j'ai visitée l'année dernière.

Elle est située dans le département de Seine-et-Oise. près de la limite du département de la Seine, à vingt kilomètres de Paris ; « sa situation topographique, nous « dit la notice (*Notice sur la maison d'éducation créée par le « département de la Seine à Montesson, 1895*) satisfait donc « au vœu exprimé par le congrès pénitentiaire interna- « tional tenu à Stockholm en 1882, qui a décidé, à l'una- « nimité, que les établissements destinés aux enfants « devraient être éloignés des villes (1).

L'air, l'espace, le luxe même, rien n'a été épargné : la

1. Il me semble qu'on pourrait faire des réserves sur l'éloignement où se trouve être de Paris la maison de Montesson : les 20 kilomètres qui séparent la ville de l'école ne sont point pour effrayer les petits libérés qui désirent y revenir, non plus que les jeunes évadés qui espèrent s'y cacher.

la superficie totale de l'établissement est de 32 hectares, et les dépenses de construction ainsi que certains frais d'acquisition subsidiaires, (objets de literie, lingerie, outillage, etc..) se sont élevés au joli chiffre de 2.900.000 francs !

Une première remarque s'impose, avant même qu'on ait franchi le seuil de l'école, c'est le peu d'élévation des murs : ils ont en moyenne 2 mètres 20, c'est dire que tous les pensionnaires peuvent les franchir ; mais on n'a pas l'air de le redouter.....

Du reste on ne devient élève de l'école Lepeletier-Saint-Fargeau qu'après en avoir été jugé digne par le directeur de la maison, lequel se rend à la Petite Roquette les 2 et 16 de chaque mois pour y faire son choix parmi les moins mauvais : en cas d'évasion, l'enfant repris est renvoyé à la Petite Roquette et dirigé cette fois sur une vraie colonie pénitentiaire (1).

A l'intérieur d'un vaste rectangle nous voyons huit pavillons de construction semblable pouvant contenir chacun quarante enfants ; chaque pavillon est absolument autonome et ses pupilles ne peuvent communiquer avec les pensionnaires du pavillon voisin.

Ils n'ont qu'un étage et sont ainsi disposés :

Au rez-de-chaussée : large vestibule avec lavabos de marbre, séparant la salle d'études de la salle de classe,

1. Rappelons que l'école de Montesson ne reçoit que les mineurs acquittés de l'article 66 du Code pénal, à l'exclusion de tous autres. Il y a cependant dans l'établissement un quartier absolument distinct, réservé à des enfants de la correction paternelle : on y compte 44 cellules.

l'une et l'autre meublées de bancs et de pupitres dernier modèle ; grand parloir où les parents sont admis le dimanche (1), réfectoire et salle de récréation pour l'hiver.

Au premier étage se trouve le dortoir : on y voit un système ingénieux de cellules, s'ouvrant et se fermant dix par dix, toutes claires et parfaitement aérées ; les enfants ne peuvent se voir ni communiquer entre eux. Au centre, des lavabos en marbre, système « du tout à l'égout », gaz, etc.

Chaque pavillon, semblable comme disposition intérieure, donne sur une grande cour plantée pour la récréation, avec préau.

En septembre 1897, quatre pavillons seuls étaient occupés et renfermaient seize enfants chacun. L'intention du directeur était d'en prendre cent de plus par an.

Une remarque en passant au sujet de la sélection préconisée dans l'établissement : les enfants y sont classés par caractères et non par âge (c'est le système Suisse). Nous pouvons nous demander pourquoi, et M. Lucipia ne nous en donne guère la raison quand il dit dans son discours d'inauguration (*Bul. municipal officiel*, 26 juin 1895) : « Nous voulons la baser (la sélection) sur le caractère pour que, s'il est indispensable que le règlement  
« soit un, les applications en soient diverses, sans pour-

1. Aux termes de la loi de 1850 les parents n'étaient autorisés à voir leurs enfants que deux fois par an et la liberté qui est ici laissée au Directeur de Montesson est chose assez délicate : car les visites de certains parents peuvent nuire au but de réforme qu'on se propose.

« tant blesser irrémédiablement l'esprit de justice qui  
« existe chez l'enfant, même vicieux. »

Au milieu de ces huit pavillons d'élèves, se trouvent douze autres bâtiments habités chacun par deux ménages de maîtres : instituteurs ou maîtres-ouvriers, puisque le nom de gardiens et de surveillants a été banni.

Enfin, au centre, le pavillon du directeur qui vit, dit-on, « au milieu de sa petite famille ». On vise toujours au système patriarcal de la Suisse, quoique le nombre trop élevé d'enfants et... le luxe ne permettent pas un rapprochement sérieux. Puis la cuisine, la buanderie, la piscine ; la ferme et ses bâtiments divers : écuries, vacherie, porcherie....

Mais à Montesson on fait peu de culture ; on n'en fera même point du tout quand les terrains qui sont en friche actuellement seront transformés en potager : on ne doit faire à Montesson que du jardinage avec les spécialités qui s'y rattachent : « L'enseignement horticole est aussi  
« complet que possible, il est manuel et raisonné,  
« lisons-nous dans le règlement du service intérieur de  
« l'école ; il comprend la culture potagère, celle des  
« arbres fruitiers, des plantes de serre, la floriculture  
« et l'arboriculture d'ornement... Il faut que les jar-  
« diniers que nous aurons formés soient recherchés  
« autant par la sûreté que par la variété de leurs con-  
« naissances. »

Tous les ans chaque pavillon change de quartier, abandonne le potager pour la floriculture, la floriculture pour le marais...

Il faut que ces jeunes jardiniers sachent faire leurs

paniers d'emballage, leurs échelles, leurs arrosoirs, réparer leurs brouettes : par suite il y aura à Montesson des ateliers de vannerie, de menuiserie, de plomberie et de charronnage. Mais ces ateliers n'emploient à eux tous que les enfants d'un seul pavillon ; or, comme nous l'avons déjà constaté, les élèves de l'école Le Peletier-St-Fargeau préfèrent tous, d'instinct, l'atelier où on leur demande plus d'intelligence, mais moins d'effort physique, d'autant que la proportion de la maison, qui n'était en 1897 que de 70 0/0 de pupilles parisiens, doit augmenter d'année en année, puisque c'est pour les enfants de Paris que le département de la Seine a fondé Montesson. Mais on ne consulte pas l'enfant sur ses goûts et ses aptitudes ; selon moi, c'est là un tort.

Dans le quartier réservé aux mineurs de la correction paternelle est un vaste amphithéâtre où toute la population de la colonie peut trouver place : cette salle sert à la fois, comme à la Petite Roquette, pour la célébration du culte et pour des cours et conférences ; chaque dimanche une messe y est dite où tous les enfants doivent assister.

Cette question de l'éducation religieuse obligatoire a suscité, entre certains membres du conseil municipal de Paris, une vive discussion dont nous trouvons les traces au *Bulletin Officiel* du 22 décembre 1895. M. Lucipia se montre tout à fait hostile à l'idée de l'instruction religieuse donnée officiellement à l'école Le Peletier de St-Fargeau, alors que la loi de 1882 proclame la neutralité de l'école primaire.

Mais, lui répond en substance son collègue, M. Alpy,

il n'est point possible de faire autrement : les fondateurs de Montesson sont forcés de se guider sur la loi du 5 août 1850 laquelle déclare dans son article 1<sup>er</sup> que « les mineurs « détenus doivent recevoir une éducation morale, religieuse et professionnelle. » Le Ministre de l'Intérieur auquel le département de la Seine doit s'adresser pour obtenir l'autorisation nécessaire (1), est obligé de faire respecter la loi de 1850, et refusera son approbation à un établissement où chaque article ne recevrait pas son application. M. Lucipia dut céder.

Pour terminer l'étude de cette maison, disons qu'un budget spécial est voté chaque année par le Conseil général. Il était pour 1897 de 172.000 fr., chiffre évidemment fort exagéré si l'on considère que l'école ne renfermait encore qu'une cinquantaine d'enfants. D'autre part, l'Etat alloue à l'établissement un franc par jour et par enfant : le département fait le reste et l'on compte une somme de mille francs par enfant et par an !

Voilà un chiffre qui est loin du prix d'entretien du jeune pensionnaire des « reformatories » anglais. D'après des documents rigoureusement exacts fournis par M. du Cane, le coût net, par tête et par an, déduction faite du produit du travail, était en 1890 de £ 19 ou 475 fr. en Angleterre pour les filles ou les garçons, et de £ 17 ou 425 fr. en Ecosse pour les garçons et de £ 22 ou 550 fr. pour les filles. C'est-à-dire moins de moitié (2).

Les résultats de cette application des idées nouvelles,

1. Aux termes de l'article 6 de la loi de 1850.

2. Le coût de l'entretien dans les écoles industrielles anglaises est encore moindre : il varie de £ 14 à £ 18 par an.

on est encore à les attendre, car il n'y a point eu encore d'enfants libérés à Montesson. Malheureusement, d'après les prévisions de personnes qui touchent de très près à l'Ecole, ces résultats ne doivent pas être sensiblement plus brillants que ceux obtenus par les anciennes colonies pénitenciaires.

A qui les événements donneront-ils raison ?

Quant à la question de réforme du nom, de changement d'étiquette, tout cela est-il bien sérieux ? (1)

On a supprimé à Montesson les « grilles aux mailles serrées », les « murailles grises démesurément élevées » : mais si riant que soit le milieu où l'on placera l'enfant, ne regrettera-t-il pas toujours, comme dit M. Puibaraud, « les ruisseaux de Popincourt ou les talus des fortifications » ? La prison ne consiste pas dans le décor, dans la couleur ou la taille du mur d'enceinte ; elle réside dans la nécessité de subir une contrainte, de se soumettre à une règle pendant un temps déterminé.

Tout en reconnaissant l'esprit d'humanité et de généreuse philanthropie qui a présidé à la création faite par le Conseil général de la Seine, tout en nous élevant, nous aussi, contre le mot de « prison », dont du reste, le code ne s'est pas servi à l'article 66, nous dirons que la vraie réforme n'est point là, et nous ferons des réserves sur ce système... semi-correctionnel.

1. Si l'on supprime avec le mot de « surveillance » la surveillance elle-même, cela n'accélérera pas précisément la réforme des pensionnaires. Or, il n'y a à Montesson qu'un nombre insuffisant de maîtres : quand l'école sera au complet, elle aura un maître pour 22 élèves, c'est évidemment trop peu.

§ 3. — **Les colonies pénitentiaires sont trop peuplées.**  
**Les petits groupements.**

Un autre point faible de notre système correctionnel, que nous n'avons fait qu'indiquer plus haut, c'est l'encombrement de nos colonies pénitentiaires : nous avons constaté que, si le nombre des établissements privés diminue, par suite des faibles subventions de l'État, celui des colonies publiques n'augmente pas (1), d'où moindre surveillance, discipline relâchée, éducation négligée, partant, réforme manquée.

Comment éviter cet encombrement ?

M. Henry Joly nous en indique le moyen dans son rapport au comité de défense, séance du 3 février 1897 (*B. de la S. G. des Prisons*, mars 1897). L'éminent rapporteur nous témoigne sa préférence pour les établissements de petite dimension où l'on recueille une soixantaine d'enfants au plus, comme celui existant à Sonnenberg près de Lucerne. « Là les enfants reçoivent  
« l'éducation de famille et vivent de la vie de famille  
« avec le directeur et sa femme qu'ils considèrent comme  
« leur père et leur mère. Voilà le genre d'établisse-  
« ment dont il faudrait favoriser la création par l'initia-  
« tive privée et par la libre association chez nous, tout  
« en conservant un contrôle nécessaire, assuré par des  
« inspections vigilantes. »

1. Une demande de fonds pour la création d'une nouvelle colonie publique a été ajournée récemment par le Parlement.

Mais à cette idée d'établissements de petite dimension on objecte tout de suite qu'ils doivent coûter beaucoup plus cher que les autres, parce que l'on n'y fait pas l'économie des frais généraux. A cela M. Joly répond par des chiffres : aux Douaires, colonie pouvant contenir 500 enfants, le coût du sol, des constructions et de l'aménagement s'est élevé à deux millions environ ; pour le Sonnenberg en Suisse, qui renferme 50 pupilles, le prix total, sol, constructions, bétail... est de 155.000 fr. Donc dix établissements comme le Sonnenberg coûteraient environ 400.000 fr. de moins que les Douaires.

Disons aussi que chez nous on veut faire trop beau : j'ai parlé du confort de l'école Le Peletier de St-Fargeau, confort qui confine même au luxe pour certaines installations.

Rappelons à ce sujet la très judicieuse réflexion du docteur Guillaume (de Berne) secrétaire général du Congrès de 1895 lors de sa visite à Montesson : « En France, « vous êtes trop riches, vous élevez dans des palais les « enfants des pauvres : nous, nous les mettons dans des « châteaux pour les préparer à la vie du paysan. Avec la « somme qu'a coûté ce mur de clôture, j'ai fait en Suisse « une colonie pour soixante enfants. »

Au reste, nous ne demanderons pas en France des effectifs aussi restreints qu'en Suisse, où chaque canton est en général moins peuplé qu'un de nos arrondissements. Mais il y a évidemment de l'exagération à admettre dans une seule colonie une population de quatre à cinq cents enfants. Selon nous, c'est en les divisant par groupes parfaitement distincts, comme on le fait à Saint-

Hilaire, qu'on pourra trouver une solution française du problème.

§ 4. — **Régime à appliquer aux mineures prostituées.**  
**Les petites familles.**

Juridiquement, dans l'état actuel de notre législation, la mineure prostituée doit échapper à l'application de la loi, car la prostitution n'est pas un délit.

Voilà, cependant, comment les choses se passent habituellement : tout d'abord, remarquons que l'on ne traite pas les prostituées de 14 ou de 15 ans comme les adultes, en les enfermant un certain temps, quelquefois arbitrairement, du reste : la Préfecture de police cherche à ramener chez ses parents l'enfant arrêtée ; ce n'est point là un remède, car le plus souvent ceux-ci connaissent le vice de leur fille et encouragent la prostitution qui leur profite. Lorsque l'enfant ne peut fournir l'adresse de ses parents ou s'ils ne veulent point la reprendre, le tribunal correctionnel, faisant ce que M. Voisin appelle un « pieux mensonge », applique à la jeune débauchée les lois sur le vagabondage, l'acquitte comme ayant agi sans discernement et l'envoie dans une maison de correction. Or, pour emprunter ici l'opinion d'un de nos plus distingués avocats à la Cour d'appel, M. Marc Réville qui s'est spécialement intéressé à cette question (1), « bien qu'en

1: *La Prostitution des mineures suivant la loi pénale.* Marc Réville, 1896.

« fait une pareille solution vaille mieux, et pour l'enfant  
« et pour la société, que la libération pure et simple,  
« c'est-à-dire la remise dans la rue, de la petite préve-  
« nue, elle constitue un système trois fois mauvais :  
« d'abord il est toujours regrettable de commettre, même  
« pieusement, un mensonge en justice, car c'est ouvrir  
« la porte à l'arbitraire..., puis il peuple très malencon-  
« treusement les maisons de correction d'une légion de  
« petites rôdeuses de barrière... qui exercent l'influence  
« la plus fâcheuse sur leurs jeunes compagnes, détenues  
« pour des délits ordinaires ; Mme Dupuy, l'honorable  
« inspectrice générale de prisons, s'est fait souvent l'écho  
« des plaintes de l'administration pénitentiaire à ce point  
« de vue. Enfin, il est absolument anti-juridique de juger  
« vagabonde, c'est-à-dire sans domicile ni moyens d'exis-  
« tence, une fillette qui a presque toujours un local où  
« passer la nuit (souvent même le domicile de sa famille),  
« et qui tire ses ressources de son propre corps... (1) »

N'oublions pas, en effet, que si l'on ne dénaturait pas le fait de prostitution pour appréhender la mineure, celle-ci ne pourrait pas être envoyée en correction : cette dernière mesure n'est applicable qu'aux mineures de 16 ans convaincues, bien qu'acquittées, d'avoir commis sans discernement un *délit* punissable selon la loi pénale, s'il émanait d'une personne adulte. On conviendra aisément qu'il y a — juridiquement — une certaine inconséquence « à

1. Et cependant un arrêt du 10 mars 1893 de la Chambre des appels correctionnels de la Cour de Paris a déclaré que la prostitution publique ne saurait « procurer à une fille mineure de 16 ans des  
« moyens d'existence lui permettant d'échapper à l'application des  
« articles 270 et 271 du Code pénal ».

« corriger comme une coupable inconsciente la jeune fille  
« qui, si elle avait été plus âgée de quelques mois ou  
« des quelque années, n'aurait commis aucun délit, ni  
« pu subir aucune peine. »

Une réforme de la loi s'impose donc, et si l'on admet que la prostitution ne constitue pas un délit, il faut cependant bien reconnaître que l'intérêt des jeunes filles, comme celui de la société, nécessite, vu leur âge, des mesures de protection et de correction ainsi qu'une procédure particulière dont M. Marc Réville nous trace encore les grandes lignes.

Immédiatement après son arrestation, la mineure serait isolée en cellule et examinée au « triple point de vue « moral, matériel et physique » (1) ; enquête sérieuse menée par un juge d'instruction, toujours le même pour les questions de ce genre, sur les antécédents de l'enfant, la situation de ses parents... et visites d'un membre d'une société de patronage « qui étudierait l'enfant et ferait un « rapport au magistrat ».

Le dossier une fois complet serait transmis au tribunal civil, statuant en chambre du conseil ou tout au moins à huis clos : M. Marc Réville préfère ici la juridiction civile « parce que ce n'est pas une peine qu'il s'agit « de prononcer, mais une mesure de sauvegarde morale qu'il faut prendre. » C'est l'idée déjà émise par M. Guillot à propos de la répression du vagabondage, idée que nous avons rapportée précédemment.

1. « Les faits démontrent, nous dit M. Marc Réville, que sur « vingt mineures de 16 ans arrêtées pour inconduite, dix-neuf en « moyenne sont atteintes d'affections spécifiques plus ou moins « graves, dues à leur triste métier ».

Si les juges ne trouvaient pas possible la remise de l'enfant à sa famille, comme ne présentant pas des garanties indiscutables d'honorabilité ou n'ayant pas les ressources matérielles suffisantes pour protéger la jeune fille contre une rechute, « ils confieraient l'intéressée à l'Etat « pour être élevée par les soins de celui-ci jusqu'à sa majorité civile ».

M. Marc Réville insiste tout particulièrement sur ce fait qu'il faut écarter ici « toute pensée répressive, toute « analogie avec un séjour en prison pendant de longues « années : le tribunal ne doit avoir en vue qu'un système d'éducation à ordonner... C'est utile et c'est juste, « dit-il, car en somme la petite prostituée n'a causé aucun préjudice direct à la société, et voilà pourquoi il « faudrait aussi qualifier différemment la maison où son « éducation serait redressée et les établissements de correction ordinaire. Quant au titre, peu importe ! peu « importe également de savoir si cette catégorie d'enfants « doit être confiée aux services de l'administration pénitentiaire, de l'assistance publique, du ministère de la Justice ou bien du ministère de l'Instruction publique ! »

La tâche de la maison de réforme serait pénible et souvent bien ingrate (1). On devrait tenter avant tout de détruire chez la petite prostituée cette idée qui lui est inculquée par nos mœurs, qu'elle ne pourra jamais se reclasser : il faut arriver à la convaincre de la possibilité du retour à la vie régulière.

1. Le travail au grand air serait tout indiqué pour ces établissements, car le rapprochement de l'atelier constituerait un danger réel.

Et voilà que M. Marc Réville nous propose une innovation à ce sujet, et son système nous rappelle un peu le système irlandais,

Le jour où l'enfant paraîtrait amendée et capable de reprendre la vie libre, l'administration ferait ordonner sa libération provisoire, la jeune fille serait d'abord placée dans un asile où elle jouirait d'une demi-liberté; « là, sous un régime de discipline moins sévère que ce-  
« lui de l'établissement d'éducation, on pourrait consta-  
« ter si elle est réellement revenue au bien... » Si l'épreuve est favorable, on laissera à la libérée une liberté plus grande et on lui appliquera « le système des petites familles » pratiqué en Angleterre (et aussi en France pour les enfants de l'Assistance publique) : on confiera un certain nombre de jeunes filles, une douzaine, au plus, à une dame présentant des garanties sérieuses de moralité, à une veuve ou une mère ayant déjà élevé ses enfants. « Pendant le jour ces jeunes pensionnaires iront  
« à leur travail et tous les soirs elles reviendront s'as-  
« seoir à la table commune, où l'on ne peut pas craindre  
« pour elles de mauvaises fréquentations. De la sorte, les  
« jeunes libérées prendraient peu à peu l'habitude de  
« l'existence régulière, et quand arriverait l'heure de la  
« majorité, c'est-à-dire de la liberté absolue, elles seraient  
« accoutumées à ne demander leurs ressources qu'au tra-  
« vail honnête ».

Comme nous l'avons dit, ce système des petites familles existe déjà chez nous : des asiles de ce genre ont été organisés à Billancourt, à Clichy-Levallois; là, des femmes du plus grand mérite se sont dévouées au redressement

moral d'enfants arrachées très jeunes à la pauvreté et au vice (1).

Et les résultats obtenus sont paraît-il, excellents.

Selon M. Marc Réville, ce traitement des petits asiles intelligemment compris et appliqué, pourrait peut-être aider à la répression de la prostitution précoce.

§ 5. — **La loi du 19 avril 1898.**

Avant la loi qui va nous occuper ici, les tribunaux n'avaient que le choix entre la condamnation du mineur à la prison ou son envoi en correction. En vain certains d'entre eux ordonnaient-ils la remise de l'enfant coupable à une maison de patronage, leurs jugements étaient impitoyablement cassés :

En voici un exemple entre plusieurs :

Le tribunal correctionnel d'Argentan prononce le 6 août 1891 l'acquittement d'un mineur de 13 ans accusé d'un vol et ordonne son envoi à l'asile de l'Union Française pour le sauvetage de l'enfance. Ce jugement est cassé par un arrêt de la cour de Cassation du 20 juillet 1893 sur le pourvoi du procureur général dans l'intérêt

1. Nous trouvons également le même système adopté comme libération provisoire par notre colonie de Frasnès ; à l'âge de 18 ans les pensionnaires qui le méritent sont placés à Besançon chez des artisans honnêtes, travaillant chez eux, en famille : ils reviennent tous, le soir, prendre leur repas et coucher dans une maison fondée par les sœurs de Ribeauviller dans un des faubourgs de la ville. Ils s'y retrouvent une vingtaine.

de la loi : « Lorsqu'ils acquittent comme ayant agi sans  
« discernement un mineur de 16 ans, dit cet arrêt,  
« les tribunaux doivent, selon les circonstances, ordon-  
« ner que l'enfant sera remis à ses parents ou conduit  
« dans une maison de correction : mais ils ne peuvent  
« substituer à la maison de correction, c'est-à-dire à un  
« établissement pénitentiaire, une maison de patronage  
« d'ordre purement privé ».

Le jugement du tribunal d'Argentan violait à un double point de vue l'article 66 du Code pénal : d'une part les tribunaux n'ont pas le droit de substituer une maison de patronage d'ordre privé à la maison de correction du Code ou à la colonie pénitentiaire de la loi de 1850 : d'autre part, il ne leur appartient pas davantage de désigner l'établissement correctionnel où ils envoient le mineur acquitté : c'est l'affaire de l'administration.

Les articles 4 et 5 de la nouvelle loi du 19 avril 1898 sont venus corriger la rigueur de ces principes : le juge d'instruction, puis le tribunal et la cour, peuvent confier la garde de l'enfant, auteur d'un crime ou d'un délit, à un parent, à une personne ou à une institution charitable, voire même à l'Assistance publique (1).

1. Loi du 19 avril 1898 « sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers des enfants : *Journal off.* du 21 avril 1898. Art. 4 : « Dans tous les  
« cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur  
« des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état  
« de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde  
« de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit  
« intervenu une décision définitive, à un parent, à une per-  
« sonne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou en-  
« fin à l'Assistance publique. Toutefois les parents de l'en-  
« fant jusqu'au cinquième degré inclusivement, son tuteur ou

Comme le dit M. Guilmard, substitut du procureur général à la Cour de Caen, (Discours de rentrée du 17 octobre 1898) qui apprécie cette nouvelle loi : « La conscience humaine est sortie du sommeil où la retenait une routine séculaire : elle a renversé l'idée d'une justice brutale et aveugle pour y substituer cette conception qu'il n'y a pas de justice sans charité ». La loi du 16 juillet 1889 avait donné aux juges « la mission de conférer aux services publics d'assistance et aux œuvres privées consacrées à l'enfance, les pouvoirs indispensables à l'exercice de leur action bienfaisante » : cette loi ne protégeait que les enfants moralement abandonnés, elle négligeait toute une classe d'enfants intéressants pour les magistrats : les enfants délinquants.

Il fallait soustraire à la promiscuité de la maison de correction un certain nombre de mineurs plus malheureux que coupables, de ces enfants pour lesquels nous parlions de l'école de préservation. C'est ce que fait cette nouvelle loi qui accorde à ces jeunes délinquants la protection de la charité privée et des établissements de bienfaisance.

Cette réforme a été votée lors de la discussion de la loi sur la répression des actes de cruauté et des attentats commis sur les enfants ; (la loi du 19 avril continue du reste à porter ce seul titre). M. Odilon-Barrot, dé-

« son subrogé-tuteur et le ministère public, pourront former opposition à cette ordonnance. L'opposition sera portée à bref délai devant le tribunal, en chambre du conseil, par voie de simple requête. — Article 5. « Dans les mêmes cas, les cours des tribunaux saisis du crime ou délit pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant ».

puté, s'était préoccupé de la situation de l'enfant maltraité dont le père était sous mandat de dépôt. Le 22 février 1897, il déposa une proposition qui a donné naissance à l'article 4 de la loi nouvelle: il demandait d'investir le juge saisi de l'instruction des délits prévus par le projet de la loi, du droit de pourvoir provisoirement à la garde de l'enfant, sauf recours des parents devant le tribunal civil. La Chambre des députés adopta cet article additionnel; ce fut la commission du Sénat qui étendit le texte de la loi et établit une règle générale applicable à *tous* les délits ou crimes commis *par* les enfants aussi bien que *sur* les enfants : La mesure proposée avait en effet paru insuffisante, et nous lisons ce passage dans le rapport de M. Bérenger : « Elle répond, dit-il, à un vœu  
« fréquemment exprimé par les magistrats, aussi bien  
« que par les associations ou comités qui s'occupent de  
« la protection de l'enfance; ainsi pourra se résoudre  
« rapidement et simplement une question de première  
« importance dont la solution présente souvent de réels  
« embarras. Mais si la mesure est bonne, pourquoi la  
« limiter aux seuls cas prévus par le projet ? Pourquoi  
« n'en pas faire une règle générale toutes les fois que  
« l'intérêt de l'enfant l'exige ?

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

#### LE RÉGIME ANGLAIS

##### § 1<sup>er</sup>. — **La criminalité juvénile en France et en Angleterre.**

L'accroissement de la criminalité juvénile en France est un fait certain (1).

Cet accroissement résulte, comme le dit un éminent criminaliste, M. Tarde, (*Revue Pédagogique*, juin 1897) « des transformations sociales, de la substitution du « travail dans les ateliers au travail à domicile, de l'ex- « tension du service militaire, de l'exode des populations « rurales et la formation d'immenses agglomérations « urbaines, des progrès effrayants de l'alcoolisme, de la

1. Avant 1840 il y avait chaque année en France environ 8.000 prévenus de 16 à 21 ans, et dans la statistique pour 1895 on en compte près 31.000 (M. H. Joly : *La criminalité de la jeunesse*).

« lutte contre les croyances séculaires et de la propa-  
« gande des doctrines matérialistes qui représentent la  
« vie comme un combat, poussent à l'égoïsme et comme

Comité de défense et de progrès social ; séance du 22 janvier 1898).

Voici du reste les chiffres donnés par les statistiques du Ministère de la Justice :

#### Mineurs déferés aux Cours d'assises

| Années :  | Min. de moins de 16 ans.    | Min. de 16 à 21 ans.            | Acquittés art. 66          |
|-----------|-----------------------------|---------------------------------|----------------------------|
| 1890..... | 29 { 21 garçons<br>8 filles | 619 { 511 garçons<br>108 filles | 14 { 9 garçons<br>5 filles |
| 1891..... | 34 { 28<br>6                | 598 { 520<br>78                 | 15 { 12<br>3               |
| 1892..... | 35 { 24<br>11               | 652 { 541<br>111                | 15 { 8<br>7                |
| 1893..... | 27 { 24<br>3                | 680 { 601<br>79                 | 15 { 14<br>1               |
| 1894..... | 32 { 29<br>3                | 673 { 558<br>115                | 13 { 11<br>2               |
| 1895..... | 25 { 19<br>6                | 554 { 465<br>89                 | 12 { 10<br>2               |
| 1896..... | 6                           | »                               | 3                          |

(statistique non  
encore parue)

#### Mineurs déferés aux Tribunaux correctionnels

| Années :  | Min. de moins de 16 ans.         | Min. de 16 à 21 ans.               | Acquittés art. 66.              |
|-----------|----------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|
| 1890..... | 7381 { 6284 garç.<br>1097 filles | 28455 { 25416 garç.<br>3039 filles | 3445 { 2906 garç.<br>539 filles |
| 1891..... | 6927 { 5914<br>1013              | 29409 { 26181<br>3228              | 3298 { 2758<br>540              |
| 1892..... | 7148 { 6118<br>1030              | 31223 { 27744<br>3479              | 3732 { 3214<br>518              |
| 1893..... | 6898 { 5917<br>981               | 31882 { 28350<br>3532              | 3490 { 2965<br>525              |
| 1894..... | 6901 { 5967<br>934               | 32317 { 28701<br>3616              | 3620 { 3110<br>510              |
| 1895..... | 6640 { 5680<br>960               | 30763 { 27261<br>3502              | 3589 { 3048<br>541              |
| 1896..... | 6573 { 5635<br>938               | »                                  | »                               |

Si l'on constate que le nombre des mineurs de moins de 16 ans arrêtés annuellement en France a été sensiblement le même pendant ces sept dernières années et paraît même être en décroissance, on relève dans ces statistiques une augmentation très certaine de la criminalité chez les mineurs de 16 à 21 ans.

Aussi bien, d'après des chiffres relevés au service de la sûreté à

« fin suprême à la conquête de l'argent et à la satisfaction  
« des avantages et des plaisirs. »

Les causes étant les mêmes dans tous les pays civilisés, les résultats doivent être semblables partout ; ils ne sont pas particuliers à la France. Cependant il nous faut bien constater que l'Angleterre fait exception, car la criminalité de l'enfant y est en décroissance constante :

En effet, d'après M. Joly (*Revue de Paris*, décembre 1894), l'Angleterre comptait en 1868 pour 100.000 habitants une proportion de 46 malfaiteurs de moins de 16 ans ; en 1893, elle est arrivée à n'en plus compter que 14. Le chiffre des mineurs de 16 ans condamnés était en 1886 de 9.356 ; en 1894, il n'est plus que de 2.252. Encore faut-il tenir compte de l'augmentation de la population de l'Angleterre et du Pays de Galles qui s'élève de 21 millions en 1864 à 30 millions en 1894.

Je sais bien qu'on pourrait expliquer en partie cette faible proportion par l'indulgence extrême des magistrats anglais pour les délits de l'enfance (1), et que par suite

Paris, nous trouvons également un accroissement dans le nombre des enfants de moins de 16 ans arrêtés par la police parisienne, et pour prendre ces deux dernières années, nous voyons :

En 1897 : 426 mineurs prévenus de vol, 511 de vagabondage, 110 de mendicité, 10 arrêtés pour outrages à la pudeur et 23 pour coups, soit un total de 1080.

En 1898 : 440 enfants sont arrêtés pour vol, 549 pour vagabondage, 119 pour mendicité, 6 pour outrages à la pudeur, 15 pour coups et blessures, 13 pour meurtre et un pour assassinat, soit en tout : 1143.

Les mêmes documents nous donnent 5755 mineurs de 16 à 21 ans arrêtés à Paris en 1897, et pour l'année dernière leur nombre s'élève à 6.243.

1. Voici une déclaration faite par le « chief constable » du Staf-

de cette indulgence, non-seulement la durée de l'emprisonnement diminue, mais la prison peut être remplacée par d'autres formes de châtement, l'amende ou le fouet (1), ou, ce qui est préférable, par la remise à une institution privée, asile ou école.

Mais il n'en est pas moins vrai que, pour un peu atténuées que soient les statistiques anglaises, nos voisins n'ont pas à constater chez eux la multiplication des délits que nous déplorons chez nous.

Au reste tout le monde admet que, sans l'admirable création des écoles industrielles, la criminalité eut été infiniment plus considérable en Angleterre.

## § 2. — **L'école de réforme. L'école industrielle.**

Dans cette lutte contre le mal, contre son germe même, l'Angleterre dispose de deux auxiliaires puissants : l'école de réforme et l'école industrielle.

D'une part, les « reformatory schools », établissements entretenus par l'Etat, au nombre de 48 (39 en Angleterre et 9 en Ecosse, (*a List of reformatory schools, indus-*

« fordshire : J'ai devant moi le dossier d'un garçon convaincu « 7 fois de « felony » (*délit sérieux*) sans avoir été envoyé en prison : « c'est seulement à la 8<sup>e</sup> fois qu'il a été condamné à la prison pour « ensuite être interné dans un « reformatory » (Juvenile offenders, « by Douglas Morrison, 1896).

1. Les condamnations au fouet ont augmenté dans de notables proportions : en 1864 elles n'étaient que de 585 ; en 1894 elles s'élevaient à 3192.

*trial and truuant schools...* 1<sup>st</sup> July 1897) qui renferment, d'après le dernier rapport de M. l'Inspecteur général des Ecoles certifiées, en 1895 une population de 4.816 enfants coupables de crimes et de délits.

D'autre part, les « *industrial schools* » nées des écoles de réforme, établissements fondés par souscriptions privées, au nombre de 155 (117 pour l'Angleterre et 38 enEcosse) qui recueillent, en 1895, 17.374 enfants abandonnés, mendiants ou vagabonds (1).

En Angleterre comme en France, c'est à l'initiative privée, à la philanthropie de quelques particuliers que sont dûs les premiers essais de réforme contre les méfaits de la jeunesse.

En 1756 est fondée la Société Maritime (Marine Society) qui prend à sa charge les enfants abandonnés et vagabonds et les envoie à la mer. Quelques années plus tard, en 1788, naît la Société philanthropique : « son  
« double but, nous disent les statuts, c'est la protection  
« des enfants pauvres et des enfants des criminels con-  
« vaincus, et la réforme des enfants qui eux-mêmes se  
« sont engagés sur la voie du crime. »

Ses débats furent assez modestes : elle commence au village de Hackney où les enfants sont élevés dans des cottages à la mode familiale. En 1792 elle quitte Hackney pour St-George's Fields, et élève des constructions spéciales pour recevoir ses pensionnaires. Puis en 1849 elle se transporte à Redhill, où elle est encore actuellement

1. Soit un total de 22.490 enfants internés. A la même époque, Décembre 1895, le nombre des enfants en correction chez nous était de 6.519, savoir 5.388 garçons et 1.131 filles.

et se consacre uniquement à la réforme des petits criminels.

Elle est à cette date complètement réorganisée sur le modèle de Mettray : « cinq corps de logis isolés dans un vaste parc purent recevoir 300 enfants retirés de prison et placés en « conditional pardon », pour l'entretien desquels l'État s'engageait à payer une subvention ». (*Report of the departmental committees*, p. 158). L'école de réforme était fondée.

Mais il n'y avait encore là rien d'officiel.

La première loi qui tend à arrêter l'accroissement de la criminalité juvénile (1) date de 1838 seulement : elle convertit les bâtiments de Parkhurst (île de Wight) auparavant hôpital militaire, en une maison de réforme pour 600 jeunes détenus condamnés à la transportation ou à l'emprisonnement.

En 1854 une loi donne aux tribunaux le droit de prononcer l'envoi du mineur de 16 ans dans un « reformatory » pour un délai de cinq ans, mais après un emprisonnement cellulaire.

Une autre loi de 1857 confère aux sessions trimestrielles, cours de justice et assemblées des bourgs, le droit de créer des « reformatories » après approbation des plans par le Secrétaire d'État ; en outre les directeurs des écoles autorisées pouvaient placer leurs pensionnaires au dehors (on licence) à l'expiration de la moitié du temps d'internement fixé par le juge. Il en résulta que Parkhurst devint inutile : de 700 qu'il était en 1840, le chiffre de

1. Cet accroissement de criminalité juvénile fait l'objet d'un rapport de police en 1828.

ses pensionnaires ne fut plus en 1864 que de 68, et cette même année-là l'établissement fut fermé.

C'est un décret de 1866 actuellement en usage qui règle définitivement les écoles de réforme.

Le chiffre des enfants envoyés dans les « reformato-ries » s'élève de 29 (en 1854) à 1896 (en 1877) pour atteindre son maximum en 1881 : 6738. Depuis cette époque la population des écoles de réforme descend graduellement, et le 31 décembre 1895 on n'en compte plus que 4816 (chiffres donnés par M. du Cane).

C'est en 1854 que fut créée la première école industrielle de l'Angleterre proprement dite (car il existait déjà en Écosse de nombreux asiles destinés à recueillir les petits vagabonds) ; elle fut installée à Feltham pour les mendiants de 7 à 14 ans, par un groupe de magistrats du comité de Middlessex.

La loi de 1857 s'applique à l' « industrial school » comme elle s'appliquait à la « reformatory school », et le même décret de 1866 règle aussi ces établissements. Quelques « acts » postérieurs y ont un peu ajouté : l'instruction y est devenue obligatoire.

Contrairement à ce qui se passe pour les écoles de réforme, le nombre des écoles industrielles augmente et son effectif en fait autant : en 1864 elles ne renfermaient que 1668 enfants, en 1895 elles en contiennent 17.374.

Cela tient à la défaveur qu'on attache aujourd'hui à l'école de réforme ; on ferme un à un tous les « reformatories » ; au contraire on ouvre tous les ans de nouvelles

écoles industrielles : c'est toujours la même idée : remplacer la prison par l'école.

Ajoutons que *toutes* les écoles de réforme et 125 parmi les écoles industrielles, ont été créées par des sociétés privées. Les autres écoles industrielles ont été fondées en vertu de la loi sur l'Instruction primaire de 1870 ; mais aucune n'appartient à l'État qui n'intervient que pour les inspecter et pour payer des subventions fixées à 5 sch. par enfant et par semaine (taux réduit du reste à 3 sch. 6 d. pour les écoles fondées après le 1<sup>er</sup> mars 1872).

Après ces quelques mots sur leur histoire, passons maintenant à l'étude de ces deux genres d'écoles. Voyons leur fonctionnement, leur but et les résultats qu'on en peut attendre, et tâchons de dégager de cette étude une conclusion que nous puissions appliquer à notre système correctionnel.

#### A. *L'école de réforme.*

« L'école de réforme, comme l'a dit M. Rivière (*L'éducation correctionnelle en Angleterre*) n'est en réalité  
« qu'un succédané de la prison. Tous les enfants qui y  
« sont admis ont commis une infraction qui rendrait un  
« adulte passible de l'emprisonnement. La discipline y  
« passe avant l'instruction. »

Aussi bien, pendant longtemps le « reformatory » fut une seconde prison où était envoyé l'enfant à sa sortie de cellule. D'après la loi de 1857, le mineur devait avoir fait au moins 14 jours de prison ; la loi de 1866 abaissa à 10

jours la limite qui fut supprimée du reste complètement par le « Lord Leigh' act » de 1893 (1).

Demandons-nous, tout d'abord, quelles sont les autorités judiciaires qui prononcent l'envoi de l'enfant au « reformatory ».

Toute affaire criminelle commence en Angleterre par une instruction devant un ou plusieurs juges de paix, ou le juge de police dans les villes qui en possèdent. Ces magistrats peuvent juger sommairement dans les cas prévus par un « act » de 1879, c'est-à-dire s'il s'agit d'enfants de 7 à 10 ans, ou de 12 à 16 ans et que l'accusé le demande, ou s'il s'agit de recel, de vol sans violence... Lorsque le crime ne rentre pas dans ces catégories il y a « indictment », (acte d'accusation), et renvoi aux Cours d'assises siégeant dans les sessions trimestrielles.

Quant à l'envoi de l'enfant à l'école de réforme, voici les textes de loi qui le réglementent :

a. 56 et 57, Vict. C. 48, S. 1. « Toutes les fois qu'un  
« jeune délinquant qui, dans l'opinion du tribunal devant  
« lequel il comparait, n'aura pas atteint l'âge de 16 ans,  
« sera convaincu, soit avec le concours du jury, soit par  
« voie de juridiction sommaire, d'avoir commis une in-  
« fraction punissable de la servitude pénale et de l'em-  
« prisonnement, et si d'autre part se rencontre l'une ou  
« l'autre des conclusions suivantes : α : que le tribunal  
« estime que le délinquant est âgé d'au moins douze ans ;

1. Les statistiques nous apprennent qu'en 1894 sur 1.487 enfants internés dans les « réformatoires, » 1107 l'ont été sans passer par la prison.

« β : qu'il soit prouvé que le délinquant a déjà été con-  
« damné, pour une infraction punissable de servitude  
« pénale ou d'emprisonnement, le tribunal pourra, soit  
« en addition, soit au lieu et place de la condamnation  
« encourue, décider que le coupable sera envoyé dans  
« une école de réforme certifiée. »

b. 29 et 30, Vict. C. 118, S. 32. « Tout enfant âgé de  
« 10 à 16 ans et placé dans une école industrielle certi-  
« fiée qui, pendant la durée de sa détention, qu'il loge  
« ou non à l'école, sera convaincu d'avoir volontairement  
« négligé de fréquenter l'école ou de se conformer aux  
« règlements qui sont en vigueur. »

Ainsi donc en Angleterre, comme le fait remarquer  
M. Costekesr, secrétaire de « Reformatory schools'bu-  
reau » à Londres (réponse à la 4<sup>e</sup> question, IV<sup>e</sup> section,  
Congrès de 1895, B<sup>in</sup>., mai 1895), 12 ans est considéré  
comme l'âge « auquel l'enfant mâle ou femelle commence  
« sa carrière criminelle, c'est-à-dire l'âge de discrétion ». Il ne peut être interné dans un « reformatory » s'il n'a pas au moins 12 ans, à moins d'avoir subi une condamnation antérieure ; s'il a plus de cet âge et est coupable de « felony » (délit grave) il ne peut être envoyé dans une « industrial school ».

Nous allons donner, pour terminer, quelques détails sur deux « reformatories » au sujet desquels nous avons pu obtenir des renseignements précis et intéressants : la ferme école de Redhill et le « Kerrison reformatory ».

#### *La ferme école de Redhill.*

Une des écoles de réforme les plus anciennes, dont

nous avons du reste dit un mot déjà, c'est la ferme-école de Redhill, fondée en 1849 par la société philanthropique qui en est restée propriétaire. C'est aussi une des plus nombreuses et des plus intéressantes (1).

La ferme comprend 280 acres (112 hectares) de terre cultivés par 300 garçons vivant dans 5 maisons séparées, 60 dans chacune. La chapelle, l'infirmerie, les ateliers forment des bâtiments à part. Chaque pavillon est dirigé par un maître (master) et une gouvernante (matron). Le directeur de la ferme, qui est un pasteur protestant, est aussi l'aumônier de toute la colonie : on veut faire avant tout de l'école une « famille » plutôt qu'une simple maison d'éducation « (an endeavour is made to render the school a home rather than a mere institution) (*Annual Report*, 1897, farm-school Redhill).

Voilà donc la double base du système correctionnel anglais : d'une part, l'influence de la femme éducatrice, et d'autre part, la nécessité de l'instruction religieuse.

Les enfants passent moitié de leur temps à l'étude, moitié au travail manuel : ils sont d'abord occupés dans les champs, mais ils n'y restent pas, et les métiers enseignés sont des plus variés : charpentier, cordonnier, tailleur, forgeron, boulanger, groom, domestique de ferme... l'enfant a le choix : nous sommes bien loin de notre agriculture *obligatoire*, et même des « industries qui s'y rattachent. »

A leur sortie de l'école, les enfants sont envoyés le

1. Redhill est du reste classé par M. Legge, Inspecteur en chef, (rapport de 1895), comme l'établissement le mieux organisé et devant donner les meilleurs résultats.

plus loin possible, dans une place qu'on leur a trouvée en Angleterre, ou même aux colonies : dans le courant de l'année 1896, 18 enfants émigrèrent au Canada. C'est là un dérivatif que nous ne connaissons pas (1).

Mais cette sortie qui peut avoir lieu au bout de la deuxième année nous semble un peu prématurée, et la réforme de l'enfant ne nous paraît guère possible dans ces conditions. Je trouve du reste dans les règles pour l'admission des enfants (*rules for the admission of boys, Annual Report, 1897*) le souhait exprimé « que les Tribunaux ne manquent pas de prononcer, lorsque l'âge le permet, le maximum de détention, soit 5 ans », délai que les directeurs ont le pouvoir d'abrégé en plaçant les enfants au dehors.

Le directeur de Redhill (*Annual Report, 1896*) comme M. Lucipia, voudrait voir disparaître le nom de « reformatory » pour le remplacer par une autre appellation. M. Marshall propose celle de « home department schools (écoles du ministère de l'Intérieur). L'enfant sorti de l'école de réforme trouve difficilement à se placer. « Ce n'est point, il est vrai, une tare de prison, dit M. Marshall mais une tare de « reformatory » qu'il porte avec lui, et, d'après le directeur de Redhill, l'opinion publique n'y voit guère de différence.

Toutes les écoles n'ont pas un aussi grand nombre de

1. Il est vrai que quelques-uns émigrent... fictivement : ils obtiennent le passage gratuit sur un navire marchand, à condition de servir comme mousses pendant le passage, et reviennent en Angleterre. C'est ce que le directeur de l'école de réforme de Saltley près Birmingham appelle « évacuer les enfants de Saltley sur Birmingham, via Canada ».

pensionnaires que Redhill et ne disposent pas d'une exploitation aussi vaste : telle est par exemple l'école de Kerrison.

*L'école de réforme de Kerrison.*

Le « Kerrison reformatory » dans le comté de Suffolk, est une ferme-école comme Redhill, mais beaucoup plus modeste, quoique là plus qu'en aucune autre école de réforme on ait sacrifié à toutes les exigences du confort et du bien-être moderne.

Le nombre des enfants était en 1896 de 83 : et là encore, comme dans chaque pavillon de Redhill, on s'efforce de grouper ce petit monde en une seule famille sous la direction et l'autorité morale d'un aumônier; là encore, à côté du « superintendant » il y a la « matron » qui est sa propre femme, et même une « assistant matron ». D'après un tableau que j'ai sous les yeux (*Annual Report*, 1897, Kerrison reformatory) le quart des élèves admis en 1896 sont âgés de 12 ans et au-dessous : c'est dire que ces dames ont fort à faire auprès de ces petits enfants qui ont besoin de soins tout maternels.

Les terres appartenant à l'école ont une superficie de 80 acres (32 hect.) dont 50 sont en labour ; 50 enfants sont occupés à la ferme, les autres sont cordonniers, tailleurs, employés à la cuisine, à la buanderie... Cette organisation me rappelle celle de nos colonies pénitenciaires, en miniature, il est vrai.

Encore faut-il remarquer que, si le plus grand nombre des pensionnaires de Kerrison sont occupés aux travaux des champs, c'est que « Kerrison reformatory » reçoit surtout des enfants des campagnes.

Pour finir, disons que dans son rapport de 1897, M. Legge, inspecteur général, constate qu'à Kerrison la population est plus paisible qu'ailleurs, ce qui, après ce que nous venons de dire, ne fait point précisément l'éloge de la sagesse des enfants des faubourgs !

### B. *L'école industrielle.*

Le renvoi à l'école industrielle est toujours prononcé par le juge de paix jugeant sommairement, et les cas de renvoi ont été énumérés par l'« act » de 1866, modifié par l'« amendement act » de 1880 :

Sect. 14. « Tout enfant paraissant âgé de moins de « 14 ans et rentrant dans l'un des cas suivants :

Trouvé mendiant ou recevant l'aumône, soit directement, soit sous prétexte de vendre ou offrir quelque chose, ou même se trouvant dans une rue ou sur une place publique dans le but de mendier ou recevoir l'aumône ;

Trouvé errant sans avoir de domicile fixe, ni logement, ni protecteur, ni moyen de subsistance ;

Trouvé abandonné, qu'il soit orphelin, ou que le parent survivant subisse une peine de servitude pénale ou d'emprisonnement ;

Fréquentant la société des voleurs avérés ;

Logeant, vivant ou résidant avec des prostituées, ou dans une maison habitée par des prostituées, ou dans laquelle se pratique la prostitution.

Sect. 15. « Tout enfant paraissant âgé de moins de 12 ans, accusé devant deux juges de paix d'un délit punissable d'emprisonnement ou d'une peine moindre, pour-

vu qu'il n'ait jamais été condamné antérieurement, pour crime en Angleterre ou simplement pour vol en Ecosse.

Sect. 16. « Tout enfant paraissant âgé de moins de 14 ans, si ses parents, beaux-parents, ou tuteurs demandent au juge son renvoi dans une école industrielle, par suite de l'impossibilité où ils se trouvent de le diriger.

Sect. 17. Quand les « gardiens des pauvres d'une paroisse », (union d'assistance), ou le bureau d'administration d'une école de pauvres, ou le conseil de fabrique, représentent à 2 juges de paix qu'un enfant, semblant âgé de moins de 14 ans, élevé dans un « Workhouse » ou une école de pauvres, ou une maison de pauvres paroissiale, est indisciplinable ou bien qu'il est issu de parents dont l'un ou l'autre a été condamné pour crime ou délit punissable de servitude pénale ou emprisonnement. »

Ces écoles sont réservées en somme à des enfants n'ayant pas commis de délit au sens propre du mot, à part le cas d'enfants de moins de douze ans, que la loi traite avec plus d'indulgence à cause de leur âge.

Les pensionnaires des « industrial schools » sont des petits vagabonds, des petits mendiants, orphelins ou enfants abandonnés... plus jeunes que ceux des écoles de réforme et simplement désignés sous le nom de « children », alors que les autres sont appelés « offenders. » On y trouve aussi des enfants dont les parents sont en prison, innovation heureuse que la législation française pourrait bien emprunter à la loi de 1866 ; des enfants fréquentant des « voleurs avérés », ceux-là en petit nombre, je pense, car les repris de justice dont ils font

leur compagnie ont vite fait de les transformer en disciples adroits auxquels la maison de réforme ouvrira ses portes.

La loi Forster (1870) sur l'instruction primaire obligatoire, complétée par une loi de 1876, envoie à l'école industrielle une autre catégorie de mineurs : les réfractaires à l'école ; le juge peut, après un avertissement resté sans effet, envoyer l'enfant amateur d'école buissonnière à l'« industrial school » pour une durée maxima de 2 mois. Les Anglais ont reconnu comme nous que le vagabondage est la cause principale de la criminalité de l'enfant, et ils ont essayé de le prendre à ses débuts : mais le petit vagabond sera-t-il guéri par un séjour si court à l'école industrielle ?

Existe-t-il aujourd'hui de sérieuses différences entre l'école industrielle et le « reformatory », quant au fonctionnement, à la discipline, à l'éducation donnée aux pupilles ? M. Rivière semble nous dire qu'il n'y en a point : « Les écoles de réforme, selon lui, ont fait depuis 30 ans des progrès continus sous le rapport des maîtres, des bâtiments, des soins physiques et de l'éducation morale. On peut donc le dire, aujourd'hui que l'emprisonnement n'est plus obligatoire, la principale différence est celle de l'âge : il est naturel que les fautes d'un garçon de 15 ans soient généralement plus graves que celles d'un enfant de 7 à 12 ans ». (*L'éducation correctionnelle en Angleterre*).

Mais ce mélange dans l'école industrielle, d'enfants de moins de 10 ans avec leurs aînés de 10 à 16 ans est certainement fâcheux,

Nous ne reviendrons pas sur la nécessité d'une sélection. La création d'écoles spéciales pour les plus jeunes serait utile, croyons-nous, ou du moins l'organisation de quartiers spéciaux, isolés, dans les établissements existant déjà, et placés naturellement sous une direction féminine, car il s'agit de tout petits (1).

C. *Les navires-écoles. Les écoles externes. Les écoles de vagabonds.*

Les navires-écoles.

A côté des écoles de réforme proprement dites, des fermes-écoles, dont nous avons indiqué deux types, et des écoles industrielles, il y a en Angleterre, pays de marins, 11 navires-écoles, dont trois écoles de réforme et huit écoles industrielles, ces dernières préparant seules à la marine royale. Mais de nombreuses critiques ont été formulées à leur sujet ; on leur reproche d'abord et principalement leur effectif trop considérable (2), qui empêche la surveillance et rend l'œuvre de réforme plus difficile : d'autre part, l'instruction toute spéciale qu'on y donne ne convient pas à tous les pensionnaires ; tous n'ont pas la vocation, près de moitié ne veulent pas contracter d'engagement pour la mer, et reviennent à terre où, sans métier leur assurant le moyen de gagner leur vie, ils tom-

1. On a proposé aussi la création d'écoles industrielles pour adultes de 16 à 18 ans.

2. Au navire-école Cornwall on compte 250 enfants !

bent vite dans la misère. « Le remède consisterait à établir un système d'échanges entre les établissements ordinaires et les vaisseaux-écoles, de manière à assurer aux élèves un développement plus complet de leurs vocations ». (Rivière : *L'éducation correctionnelle en Angleterre*).

La difficulté, c'est que chaque établissement forme comme un petit état homogène et indépendant : l'entente serait impossible dans ces conditions.

### Les écoles industrielles externes.

Créées par l'« act » de 1876 sur l'éducation primaire, les « day industrial schools » reçoivent les enfants dont les parents travaillent au dehors et qui vagabondent dans les rues pendant tout le temps de leur absence; elles recueillent aussi « l'enfant de plus de 5 ans et encore soumis à la loi limitant les heures de travail, à qui ses parents négligent d'assurer une instruction élémentaire suffisante ». (Elementary Education act. 1876, sect. 12).

La procédure est très simple : plainte de l'autorité scolaire locale devant le juge de juridiction sommaire qui ordonne, s'il le trouve à propos, que l'enfant devra fréquenter la « day school ». Au cas où l'enfant ne se rend pas régulièrement à cette école, une amende est infligée aux parents, mais si les parents justifient d'avoir fait leur possible pour y envoyer leur enfant, celui-ci est confié à l'école industrielle interne.

Comme leur nom l'indique, les écoles industrielles ex-

ternes ne recueillent les mineurs que pendant la journée : ils y restent de 8 heures du matin à 6 heures du soir, assistent à des classes et à des exercices religieux, y prennent le repas du matin et celui de midi et y reçoivent les soins de propreté nécessaires.

Ces institutions donnent, paraît-il, de très bons résultats ; on en compte 20 en Angleterre et 3 en Ecosse (où elles sont appelées « day feeding schools » écoles nourricières externes) ; au 31 décembre 1895 elles contenaient plus de 3.000 enfants. Mais l'œuvre est fort coûteuse : la rétribution de 2 sch. qu'on exige des parents par semaine est d'un recouvrement si difficile ! Néanmoins « l'idée est précieuse, car on peut atteindre l'enfant dès le moment où il sort et avant même l'âge de sept ans, fixé par la loi anglaise comme limite inférieure de l'imputabilité. On tarit donc ainsi le vagabondage dès le premier début de l'habitude ». (Louis Rivière : *L'éducation correctionnelle en Angleterre*).

### Les écoles de vagabonds.

Les écoles de vagabonds ou « truant schools » datent de 1878.

Il n'y a également, d'après M. W. Costekesr, secrétaire de « reformatory schools' bureau », aucune différence entre ces établissements et les « industrial schools » sauf que les enfants qui ne doivent rester qu'une courte période « à l'école sont séparés de ceux qui doivent y demeurer pendant un long terme. La différence n'est que pour la commodité départementale », (Réponse

à la 3<sup>e</sup> question IV<sup>e</sup> section, Congrès de 1895. *Bulletin de la commission pénitentiaire internationale*, mai 1895).

L'enfant est envoyé à la « truant school » pour avoir fait l'école buissonnière : après un séjour d'un mois il peut obtenir l'autorisation de retourner à l'école primaire. S'il manque dans un délai de 3 mois aux conditions d'assiduité qui lui sont imposées dans sa « licence », il est renvoyé à la « truant school ».

Le régime de ces établissements est particulièrement sévère : les pensionnaires sont astreints au silence et il n'y a presque point de récréations : on recherche avant tout l'exemplarité.

Malgré cette sévérité, ou peut-être à cause de cette sévérité trop grande, les résultats ne sont pas brillants ; on déplore près de 40 0/0 de récidives, d'enfants réintégrés plusieurs fois à l'école.

On compte 14 « truant schools » en Angleterre et elles renferment environ 2.000 garçons, car il n'y en a point pour les filles.

Ajoutons que le niveau de l'instruction y est très inférieur à celui des écoles industrielles : cela tient peut-être au trop court séjour qu'y font la majorité des enfants ; les allées et venues constantes nuisent à la bonne tenue des classes.

Aussi nous faut-il avouer que, malgré l'idée fort louable qui a présidé à la création de ces écoles de discipline pour les réfractaires à l'école, la réforme n'est pas suffisante et le système choisi n'est pas le meilleur.

§ 3. — Critiques du système. Les placements; les familles.

D'éminents criminalistes ont fait à ce système correctionnel anglais qui paraît cependant si parfait, de graves reproches que l'on peut classer, d'après M. Rivière (1) sous quatre chefs principaux.

1) Pour réformer l'enfant élevé dans un mauvais milieu, il faut avant tout remplacer par de bonnes influences, les exemples pernicioeux du passé : or, dans l'école où on le mettra, il sera plongé dans « une sélection d'enfants gâtés ».

2) La vie d'école est tout artificielle : elle diffère complètement de l'existence d'un ouvrier : l'enfant ne peut se préparer, dans une école au « struggle for life ».

3) L'école de réforme a l'inconvénient d'avoir été à l'origine un succédané de la prison d'enfants. L'enfant qui en sort est marqué d'une tache, et « je crois qu'en changeant simplement le nom de l'école, l'effet serait le même », et que l'enfant qui sortirait de la « home department school » serait aussi mal vu que celui du « reformatory ».

4) Le système est trop coûteux : « le résultat le plus clair, dit M. Rivière, c'est de donner à l'enfant du paresseux une éducation plus dispendieuse que celle que reçoit le fils de l'ouvrier honnête, et ce dernier,

1. *L'éducation correctionnelle en Angleterre.* Louis Rivière.

« après avoir payé pour son enfant, doit encore payer  
« par l'impôt pour l'enfant abandonné ! »

Or, tous ces inconvénients on les supprime en appliquant le système des placements au dehors, « boarding out », pratiqués depuis quarante ans en Écosse.

### *Les placements.*

Une loi anglaise « pour prévenir les sévices *contre* les enfants » (c'est la loi française du 16 juillet 1889) permet d'user du mode de placement au dehors toutes les fois qu'une personne charitable veut bien se charger de la garde de l'enfant : cette mesure qui ne concerne que les enfants abandonnés ou maltraités, n'aurait qu'à être généralisée et étendue même aux mineurs coupables (1).

Mais, et c'est là une objection que ne manquent pas de faire les partisans du système des écoles, le choix des nourriciers est des plus difficiles, et d'autre part le nombre des patrons qui demanderont des apprentis, plus sujets à caution que d'autres, sera assez limité.

En outre, il faudra éviter de donner des pupilles à ceux qui en demanderont par pure spéculation et à ceux qui ne réuniront pas toutes les conditions de moralité et de conduite désirables.

Il faudra un contrôle sérieux sous forme d'inspections fréquentes et imprévues (2).

1. Il ne s'agit pas ici de placements d'enfants libérés provisoirement du « reformatory » ou de l'« industrial school », placements autorisés du reste, par la loi de 1857. Ces placements demandés par nos voisins, ce sont ceux de notre loi d'avril 1898.

2. Le système fonctionne déjà avec succès en Angleterre, paraît-

*Les familles.*

Enfin entre ces deux système, écoles d'une part, placements de l'autre, se trouve une troisième proposition, pour ainsi dire intermédiaire, c'est le système suisse des « familles », ou des petits groupements composés d'une quinzaine d'enfants et placés sous la direction d'un maître spécial.

Le plus ancien établissement anglais de ce genre (1) ne date que de 1870, c'est le « Princess Mary's Home » (Surrey) : les 180 jeunes filles qu'il contient sont groupées douze par douze dans des chalets disséminés au milieu d'un grand parc.

Aussi bien, tous ceux qui étudient les questions d'éducation correctionnelle pour la jeunesse sont unanimes à se prononcer contre les grosses agglomérations ; quelques-uns seulement ont préconisé ce procédé de concentration parce qu'ils le croyaient économique.

Nous avons vu comment leur répondait M. Joly, chiffres en main. Mais pour ceux-là même une population de 150 enfants dans une seule colonie est le grand maximum ; ils condamnent absolument Feltham avec ses 700 pensionnaires, comme ils condamnent Mettray avec ses 500 pupilles.

il ; le docteur Barnardo élève ainsi plus de 4.000 enfants : son principe est de ne pas confier plus de trois enfants à la même famille et de ne pas placer plus de dix enfants dans la même localité.

4. Il n'en existe pas encore pour les garçons.

§ 4. — **Conclusions françaises.**

En quelques mots nous allons essayer de dégager du système anglais certaines mesures qui nous paraissent excellentes, et dont nous pourrions profiter.

Remarquons d'abord que si le chiffre total des enfants élevés dans les écoles anglaises (22.190 en 1895) est de beaucoup supérieur à celui de nos colonies pénitenciaires (6.519), cela tient en grande partie à ce fait que l'Angleterre prend l'enfant tout jeune et l'envoie en correction, alors que son caractère peut encore être réformé. Le quart des enfants des « reformatories » ou des « industrial schools » a moins de 10 ans. En France, au contraire, l'admission avant 10 ans est exceptionnelle ; à peine dix pour cent.

Saisissons donc l'enfant tout petit, avant qu'il soit tout à fait perdu ; ne le relâchons pas, comme nous le faisons trop souvent, à la première arrestation, et remettons-le à une école due à l'initiative privée : nous avons vu la place prédominante de ce genre d'écoles en Angleterre ; recherchons le concours de généreux particuliers, stimulons-le et que l'État élève le taux de sa subvention ; que, dans l'école privée enfin, cette éducation des tout petits soit confiée à des femmes dévouées dont l'influence est heureuse ; personne n'en doute.

Adoptons aussi pour les mineures prostituées le système des petites familles, mais en le modifiant et en en faisant une récompense, une sorte de semi-libération,

après une détention que nous croyons indispensable ; appliquons aussi à ces enfants la loi anglaise de 1880 (1), ce sera une excellente mesure préventive.

Pour le placement au dehors, c'est chose délicate et difficile quand on n'a pu encore juger l'enfant et l'étudier à fond, comme on peut le faire lorsqu'il passe plusieurs années à l'école de réforme : l'application de la loi du 19 avril 1898 devra, croyons-nous, être faite chez nous avec la plus grande circonspection.

Quant aux placements de la « licence » anglaise, multiplions-les en France, essayons de donner à l'enfant la confiance en lui-même, qu'il se croie digne d'être reclassé, qu'il voie aussi que la chose est possible, il travaillera avec plus de courage.

Enfin, j'ajouterai, quoique cette question ne rentre pas dans le programme que je me suis tracé, contre les réfractaires à l'école (2), qui fournissent de nombreuses recrues à l'armée du vagabondage et du crime, organisons, nous aussi, des écoles de punition à discipline rigoureuse.

L'Angleterre nous a donné l'exemple du véritable esprit de tolérance, de l'esprit « unsectarian », suivant le mot consacré, en acceptant tous les concours, même ceux des catholiques tenus si longtemps hors la loi commune : reconnaissons le mal que cause en France l'esprit sectaire ;

1. L'« act » du 2 août 1880 dispose que toute mineure logeant, vivant ou résidant avec des prostituées notoires sera placée de ce fait sous le régime des écoles industrielles.

2. Sur la population des écoles primaires qui est en France de 5 millions et demi on compte environ 600.000 enfants réfractaires.

répétons-nous que le scepticisme religieux pratiqué dans les familles est une des causes les plus certaines de la criminalité de l'enfant, rappelons-nous enfin que notre vieille loi de 1850 a pour ainsi dire gravé sur son frontispice la nécessité de donner à l'enfant une éducation morale et religieuse, qu'elle a considéré la religion comme devant être un auxiliaire puissant dans la réforme du mineur coupable.

---

## CHAPITRE II

### LE RÉGIME BELGE

La Belgique a devancé la France dans son organisation pénitentiaire à l'égard des mineurs : dès 1847 (1) le gouvernement créa deux établissements : St-Hubert pour les garçons, Namur pour les filles, à l'usage des *condamnés* reconnus comme ayant agi sans discernement. Les mineurs acquittés de l'article 72 du Code pénal belge (notre article 66) sont envoyés à l'école de réforme organisée par une loi du 3 avril 1848 ; enfin les petits mendiants ou vagabonds sont recueillis dans les dépôts de mendicité.

Pour ceux-là surtout une réforme s'imposait, et une réaction heureuse se manifesta de bonne heure contre ces asiles qui offraient des dangers réels pour les mineurs mêlés aux pires malfaiteurs.

Toutefois le législateur de 1866 (2) qui proposa la suppression complète de ces établissements, ne fut pas plus heureux que celui de 1848. On se contenta d'appliquer

1. Règlement du 11 Août 1847.

2. Loi du 6 Mars 1866.

l'emprisonnement cellulaire aux mendiants et vagabonds adultes et valides, pour réserver les dépôts de mendicité aux invalides, aux vieillards et aux mineurs. On devait éviter ainsi la promiscuité, mais l'encombrement qui se produisit dans les prisons ne permit pas de réaliser en fait les intentions du législateur, et comme par le passé les vagabonds ou mendiants valides, après, cependant, un emprisonnement de 15 jours au plus, furent dirigés sur les dépôts de mendicité. D'autre part, « la loi de  
« 1866, tout en accordant une certaine tolérance pour la  
« mendicité, érige néanmoins en délit le fait isolé de  
« tendre la main ou de se trouver momentanément sans  
« travail et sans abri ; elle ne distingue pas ce qui, dans  
« la mendicité et le vagabondage, ne doit faire l'objet que  
« de mesures préventives et ce qui appartient à la ré-  
« pression : elle place au même rang la misère et le vice  
« et frappe des mêmes peines le malheureux qui ne  
« mérite que la pitié et le mendiant de profession ou le  
« vagabond vicieux » (M. Lejeune : Exposé des motifs déposé sur le bureau de la Chambre des représentants Belges, séance du 12 novembre 1890).

Enfin la durée d'internement est trop courte pour apprendre un métier à ceux qui n'en ont pas, et pour réformer ceux qui seraient encore susceptibles d'amendement.

Aussi bien M. Lejeune, l'éminent rapporteur, propose d'organiser des dépôts de mendicité consacrés exclusivement à la correction pour les individus valides, les mendiants de profession, les souteneurs de filles publiques, et les mineures prostituées qui y seront soumis à un

régime rigoureux, et d'autre part, des maisons de refuge pour les malheureux, vieillards ou infirmes, dans l'impossibilité de travailler (1); en outre, M. Lejeune ne veut pas d'admission dans ces établissements d'individus de moins de 18 ans, et sépare complètement les adultes de 18 à 21 ans d'avec ceux d'un âge plus avancé.

Le délai de 6 mois de détention dans le dépôt de mendicité de la loi de 1866, est reconnu insuffisant, on propose de supprimer l'emprisonnement préliminaire, dérisoire et inutile, et d'autoriser le juge à élever jusqu'à sept ans la durée de la mise à la disposition du gouvernement.

La loi du 6 mars 1866 fixait à 14 ans la majorité pénale : à partir de cet âge, le délinquant cessait d'être considéré comme un enfant et pouvait, comme l'adulte, être mis à la disposition du gouvernement : on élèvera à 16 ans cet âge de la majorité pénale, au-dessous duquel l'enfant sera confié à l'autorité communale jusqu'à sa majorité légale.

L'article 25 du projet de M. Lejeune permettait au juge de paix d'ordonner, au cas où les parents de l'enfant ont un domicile certain dans le pays, et lorsque l'état de vagabondage ou de mendicité du mineur est prouvé, l'internement provisoire de l'enfant dans une école de bienfaisance de l'État, jusqu'à ce que le président du tribunal civil décide s'il y a lieu de l'y laisser ou de l'en retirer pour le placer ailleurs, avec l'agrément du Ministre de la justice.

1. Cette première proposition deviendra l'article 2<sup>e</sup> de la loi de 1891.

En outre il réclamait la séparation complète, à l'école de bienfaisance, des enfants de moins de 13 ans d'avec les mineurs plus âgés, et une autre sélection entre les pensionnaires de 16 ans et les adultes.

Enfin, plus de prison ni d'amende (article 26 du projet) pour les enfants de moins de 16 ans coupables d'infractions n'entraînant que des peines de simple police : on reconnaît les funestes effets des courts emprisonnements. Le juge de paix mettra à la disposition du gouvernement le mineur traduit devant le tribunal de police du chef d'une de ces infractions, s'il juge que l'intérêt du mineur réclame cette mesure.

En matière de vagabondage et de mendicité jusqu'à l'âge de 18 ans, les enfants seraient internés dans une école de bienfaisance.

Votée le 27 novembre 1891, la loi Belge sur la répression du vagabondage et de la mendicité est, à part quelques modifications (1), conforme au projet de M. Lejeune :

L'article premier ordonne la création de dépôts de mendicité, de maisons de refuge, d'écoles de bienfaisance. Les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, resteront affectés aux adultes ayant dépassé l'âge de 18 ans.

« Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis qui seront mis  
« par l'autorité judiciaire à la disposition du gouvernement, ou dont l'admission aura été demandée par l'autorité communale » (al. 3 art. 2).

1. Ainsi l'on n'envoie plus les mineures prostituées dans les dépôts de mendicité.

« Les frais d'entretien et d'éducation des individus placés dans les écoles de bienfaisance de l'État, seront à la charge de l'État pour une moitié, et pour l'autre moitié à la charge, soit de la commune de leur domicile de secours, s'ils ont été mis à la disposition du gouvernement par une décision de l'autorité judiciaire, soit de la commune qui aura demandé leur admission » (article 36).

Il y a donc, à l'heure actuelle, en Belgique trois sortes d'établissements créés pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

1) *Les dépôts de mendicité* : seuls établissements de ce genre à l'origine, ils servaient à l'internement de tous les vagabonds et mendiants vicieux ou malheureux. Depuis la fondation des maisons de refuge, ils servent de maisons de correction pour les seuls individus valides, souteneurs, professionnels du vagabondage, etc., lesquels y séjournent de 2 à 7 ans.

2) *Les maisons de refuge* : création de la loi, ne renfermant que les vagabonds malheureux, vieillards ou invalides. Toutefois, il ne faut pas les considérer comme des hospices, et envoyer dans ces établissements tous les indigents, les ouvriers malades ou âgés et sans travail ; « il est préférable de secourir ceux-ci au moyen des subsides des bureaux de bienfaisance que de les envoyer dans les maisons de refuge où la plupart des colons ont une tare antérieure... : il faut réserver ces établissements à ceux dont la moralité est douteuse ». (M. Golenvaux : Réponse à la première question du congrès de

Namur de 1896 : *Bulletin de la société générale des Prisons* mars 1897).

3) *Les écoles de bienfaisance* qui nous retiendront plus longtemps, car elles seules sont destinées aux mineurs (de 16 ou 18 ans selon les catégories). Elles renferment les enfants mis par les juges à la disposition du gouvernement, et ceux qui leur ont été confiés par l'autorité communale du domicile de secours du mineur (1); ces derniers sont du reste en très petit nombre.

Les enfants mis à la disposition du gouvernement peuvent être classés en 4 catégories :

a. Mineurs de 18 ans convaincus de mendicité ou de vagabondage.

b. Mineurs de 16 ans condamnés à un emprisonnement de moins de 8 jours et à une amende de moins de 26 francs.

c. Mineurs de 16 ans acquittés de l'article 72 du Code pénal.

d. Mineurs de 18 ans condamnés à l'emprisonnement, après avoir subi cet emprisonnement.

#### § 1. — **Les maisons de bienfaisance.**

Il existe en Belgique six écoles de bienfaisance :

4 pour les garçons : *Ruyssede, Reckheim, St.-Hubert, Moll.*

1. Après autorisation ministérielle et du consentement de la personne qui exerce sur l'enfant la puissance paternelle.

2 pour les filles : *Beernem, Namur.*

Il me semble intéressant de rapporter ici quelques détails d'une visite faite par M.E.Garçon en 1894 (1), à deux de ces écoles : Ruysselede et Beernem, de sorte que nous pourrions nous faire une idée, d'après ces deux types, des écoles destinées aux garçons et de celles réservées aux filles.

#### L'école de bienfaisance de Ruysselede.

Située en pleine campagne, entre Gand et Bruges, elle renferme près de 600 enfants : son aspect extérieur étonne tout d'abord., « Pas de mur d'enceinte, pas de « gardes, nous raconte M. Garçon, pas de clefs qui grincent, mais des portes toutes grandes ouvertes... » Les enfants vont et viennent librement sans surveillance... au moins sans qu'elle apparaisse « Ils ne sont pas traités en « détenus, pas même en collégiens ! »

Mais, de cette liberté qui semble pourtant bien effrayante et dangereuse, les enfants n'abusent pas, paraît-il : et, selon le témoignage du directeur, il n'y a eu à Ruysselede durant trois années qu'une seule évasion ! Cela semble évidemment très-extraordinaire, étant donné que les jeunes pensionnaires de l'école de bienfaisance sont tous indisciplinés et d'humeur peu sédentaire.

« Ils y restent, nous dit M. Garçon, parce que, après « une vie très infortunée, ils y trouvent le repos, le bien-être et un peu le bonheur.. Comment ne se plairaient, « ils pas dans cette maison où l'on prend autant de soin

2. *Bul. de la Société Gén. des prisons*, mars 1895.

« de les distraire que de les instruire ? » L'école en effet possède jusqu'à un petit théâtre ; et puis les promenades au dehors sont fréquentes ; quelquefois même on pousse jusqu'à la mer.

Bien plus, on accorde aux enfants qui le méritent des congés individuels : le petit pensionnaire peut obtenir de s'en aller seul à la « ducasse » de son village ; on ne craint même pas pour lui les grandes villes et le directeur accorde des permissions pour Bruges et Gand au moment des fêtes municipales. Et, chose étonnante, il n'y a pas d'exemple qu'un enfant ait manqué l'appel à l'heure fixée pour le retour ! Mais on a toujours soin que le jeune permissionnaire ait un peu d'argent sur lui : au moment du départ, le directeur, après un petit speech, lui remet une pièce blanche : « Ils doivent en effet, dit « M. Garçon, se sentir comme tous les autres, et surtout « il ne faut pas les tenter » (1).

La fondation de Ruysselede est de l'époque où régnait sans partage la théorie française de Demetz sur l'éducation correctionnelle : aussi l'école est-elle bâtie sur le même modèle que Mettray ; c'est une grande ferme entourée de 260 hectares de terre, renfermant deux cents bêtes à cornes et plusieurs troupeaux de moutons et de porcs.

Remarquons cependant qu'on ne s'est pas obstiné chez nos voisins, comme nous nous l'avons fait trop long-

1. Tout cela est fort beau ! n'oublions pas toutefois que ces sorties ne sont pas accordées à tous les pensionnaires, mais seulement aux élèves tout à fait bien notés, à ceux dans lesquels on a pleine confiance.

temps, à forcer l'enfant de travailler à la terre, malgré lui ; après quelques semaines de travaux au grand air pour le fortifier, le pensionnaire de Ruysselede est placé dans un atelier. « L'école a des ateliers de serrurerie, de « charronnage, de vannerie... et de tissage, presque tous « ces métiers sont bien choisis, nous dit M. Garçon, je « ne ferai de réserves que pour le dernier qu'on ne peut « guère exercer aujourd'hui hors des manufactures. Il « m'a toujours semblé que l'enfant confié à l'administra- « tion devait apprendre un de ces métiers que j'appelle- « rai individuels. Je veux le voir le jour du placement « dans la boutique d'un brave homme, qui n'emploie que « deux ou trois ouvriers et qui pourra le surveiller pa- « ternellement... L'enfant sorti de l'école correction- « nelle (quel que soit son nom officiel) court plus de « dangers qu'un autre..., craignons pour lui l'atelier « commun, l'usine avec sa promiscuité, et plaçons-le « dans un milieu plus reposé et plus sain. »

Quant à l'instruction, elle est assurée par six instituteurs qui ne dirigent que les classes des enfants de moins de 14 ans. L'éducation religieuse est donnée par deux aumôniers.

Les statistiques constatent une porportion de 12 0/0 de récidives à Ruysselede. C'est déjà assez beau comme résultat ; peut-être obtiendrait-on mieux encore si le séjour des pensionnaires y était plus prolongé, mais il paraît que les entrées y sont nombreuses et les places limitées, de sorte que l'on est souvent obligé de faire des placements hâtifs. « C'est une banalité de dire que l'édu-

« cation qui tend à créer des habitudes, exige la patience  
« et le temps » (1).

### L'école de bienfaisance de Beernem.

L'école de Beernem placée sous la même direction que Ruyselede lui est juxtaposée, mais il n'y point pour cela la moindre promiscuité entre leurs pensionnaires (2). Les deux écoles se complètent pour ainsi dire sous le rapport de l'administration : Ruyselede fournit à Beernem le pain, la viande, les légumes, et les jeunes filles de Beernem entretiennent les vêtements et le linge de leurs voisins.

« Beernem, d'après l'impression que nous rapporte  
« M. Garçon, a l'aspect d'un couvent de jeunes filles et  
« d'une ferme », d'une ferme assez importante encore, car elle couvre 62 hectares. Les élèves qui sortent de Beernem connaissent les soins du bétail et les travaux des champs, elles feront des filles de ferme consommées.

Bien plus, on apprend à ces jeunes filles tous les travaux de femme : il y a des ateliers de repassage, des buanderies..., on ne néglige pas non plus la cuisine et « les  
« grandes, chacune leur tour, font la soupe, et au besoin  
« gâtent quelques sauces. »

Treize sœurs de Namur donnent à ces jeunes pensionnaires (elles sont 250 environ) leurs soins les plus dévoués et les plus éclairés.

1. M. Garçon. Une excursion à Ruyselede et à Beernem (*Bul. de la Société gén. des prisons*, mars 1895).

2. On cherché le voisinage de deux maisons dans le but de faire des économies.

### L'école de bienfaisance de Namur.

J'ai visité tout récemment avec un réel intérêt l'école de bienfaisance de Namur : depuis deux ans cet établissement ne reçoit plus que des filles mineures, et le très distingué directeur qui m'en a fait aimablement les honneurs paraît content de n'avoir plus à redouter les dangers pouvant résulter, malgré toutes les précautions possibles, du voisinage d'une école de garçons.

On compte à Namur 450 filles dont 140 environ de l'article 72 du Code pénal ; toutes doivent avoir plus de 13 ans pour y être reçues, les plus jeunes vont à Beernem.

Cette petite colonie est répartie dans cinq quartiers absolument distincts. L'un d'eux est réservé aux mineures de l'article 72, un autre sert de quartier d'observation ; chaque jeune fille y est reçue à son arrivée et y séjourne en moyenne deux mois, jusqu'à ce qu'on sache la catégorie dont elle doit faire partie ; on ne s'attache pas, en effet, à classer les enfants d'après leur âge (la classification la plus importante dans ce sens a été déjà faite, remarquons-le, puisque on ne reçoit à Namur que des filles de plus de 13 ans). On fait des sélections entre elles d'après leurs antécédents, les renseignements obtenus sur leur moralité...

Plus ici de cette divison, très en honneur autrefois en Belgique, entre les vagabondes et les mineures prévenues d'autres délits et, si nous trouvons les mendiantees séparées des jeunes filles de l'article 72, ce n'est pas dans le but de les soumettre à un traitement plus doux, mais au contraire parce qu'on craint qu'elles ne gâtent encore

davantage ces dernières. Et la sage expérience de M. le directeur de Namur vient nous confirmer dans notre opinion émise plus haut, qui est aussi, je crois, celle de M. Berthélémy.

A Beernem on veut faire des filles de ferme ; à Namur, des servantes et des cuisinières bourgeoises ; aussi n'emploie-t-on les pensionnaires qu'à des travaux de ménage ; elles passent de l'atelier de couture à la buanderie, de la buanderie à la cuisine..., de sorte qu'après un séjour à l'école qui est en moyenne de 4 ans, la jeune fille peut trouver facilement à se placer ; les sociétés de patronage l'y aident au besoin.

Elles ne travaillent du reste que pour elles, confectionnent et entretiennent leur trousseau ; elles ne touchent aucune rémunération pour leur tâche, mais des livrets de caisses d'épargne sont accordés aux filles laborieuses à l'occasion des grandes fêtes, de sorte qu'à leur sortie elles ont presque toutes un petit pécule.

Deux heures par jour sont consacrées aux classes primaires de flamand pour les Flamandes, de français pour les Wallonnes. Les deux langues sont obligatoires pour les aînées.

Chaque quartier a son personnel dirigeant et enseignant : vingt-huit religieuses de Champion sous la direction d'une supérieure donnent à ces jeunes filles tous leurs instants et les soins les plus dévoués. Il règne dans cet établissement, au milieu de tous ces « gros ménages » comme disent les bonnes sœurs, un ordre parfait, une propreté méticuleuse, les jeunes filles sont gaies et les cours de récréation retentissent de leurs rires, mais

une fois à l'atelier ou en étude, c'est le silence absolu, la meilleure tenue.

L'instruction religieuse y est naturellement donnée avec zèle, les pensionnaires (elles appartiennent toutes, à part une protestante, au culte catholique romain) doivent entendre la messe et assister aux offices le dimanche ; chaque quartier a son oratoire distinct et la chapelle a la forme d'un T avec l'autel au milieu.

Un mot pour finir sur certaines dispositions intérieures de l'établissement qui m'ont paru fort heureuses : en dehors des salles de classe, des cuisines, buanderie, etc., chaque quartier est construit d'ingénieuse façon : au rez-de-chaussée l'atelier avec des petites tables séparées et aux murs de pieuses images et des gravures instructives ; prenant jour sur cet atelier, trois étages de corridors sur lesquelles s'ouvrent les petites chambres aux parois épaisses, où les pensionnaires rentrent le soir. C'est, soit dit en passant, le seul établissement belge où les élèves sont ainsi séparées pendant la nuit. Grâce à cette disposition ingénieuse, il n'y a pas de place perdue et la surveillance n'en est que plus sérieuse.

Somme toute, religieuses et directeur sont fort satisfaits de leurs pensionnaires et ils ont lieu de l'être, je crois : le petit quartier de discipline à l'usage des mauvaises têtes reste toujours vide, et l'infirmerie qui a été inoccupée onze années durant, est également déserte.

Terminons en faisant avec M. Joly qui est allé visiter l'établissement en 1895, la réflexion suivante... « Les colonies qui approchent le plus de la perfection sont celles « dont la population descend au-dessous de cent. Et la

« Belgique, outre qu'elle a diminué quelque peu l'importance numérique de ses agglomérations, (l'école de bienfaisance de Moll a été créée dans ce but) s'applique heureusement à tempérer le danger du mal par d'ingénieuses subdivisions d'abord, et aussi par le soin qu'elle apporte à la surveillance », (*Bulletin de la société générale des Prisons*, avril 1895). Rappelons en effet qu'à Namur on compte une religieuse pour 15 jeunes filles, alors qu'à Mettray on trouve un surveillant pour 25 garçons et à St-Hilaire un pour 35 !

## § 2. — Critiques du système belge. Les placements

Le système belge, malgré ses avantages, a été l'objet de nombreuses critiques.

Tout d'abord la question du principe même a été attaquée :

A l'assemblée de la Chambre des représentants, en mai 1893, M. Wœste s'est vivement élevé contre la mise à la disposition du gouvernement des enfants mineurs pour les délits de moindre importance : c'est là, selon lui, une atteinte fort grave au droit de la famille, et il faudrait remplacer cette mesure trop sévère pour les délits n'emportant pas condamnation à plus de 8 jours de prison ou à moins de 26 francs d'amende, par une réprimande du juge de paix et une amende légère.

Nous répondrons à M. Wœste avec M. Thiry (*Revue de Belgique* : « Nos jeunes délinquants ») que la mise à la dis-

position du gouvernement n'est pas une peine, un moyen de répression devant être proportionné à l'infraction commise : En réalité ce n'est qu'un mode d'éducation, destiné à remplacer l'éducation que ne donnent pas les parents, ou qu'ils donnent mauvaise.

C'est au juge de paix qu'incombe le soin de rechercher si le délit commis révèle les vices de l'éducation reçue : il ne statue que quand il s'est rendu compte de la vie habituelle du délinquant et du danger qu'il peut y avoir à le replonger dans cette existence.

Enfin, on a aussi condamné l'idée de l'école de bienfaisance belge : on lui a fait son procès, comme on a fait celui des écoles anglaises.

C'est le docteur Semal (1) qui trouve que les établissements de réforme ne développent pas suffisamment la volonté et l'initiative de l'enfant.

« Il s'y endort dans une certaine mollesse, il n'a nullement souci des besoins du jour et du lendemain, assuré qu'il est de sa nourriture et de son logement. Naturellement il travaille peu et mal, et à sa libération il ne fera jamais un bon ouvrier ».

M. Thiry, professeur à l'université de Liège, est du même avis (2) ; il a trouvé que toutes les pensionnaires de Beernem « vivent d'une façon tout artificielle et paraissent privées de personnalité ». Elles obéissent à tout « ce qu'on leur dit, raconte-t-il, comme une machine obéit au machiniste, comme la personne hypnotisée obéit à l'hypnotiseur ».

1. *Bul. de la Société. Gén. des prisons*, mai 1879.

2. *Bul. de la Société Gén. des prisons*. juin 1893.

La directrice de l'école aurait même avoué que beaucoup de jeunes filles se conduisent mal à leur libération, et M. Thiry en conclut que cela vient en grande partie de ce qu'il leur manque à toutes la capacité de se tirer d'affaires toutes seules. Il faudrait, pour donner à ces enfants l'expérience de la vie, leur faire connaître le mal, comme on leur enseigne le bien, « en les entourant toujours d'une bienfaisante tutelle ».

La suite ordinaire de ces reproches, c'est la proposition que font le docteur Semal, M. Thiry et d'autres encore, de remplacer l'école par le placement familial, et de mettre en apprentissage dans un milieu honnête et travailleur le mineur vicieux et paresseux. « Casé dans une famille où l'habitude du travail est prise, l'enfant, dit le docteur Semal, en contracte l'habitude, parce qu'il en voit tous les jours le besoin inexorable. Sous peine de se sentir isolé dans un semblable milieu, et un objet d'étonnement ou de répulsion, il sent la nécessité de travailler : il en contracte, lui aussi, le besoin ; cette nécessité devient bientôt une habitude, puis l'enfant travaille par goût ».

Aussi bien, la loi même de 1891 a autorisé dans son article 30 (1) ce placement familial pour tous les enfants

1. L'article 30 de la loi de 1891 est ainsi conçu : « Les enfants mis à la disposition du gouvernement conformément aux articles 25, 26, 27, de la présente loi et de l'article 72 du Code pénal, pourront, après avoir été internés pendant six mois sans interruption, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan. Ils pourront aussi, avec l'assentiment de leurs parents ou tuteurs, être placés dans un établissement public ou privé d'instruction ou de charité.

internés à l'école de bienfaisance, *mais après un séjour de six mois.*

Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit plus haut quand il s'agissait du régime anglais, de la difficulté des placements, et des répugnances qu'ont beaucoup de patrons à employer des enfants sortant de la maison de correction : il faut que le milieu où l'on placera le mineur réunisse les mêmes avantages que l'école de bienfaisance, que la famille qui se chargera de l'enfant remplisse toutes les conditions de moralité désirables, et que la surveillance y soit sérieuse.

M. Thiry émet ici une opinion que l'on ne saurait trop louer : il serait bon, selon lui, que le jeune apprenti reçût un léger salaire aussitôt qu'il serait apte à rendre quelques services au nourricier, et cela pour deux raisons : « L'enfant dit, M. Thiry, doit être encouragé au « travail : Or, rien ne peut lui donner ce courage comme « le paiement d'un salaire, grâce auquel il pourra se « procurer quelques petites satisfactions, grâce auquel « surtout il pourra se créer un petit capital d'économies. « D'un autre côté, le placement en famille présente toujours un danger, celui d'une spéculation exercée par « le nourricier ; or le meilleur moyen de combattre et « d'écarter ce danger consiste dans l'obligation de payer « des gages à l'apprenti » (*Bulletin de la société générale des Prisons*, juin 1893).

Enfin, toujours d'après M. Thiry, on devrait payer une pension au nourricier : l'enfant sortant de l'école de bienfaisance et placé dans une famille ne doit pas être confondu avec le jeune garçon que le fermier embauche

comme domestique pendant quelques mois de l'année, au moment de la moisson par exemple.

Le petit libéré devra être traité comme l'enfant de la famille : on l'enverra à l'école primaire et il sera surveillé par ses parents nourriciers, comme le fils est surveillé et dirigé par ses père et mère.

Il est évident que si l'on n'accorde pas un avantage spécial au nourricier, en lui payant une pension assez forte pour assurer l'entretien de l'enfant confié à ses soins, il préférera prendre un jeune domestique qu'il pourra traiter comme bon lui semblera, sans avoir à subir aucun contrôle (1), il se refusera à prendre le mineur sortant de l'école de bienfaisance, lequel sera toujours plus ou moins à ses yeux et à ceux de tous les gens du village, un condamné.

1. Je ne suis point ici tout à fait de l'avis de M. Thiry : je crains que le fermier dont il parle ne veuille pas recueillir, même dans ces conditions, l'enfant sorti de l'école de bienfaisance : s'il a besoin d'un jeune domestique pour l'aider dans ses travaux des champs (et cette nécessité ne se fera guère sentir que pendant quelques mois de l'année), il embauchera un petit gars du village qu'il logera, nourrira, payera à sa guise, plutôt que d'employer le petit libéré, dont il se méfierait, dont il n'aurait pas le temps de s'occuper et encore moins d'envoyer à l'école primaire et qui, enfin, ne remplirait pas le même but. Et, selon moi, la légère rétribution qu'on pourrait lui offrir pour cela ne le ferait pas changer d'avis.

Si l'on exige, comme le demande le distingué professeur, qui le nourricier fasse donner à l'enfant une instruction primaire, qu'il s'occupe attentivement de son éducation et qu'il exerce sur lui une active surveillance, il vaudra mieux confier ce petit libéré à de vieux ménages presque indigents, à des femmes âgées ou infirmes qui auraient le loisir de s'occuper de lui et auxquels la petite pension du gouvernement serait souvent d'un grand secours.

§ 3. — **Le juge de paix.**

Avant de clore notre étude sur le système belge, il nous paraît intéressant d'arrêter un instant notre attention sur l'organisation de l'autorité judiciaire devant laquelle se présente le mineur délinquant.

Elle présente une simplicité qui est en droit d'étonner: son fonctionnement dépend essentiellement d'un magistrat unique: le juge de paix; « c'est le rouage central, le grand ressort, qui met tout en mouvement » (1). Devant lui passent tous les individus arrêtés depuis la veille et détenus à la geôle locale; il lui faut statuer vite, car d'après l'article 7 de la Constitution Belge, tout individu arrêté « doit recevoir dans les vingt-quatre heures de son arrestation, notification d'une ordonnance de justice confirmant ou annulant la mesure dont il est l'objet. »

La sentence du Juge de Paix est sans appel, et peut être grave, car elle peut priver un individu de sa liberté pendant 7 ans. Le magistrat a deux sources de renseignements pour éclairer sa religion; il demande télégraphiquement au Ministère de la Justice à Bruxelles communication du casier judiciaire spécial qui relate les condamnations antérieures des vagabonds et mendiants arrêtés, et l'autorité de la dernière résidence du prévenu lui en fournit d'autres.

1. MM. Ferdinand Dreyfus, Louis Rivière. J. Drioux. Réponse aux 6<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> quest. I et III<sup>e</sup> sections congrès 1895 : *Bul. Com. Pén. Int.*, avril 1895 : L. Rivière, *Les Législations étrangères*.

Si le casier judiciaire est muet et si les renseignements du dernier domicile sont satisfaisants, le juge de paix fera mettre l'individu en liberté ; et même, grâce aux fonds mis à sa disposition par les sociétés de patronage, il pourra peut-être faire entrer ce misérable dans un asile en attendant qu'il puisse trouver du travail.

Au cas contraire, ce sera l'envoi au dépôt de mendicité, à la maison de refuge, ou bien à l'école de bienfaisance, si c'est un mineur.

On s'est fort récrié contre l'énormité du pouvoir donné aux juges de paix. Mais cette autorité si étendue ne date pas d'hier. C'est une loi du 1<sup>er</sup> mai 1849 qui leur a donné la connaissance des délits de vagabondage et autres semblables, et c'est la manière dont ils ont mené cette répression qui a poussé le législateur de 1891 à augmenter encore leurs pouvoirs :

Aussi bien le gouvernement a su leur faire une situation importante par le taux de leur traitement et par la valeur des hommes choisis. Vivant au centre du canton, familier avec les habitudes du pays, connaissant tout le monde, estimé de tous, le juge de paix est mieux que tout autre magistrat, à même de rendre prompt et bonne justice.

#### § 4. — Conclusions françaises.

Il y a dans le régime belge quelques mesures heureuses que nous ne saurions trop apprécier.

Nous avons constaté la préoccupation de l'administration pénitentiaire à diminuer les effectifs des écoles de bienfaisance : nos voisins ont reconnu que le nombre de leurs établissements de ce genre était insuffisant, et tout en en créant de nouveaux, ils ont fractionné la population de chaque école d'une manière ingénieuse : c'est la théorie des petits groupements fort bien comprise, avec surveillance plus sérieuse des enfants : nous pouvons trouver là un exemple à suivre.

Approuvons aussi dans un autre genre d'idées la proposition de M. Thiry, du salaire à l'apprenti, car nous sommes d'avis qu'il est important de relever l'enfant à ses propres yeux.

Répétons, par contre, que le changement d'étiquette, réalisé par la Belgique avant tous les autres pays, ne signifie pas grand'chose : L'enfant sortant de Ruysselede qui est une *école* cependant, et même une école sans mur de clôture, (ce qui est rare), sera toujours marqué d'une tare aux yeux du patron qui se chargera de lui.

Quant à la procédure rapide et simple du système belge, sans le long emprisonnement préalable avec les dangers de la promiscuité pour l'enfant, elle est assez pour nous tenter. Mais il ne faut pas, selon moi, croire la chose possible en France. Le juge de paix de nos campagnes n'est pas un magistrat de carrière comme en Belgique. On a prétendu que beaucoup s'occupent de politique plus volontiers que de leurs fonctions judiciaires ! Dans tous les cas, rien ne les a jusqu'ici préparés à ce rôle spécial et il y aurait de ce chef toute une organisation à refaire.



## TROISIÈME PARTIE

---

### CONCLUSION

#### DÉFAUTS DE NOTRE SYSTÈME PÉNITENTIAIRE.

#### QUELQUES VŒUX.

La France est, selon l'expression du directeur d'une école de réforme étrangère, « le pays de la belle théorie ». Notre loi de 1850 a donné le branle à l'Europe entière, et l'idée de M. Demetz s'est rapidement propagée dans toutes les nations civilisées. Mais nos belles théories ont fait comme toujours plus de bien aux autres qu'à nous, et à l'heure actuelle plusieurs peuples voisins nous ont devancés dans l'œuvre généreuse de l'éducation et du relèvement de l'enfance coupable, idée dont nous avons posé le principe dans notre loi du 5 août 1850.

Nous pouvons dire que le lendemain même de cette loi, la législation et l'administration pénitentiaire françaises se sont arrêtées dans la voie qu'elles s'étaient tracée, ou tout au moins que leurs progrès ont été bien lents (1).

1. Un demi-siècle après la loi de 1850, on trouve des articles de cette loi qui sont encore lettre morte.

Nous avons rappelé le désintéressement des Français sous l'Empire pour la question de la protection de l'enfance, puis les efforts de la philanthropie et de la charité pour créer des colonies que l'État annihile en leur refusant les subsides nécessaires.

Le résultat, c'est l'encombrement des colonies existantes, c'est le nombre sans cesse plus grand de récidives chez nos jeunes libérés, c'est enfin l'accroissement progressif de la criminalité totale.

Nous ferons, pour nous résumer, les critiques suivantes (dont quelques-unes ont été formulées par M. Henri Joly) (1), à notre système pénitentiaire, en tant qu'il s'applique à l'enfance coupable.

*Il est d'abord trop tardif* : nous avons vu que, sur le nombre total des pensionnaires de nos maisons de correction, 10 0/0 à peine ont 10 ans et moins de 10 ans, c'est-à-dire l'âge où, d'après les observations faites, on a encore des chances de les réformer. Nous avons vu aussi que, dans les écoles anglaises, ces mêmes enfants sont dans une proportion de 25 0/0.

On n'envoie pas en correction le tout jeune enfant, parce qu'on s'imagine qu'il sera mêlé dans l'école pénitentiaire à des enfants plus âgés et tout à fait corrompus, dont le contact est à redouter.

Nous avons parlé des sélections nécessaires, celle de l'âge n'est mise en doute par personne, et même elle se trouve appliquée dans presque toutes nos colonies ; nous l'avons constaté ; il faudrait qu'elle le fût dans toutes.

1. Les modes d'éducation correctionnelle dans les différents pays d'Europe, *Bul. Société. Gén. des Prisons*, février 1897.

*Notre système est trop ami des grandes agglomérations* (1). Il faut bien avouer que ce défaut n'est imputable qu'à l'État seul qui se refuse à créer de nouvelles colonies, et qui brise tous les efforts de la charité privée ; nous n'avons en France que 29 colonies renfermant 6.000 enfants environ, soit une moyenne de 200 élèves par établissement (2). Les Anglais ont créé 203 écoles qui contiennent 22.000 pensionnaires, soit chacune 108 enfants environ. Tous les criminalistes sont d'avis qu'il faut que le nombre de nos écoles soit augmenté.

Aussi bien il y aurait encore une façon de réduire leur effectif (3), ce serait de confier à des familles ou à des patrons certains enfants renfermés aujourd'hui dans la maison de correction. Il y aurait utilité à multiplier les placements au dehors, permis par notre loi de 1850 du reste, pour sortir l'enfant de la vie un peu artificielle, reconnaissons-le, qu'il mène à l'école de réforme et le mettre aux prises de bonne heure avec les difficultés de l'existence, mais sous une tutelle bienfaisante.

Notre loi du 19 avril 1898 nous permettra de décharger nos colonies ; les mineurs qu'elle confie à des particuliers charitables ne passent pas par la maison de correction ; redisons encore ici que l'application de cette mesure généreuse devra être faite avec la plus grande circonspec-

1. C'est le reproche que nous ont fait les délégués américains au congrès international de Paris : « Avec un pareil nombre de détenus réunis ensemble, on ne peut attendre de bons résultats sous le rapport de la réforme morale ».

2. D'après la situation établie au Ministère de l'Intérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1899, on trouve à cette date comme détenus dans les colonies pénitentiaires publiques et privées, 4.480 garçons et 974 filles.

3. Sans parler encore de la création qui nous a paru indispensable

tion, que le juge d'instruction ou le tribunal devront s'entourer de tous les renseignements nécessaires sur l'enfant et sur sa nouvelle famille.

Une conséquence de ces agglomérations considérables dans nos colonies pénitentiaires, c'est, nous dit M. Joly, « le personnel des maisons de correction qui reste trop nombreux, et les attributions qui y sont divisées d'une façon excessive » : Il y a à Montesson des instituteurs-chefs, des instituteurs-adjoints, stagiaires ou titulaires, des maîtres-ouvriers chefs, et des maîtres-adjoints... on trouve un personnel administratif, un personnel enseignant, un personnel secondaire ; ne pourrait-on pas simplifier un peu les choses ?

On n'a pas besoin, ce me semble, d'instituteurs diplômés (1) pour ces petits vauriens, et les mêmes maîtres pourraient enseigner « indifféremment la lecture et le jardinage, le soin de l'étable et le calcul », le directeur et sa femme, la « matron » du « reformatory » « se mêlant à tout et mettant la main à tout ».

Ne serait-ce pas là bien comprendre la vie de famille, que préconisent aujourd'hui tous nos directeurs de colonies ?

De cette simplification du personnel résulterait pour notre budget une économie sensible qui permettrait peut-être les créations urgentes dont nous avons parlé.

Car il nous faut aussi avouer que *notre régime pénitentiaire est trop coûteux* ; l'entretien de chaque élève de

d'écoles de préservation pour les petits mendiants ou vagabonds occasionnels, plus malheureux que coupables.

1. Et recevant un traitement qui varie de 4.400 fr. à 3.400 fr.

l'École Le Peletier de St-Fargeau coûte environ mille francs par an, celui d'un « reformatory » anglais 450 fr.! Nous élevons les enfants des malheureux dans de « véritables palais », selon l'expression du secrétaire général du Congrès de Paris, alors que chez nos voisins l'école de réforme consiste souvent en un simple atelier de menuiserie ou de charpenterie, avec un dortoir dans le grenier, et quelques pièces réservées pour le directeur.

Disons enfin avec M. Joly que « notre système est trop  
« porté à faire prédominer l'action et à engager avec  
« excès les responsabilités nationales de l'État; trop sou-  
« vent l'État, par son irrésistible concurrence, brise les  
« efforts de cette charité privée à laquelle les plus intel-  
« ligents de ses hauts fonctionnaires sont cependant heu-  
« reux de faire appel; puis, par ses principes de laïcité  
« absolue, il a cessé de pouvoir se prêter suffisamment,  
« dans ses propres maisons, à ce qu'exige, dans l'intérêt  
« évident de l'enfant coupable, notre loi de 1850. »

La religion n'est-elle pas un « frein moral », comme l'a appelée M. Fouillée, contre le scepticisme qui envahit tous les jours un peu plus les familles pour les désagréger et les corrompre? Et la simple morale civique, la seule peur du gendarme, sera-t-elle un auxiliaire suffisant dans la réforme et le relèvement de l'enfant coupable? Les Anglais ont compris la nécessité de mettre au premier plan l'idée de Dieu, et presque tous les règlements de leurs écoles pénitentiaires renferment cette phrase : « Each day  
« shall be began and ended with Family Worship, con-  
« sisting of the reading of Scripture and Prayer ». (Chaque jour devra commencer et finir par des exercices religieux

faits en commun, consistant en prières et en lectures de l'Écriture Sainte) : Rules and regulations of the Kerrison reformatory. (Règlement de l'école de réforme de Kerrison, 1888).

Telles sont, sommairement exposées, les quelques réformes que, d'accord avec plusieurs de nos plus compétents criminalistes, nous souhaiterions voir introduire dans notre système pénitentiaire.

VU :

*Le président de la thèse,*

A. LE POITTEVIN.

VU :

*L'Assesseur,*

GÉRARDIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

GRÉARD.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                   | Pages |
|-------------------|-------|
| Introduction..... | I     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### CHAPITRE PREMIER

|                                                          |    |
|----------------------------------------------------------|----|
| § 1. Les mineurs de l'article 66.....                    | 5  |
| Délits conventionnels.                                   |    |
| Vagabonds.....                                           | 6  |
| Mendiants.....                                           | 8  |
| Délits réels.                                            |    |
| Voleurs.....                                             | 8  |
| Les petites prostituées.....                             | 10 |
| § 2. Régime des mineurs avant la Loi de 1850 : La Petite |    |
| Roquette, Mettray.....                                   | 13 |
| La loi du 5 août 1850.....                               | 19 |
| Histoire des colonies pénitenciaires.....                | 22 |
| § 3. Critique de la loi de 1850.....                     | 27 |
| Les acquittés de l'article 66 mêlés aux condamnés.       | 27 |
| L'enfant réformé par la terre.....                       | 29 |
| Sélections et réformes proposées.....                    | 32 |
| § 4. Critique de notre système correctionnel.....        | 42 |
| Envoi tardif en correction.....                          | 47 |
| Pas d'envoi à court terme.....                           | 49 |
| Répression du vagabondage des mineurs.....               | 53 |

#### CHAPITRE II

##### LES IDÉES NOUVELLES

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| § 1. Point d'enfants coupables : point de prisons d'enfants. | 60 |
|--------------------------------------------------------------|----|

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 2. La maison d'éducation de Montesson.....                                         | 65 |
| § 3. Les colonies pénitentiaires sont trop peuplées : les<br>petits groupements..... | 72 |
| § 4. Régime à appliquer aux mineures prostituées : les<br>petites familles.....      | 74 |
| § 5. La loi du 19 avril 1898.....                                                    | 79 |

## DEUXIÈME PARTIE

### CHAPITRE PREMIER

#### LE RÉGIME ANGLAIS

|                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. La criminalité juvénile en France et en Angleterre....               | 83  |
| § 2. L'école de réforme. L'école industrielle.....                        | 86  |
| L'école de réforme.....                                                   | 90  |
| Redhill .....                                                             | 92  |
| Kerrison.....                                                             | 95  |
| L'école industrielle.....                                                 | 96  |
| Les navires écoles. Les écoles externes. Les écoles de<br>vagabonds ..... | 99  |
| § 3. Critique du système.....                                             | 103 |
| Les placements.....                                                       | 104 |
| Les familles.....                                                         | 105 |
| § 4. Conclusions françaises.....                                          | 106 |

### CHAPITRE II

#### LE RÉGIME BELGE

|                                       |     |
|---------------------------------------|-----|
| § 1. Les maisons de bienfaisance..... | 114 |
| Ruyssede, Beernem.....                | 115 |
| Namur.....                            | 119 |
| § 2. Critique du système.....         | 122 |
| Les placements.....                   | 122 |
| § 3. Le juge de paix .....            | 127 |
| § 4. Conclusions françaises.....      | 128 |

## TROISIÈME PARTIE

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| Conclusion.....                         | 131 |
| Défauts de notre système pénitentiaire. |     |
| Quelques vœux.                          |     |







